

Du budget au bilan, des comptes
sociaux aux comptes consolidés

Les Comptes 2024 du CNRS



Conseil d'administration du 14 mars 2025

AVANT-PROPOS

L'année 2024 a été riche pour le réseau financier et comptable du CNRS.

Le réseau des comptables du CNRS s'est inscrit dans une démarche active de sécurisation et de simplification des processus financiers et comptables, basée sur le renforcement du dispositif de maîtrise des risques et du dispositif de pilotage et d'accompagnement des services.

Ainsi, notamment, les actions suivantes ont été mises en œuvre.

1. Sécurisation des processus financiers et amélioration de la qualité comptable

Des audits thématiques ont été menés sur deux sujets représentant un enjeu majeur pour le CNRS : la fraude au virement et le contrôle interne comptable de la paye.

Les schémas comptables ont été définis sur les nouveaux dispositifs de financement de la recherche : projet de recherches à risques, *lump sum* (financement en mode forfaitaire) et subventions pour charge d'investissement.

En lien étroit avec la DRH, le dispositif de contrôle interne relatif aux passifs sociaux a été revisité et fiabilisé.

La gestion du référentiel tiers a évolué, celui-ci est désormais pris en charge de façon centralisée.

Des contrôles périodiques ont été mis en place sur les restes à payer, indicateur majeur de la soutenabilité budgétaire.

2. Simplification des processus financiers et comptables

Le visa dématérialisé des bons de commande est en cours de déploiement dans les laboratoires.

En matière de carte achat, désormais les bons de commandes sont établis au nom d'un tiers générique et non plus au nom de chaque fournisseur.

La procédure d'admission en non-valeur et de remise gracieuse a été entièrement dématérialisée.

De nombreuses évolutions des applications ETAMINE et NOTILUS ont permis de mieux adapter le processus dématérialisé des missions aux besoins des utilisateurs, dans le respect de la réglementation.

3. Accompagnement et pilotage renforcés du réseau financier et comptable

Une nouvelle phase de sensibilisation du réseau financier et comptable au dispositif de maîtrise des risques a eu lieu.

L'animation du réseau a été très soutenue : séminaires, webinaires, cafés démo.

Un effort particulier a été fait sur l'accessibilité et la lisibilité de la documentation.

Le dispositif d'accompagnement au changement concernant les évolutions des process est renforcé.

La DCIF a accompagné de manière rapprochée les agences comptables à fort enjeux et les agences comptables en difficulté.

Enfin, le contrôle diligenté par la Cour des comptes a conclu à la qualité des comptes et du dispositif de contrôle interne comptable du CNRS.

Ghislaine BALA

Administratrice générale des finances publiques

Agent comptable principal

Directrice des comptes et de l'information financière

SOMMAIRE

LE REFERENTIEL REGLEMENTAIRE APPLICABLE AU CNRS.....	3
I - Le cadre budgétaire	3
II - Le référentiel comptable.....	5
III - Du budget au compte financier.....	6
1 ^{RE} PARTIE – RAPPORT SUR L’EXECUTION DU BUDGET 2024	7
I - LE RESULTAT BUDGETAIRE	8
II - L’EXECUTION DES RECETTES BUDGETAIRES.....	12
III - L’EXECUTION DES DEPENSES BUDGETAIRES	15
ANNEXE SUR L’EXECUTION DU BUDGET 2024	25
2 ^{EME} PARTIE – RAPPORT SUR LES COMPTES INDIVIDUELS	29
LES CHIFFRES CLES DE L’EXERCICE	30
I - LE COMPTE DE RESULTAT.....	30
II - LE TABLEAU DE FINANCEMENT.....	31
III - LE BILAN	33
LA FIABILISATION DE L’INFORMATION FINANCIERE.....	35
IV - LA DEMARCHE DE MAITRISE DES RISQUES FINANCIERS ET COMPTABLES.....	35
V - LE DISPOSITIF DE CONTRÔLE INTERNE FINANCIER DU CNRS	35
VI - LES AUDITS DE CONFORMITE FINANCIERE ET COMPTABLE AU CNRS.....	36
ANNEXE SUR LES COMPTES INDIVIDUELS 2024	37
Note 1 – Faits marquants de l’exercice	37
Note 2 – Méthodes et principes comptables appliqués.....	38
Note 3 – Compléments d’informations relatifs au bilan	44
Note 4 – Compléments d’informations relatifs au compte de résultat.....	69
LES ETATS DE SYNTHESE REGLEMENTAIRES SUR LES COMPTES 2024	85
3 ^{EME} PARTIE – LES COMPTES CONSOLIDES	86
I - LE BILAN CONSOLIDE	86
II - LE COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE	87
III - LE TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE	88
IV - DES COMPTES SOCIAUX AUX COMPTES CONSOLIDES	89
V - ANNEXES COMPTES CONSOLIDES	92
NOTE 1 – Informations relatives aux principes comptables.....	92
NOTE 2 – Périmètre de consolidation	97
NOTE 4 – Compléments d’informations relatifs au compte de résultat	106
NOTE 5 – Informations complémentaires.....	109

LE REFERENTIEL REGLEMENTAIRE APPLICABLE AU CNRS

Le CNRS est un établissement public à caractère scientifique et technologique (EPST) dont l'organisation et le fonctionnement sont définis par le code de la recherche, plus particulièrement aux [articles R. 322-1 à R. 322-33](#) de ce code. Aux termes de l'article R322-4 du code de la recherche, le président du CNRS assure la direction générale d'un établissement organisé en dix instituts :

- Institut des sciences biologiques : CNRS Biologie
- Institut de chimie : CNRS Chimie
- Institut écologie et environnement : CNRS Écologie & Environnement
- Institut des sciences de l'ingénierie et des systèmes : CNRS Ingénierie
- Institut national des sciences mathématiques et de leurs interactions : CNRS Mathématiques
- Institut national de physique nucléaire et de physique des particules : CNRS Nucléaire & Particules
- Institut de physique : CNRS Physique
- Institut des sciences humaines et sociales : CNRS Sciences humaines & sociales
- Institut des sciences informatiques et de leurs interactions : CNRS Sciences informatiques
- Institut des sciences de l'Univers : CNRS Terre & Univers

Le CNRS, en tant qu'établissement public national à caractère administratif, est soumis aux dispositions du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.

I - Le cadre budgétaire

I - 1 Le budget

Le CNRS applique, depuis le 1^{er} janvier 2007 (cf. arrêté interministériel du 26 décembre 2005), le régime budgétaire¹, financier et comptable précisé par le décret n° 2002-252 du 22 février 2002 qui conduit à présenter les dépenses de l'établissement (cf. arrêté interministériel du 5 décembre 2006, modifié par l'arrêté interministériel du 3 février 2011) sous une forme matricielle avec :

- En lignes, une ventilation par destination organisée autour de trois agrégats :
 - Le premier agrégat de dépenses, qui constitue la masse financière la plus importante, regroupe les *activités conduites par les unités de recherche*. Il est présenté par *instituts* (depuis l'exercice 2011 - Cf. arrêté du 3 février 2011), 10 lignes sont ainsi affichées (1 ligne par institut) auxquelles s'ajoutent 2 autres lignes, respectivement pour les opérations « hors institut » et « hors CNRS ».
 - Le second agrégat rassemble les *actions communes à l'activité de recherche*, à savoir : les très grandes infrastructures, l'information scientifique et technique, l'animation scientifique et l'évaluation, la communication, la valorisation de la recherche, les échanges internationaux, etc.
 - Le troisième agrégat de dépenses concerne les *fonctions supports*, c'est-à-dire l'ensemble des activités non spécifiques à la recherche (services administratifs, informatique non scientifique, immobilier, action sociale).
 - Enfin, une ligne hors agrégats complète le dispositif. Elle rassemble toutes les dotations qui ne peuvent être réparties par destination lors du vote du budget, ainsi qu'une réserve pour hausse des rémunérations.

¹ Le décret en date du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique modifie profondément le cadre budgétaire d'un établissement public en l'alignant sur celui de l'Etat. Ce nouveau décret s'applique pour la 1^{ère} fois au CNRS, comme à l'ensemble des EPST, pour la gestion 2016.

- Et, en colonnes, une répartition par nature dans trois grandes catégories en autorisations d'engagement (AE) et en crédits de paiement (CP) :
 - Les dépenses de personnel (NA et NB1), (AE=CP),
 - Les dépenses de fonctionnement et d'investissement (NB2 et NB3), en AE et en CP,
 - Et les opérations d'investissement programmé (NC), en AE et en CP.

- Les recettes, quant à elles, sont classées en quatre catégories :
 - La subvention pour charges de service public (R1). Il s'agit d'une subvention globale versée par l'État pour financer l'activité courante (en fonctionnement comme en investissement) de l'établissement ;
 - Les contrats et les soutiens finalisés à l'activité de recherche (R2) : contrats de recherche, subventions publiques ou privées reçues, etc. ;
 - Les produits valorisés de l'activité de recherche et de prestation de services (R3) : redevances pour brevets et licences, ressources annexes à l'activité de recherche : essais, expertises, formations, etc. ;
 - Et les autres subventions et produits (R4) : location de salles, produits financiers ou exceptionnels, etc.

Le CNRS applique par ailleurs l'arrêté du 18 décembre 2015 relatif aux tableaux budgétaires applicables aux établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel (EPSCP) et aux établissements publics à caractère scientifique et technologique (EPST) dans le cadre de l'élaboration, de la présentation et de l'exécution de leur budget.

- Les tableaux soumis au vote de l'organe délibérant sont les suivants :
 - Le tableau des emplois (tableau 1). Il présente les emplois par catégories et par types de financements ;
 - Le tableau des autorisations budgétaires (tableau 2). Il présente le budget en dépenses par agrégat, destination et nature, en autorisations d'engagement et en crédits de paiement, ainsi que le budget de recettes par catégorie et ligne de recettes. Il permet de mettre en évidence le solde budgétaire de l'exercice ;
 - Le tableau des destinations et recettes par origine (tableau 3). Par son niveau de détail, il a vocation à compléter le tableau des autorisations budgétaires ;
 - Le tableau d'équilibre financier (tableau 4). Il comprend, d'un côté les besoins de financement, de l'autre les financements ;
 - Le tableau de situation patrimoniale (tableau 5). Il comprend le compte de résultat prévisionnel, le calcul de la capacité d'autofinancement, et l'état prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés ;
 - Le tableau des opérations pluriannuelles (tableau 9). Il présente les dépenses par opération en autorisations d'engagement et en crédits de paiement, ainsi que les recettes, en intégrant les données liées aux exercices antérieurs.

- Les tableaux présentés pour information de l'organe délibérant sont les suivants :
 - Le tableau des opérations pour compte de tiers (tableau 5). Il retrace les opérations traitées en comptabilité générale en comptes de tiers ;
 - Le tableau présentant le plan de trésorerie (tableau 7). Il permet d'évaluer le montant mensuel des encaissements et décaissements prévisionnels et le solde de trésorerie en fin de mois ;
 - Le tableau des opérations liées aux recettes fléchées (tableau 8). Il permet le suivi des opérations liées à ces recettes en retraçant l'exécution passée et prévisionnelle des encaissements et des décaissements s'y rattachant ;
 - Le tableau de présentation des objectifs et des résultats (tableau 10). Il présente par agrégats de destinations de dépenses les objectifs et indicateurs associés, sur quatre exercices.

I - 2 L'exécution du budget

Les dépenses sont exécutées par nature de dépenses, avec 3 natures distinctes :

- Les dépenses de personnel limitatives (NA),
- La dotation globale (NB) décomposée en dépenses de personnel non limitatives, dépenses de fonctionnement, les dépenses d'investissement non programmé,
- Les opérations d'investissement programmé (NC).

Les dépenses sont fongibles (mouvements possibles sans la nécessité de passer par un BR voté au CA) au sein de l'agrégat 1 d'une part et au sein des agrégats 2 et 3 d'autre part. En revanche, les mouvements entre l'agrégat 1 et les agrégats 2-3 nécessitent le recours à un budget rectificatif.

Les règles de fongibilité des dépenses doivent également tenir compte de la nature des dépenses. Ces règles encadrant les possibilités de modifications du budget initial découlent de la nécessité de préserver le rôle du Conseil d'administration qui doit décider des évolutions majeures, notamment celles impactant la répartition entre crédits scientifiques (agrégat 1) et crédits supports ou transverses (agrégats 2 et 3), ainsi qu'entre masse salariale des personnels permanents (NA) et les autres crédits (NB1, NB2, NB3, NC).

Depuis 2021, une prévision d'exécution budgétaire figure dans les documents budgétaires, afin d'enrichir la qualité de l'information financière au-delà des tableaux habituels.

Le rapprochement, en fin d'année, de l'exécution des recettes et des dépenses fait apparaître le résultat budgétaire. Ce dernier correspond à la différence entre le total des recettes appartenant à l'une des quatre catégories énumérées précédemment et le total des dépenses comptabilisées au sein des agrégats 1, 2 et 3.

II - Le référentiel comptable

A compter du 1^{er} janvier 2016, l'organisation comptable de l'établissement est définie par les articles 56 et 57 du décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la Gestion Budgétaire et Comptable Publique (GBCP), ainsi que par ses arrêtés d'application.

A cet égard, étant donné que l'établissement est visé au quatrième alinéa de l'article 1^{er} du décret relatif à la GBCP susvisé, il est soumis d'une part, aux dispositions de son arrêté d'application du 1^{er} juillet 2015 portant adoption du recueil des normes comptables pour les établissements publics et d'autre part, à l'instruction comptable commune aux établissements publics nationaux du 16 décembre 2022 (BOFiP-GCP-22-0014).

La comptabilité générale du CNRS est fondée sur le principe de la *constatation des droits et des obligations*. En conséquence, les opérations de recettes et de dépenses sont prises en compte au titre de l'exercice auquel elles se rattachent indépendamment de leur date d'encaissement ou de paiement.

L'élaboration des états financiers du CNRS repose sur un principe de continuité. Ces états financiers respectent :

- Les principes généraux issus de l'article 47-2 de la Constitution, à savoir qu'ils sont réguliers et sincères et qu'ils présentent une image fidèle du résultat de leur gestion, de leur patrimoine et de leur situation financière.
- Des caractéristiques qualitatives, constitutives de principes comptables (tels que le principe de spécialisation des exercices et le principe de prudence).

Enfin, le CNRS, dans la mesure où il contrôle un certain nombre de personnes morales (sociétés anonymes, sociétés civiles, groupements d'intérêt public ou groupements d'intérêt économique) se trouve soumis aux dispositions contenues dans les articles 135 et 136 de la *loi sur la sécurité financière* du 1^{er} août 2003. En conséquence, il est tenu de présenter des comptes consolidés et de nommer deux commissaires aux comptes.

III - Du budget au compte financier

III - 1 Les principales étapes de la gestion budgétaire et comptable

Une fois approuvé par le conseil d'administration, le budget (budget initial et budgets rectificatifs) est exécuté et mis en œuvre par le président du CNRS. Ce dernier, en liaison avec les instituts et les directions fonctionnelles du siège, répartit les crédits entre les différentes structures dépensières (unités de recherche, responsables de grands équipements, bureau central de la paye, etc.) et leur notifie le niveau des ressources mis à leur disposition.

Parallèlement, le président du CNRS, en tant qu'ordonnateur principal, met en place les crédits nécessaires au paiement des dépenses de l'établissement. Certains d'entre eux sont gérés directement au niveau central, les autres sont transférés aux délégués régionaux, en leur qualité d'ordonnateurs secondaires.

- La comptabilité budgétaire comporte une comptabilité :
 - des autorisations d'engagement,
 - des crédits de paiement et
 - des recettes,
 - des autorisations d'emplois.

- La comptabilité générale comprend :
 - Un **bilan**, qui décrit, au passif, l'ensemble des ressources perçues par l'établissement depuis sa création (fonds propres, dettes financières et non financières) et, à l'actif, l'emploi qui en a été fait (immobilisations, stocks, créances, trésorerie) ;
 - Un **compte de résultat** qui retrace les charges (classe 6) et les produits (classe 7) dont le solde est le résultat, bénéfice ou perte ;
 - Une **annexe** qui fournit des informations utiles à la compréhension et à l'interprétation des données du bilan et du compte de résultat.

Le compte financier est arrêté par le conseil d'administration dans les soixante-quinze jours qui suivent la clôture de l'exercice. Après approbation, le compte financier est adressé à la DGFIP et à la Cour des comptes.

III - 2 L'affectation du résultat

Conformément au décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la GBCP et au décret n° 82-993 du 4 novembre 1982 modifié, le conseil d'administration délibère et arrête le *compte financier*. Il décide ensuite de l'affectation du résultat en réserves et/ou en report à nouveau.

Les *réserves* correspondent aux résultats excédentaires affectés durablement à l'établissement jusqu'à décision contraire des autorités compétentes. Le *report à nouveau* est constitué par le montant (ou la fraction) du résultat dont l'affectation définitive n'a pas été décidée par le conseil d'administration et qui est renvoyée sur l'exercice suivant.

Les délibérations relatives au *compte financier* sont adressées pour approbation aux ministres chargés de la recherche et du budget. A défaut d'approbation expresse, les décisions sont exécutoires à l'expiration d'un délai d'un mois partant de leur date de réception par les ministères.

1^{RE} PARTIE – RAPPORT SUR L'EXECUTION DU BUDGET 2024

Dans la mesure où les données contenues dans la comptabilité administrative de l'ordonnateur concordent avec celles enregistrées dans les écritures de l'agent comptable, il est produit un seul rapport sur l'exécution budgétaire 2024. Ce document est le fruit d'un travail commun des directions des Comptes et de l'Information Financière (DCIF), de la Stratégie Financière, de l'Immobilier et de la Modernisation (DSFIM) et des Ressources Humaines (DRH).

AVERTISSEMENT

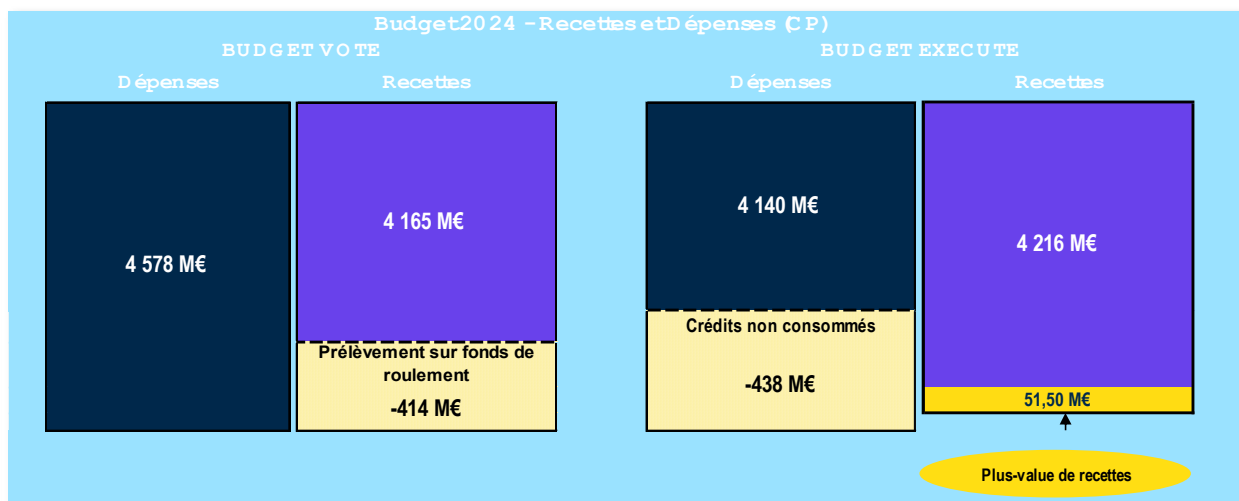
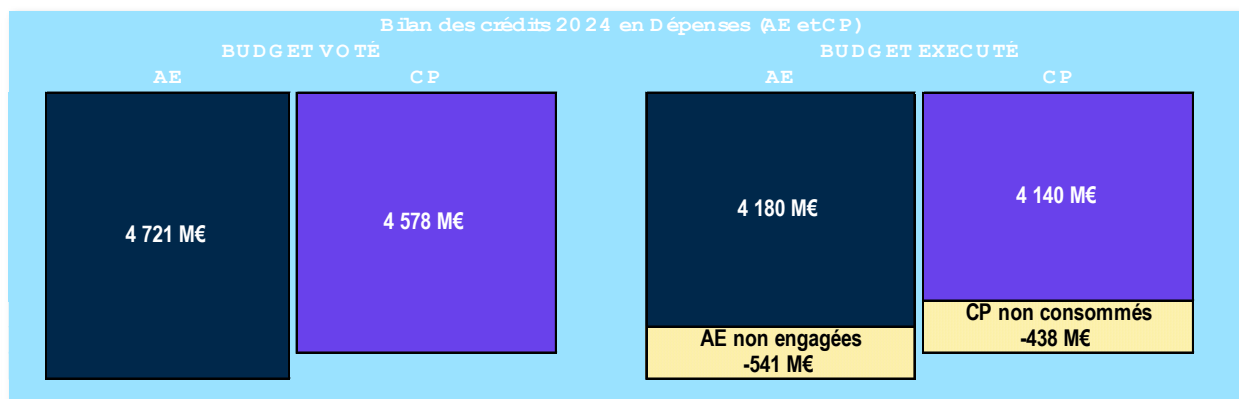
La partie budgétaire du compte financier 2024 est établie selon les prescriptions fixées par le décret GBCP en tenant compte des spécificités propres aux établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel (EPSCP) ou à caractère scientifique et technologique (EPST). En particulier pour ce qui concerne le contenu soumis au conseil d'administration pour vote ou pour information. Ces éléments ont été définis par l'arrêté du 18 décembre 2015 (pris en application du décret n°2002-252 du 22 février 2002).

I - LE RESULTAT BUDGETAIRE

Les crédits ouverts (en CP) au titre de l'année 2024 (budget rectificatif 2) s'élèvent à 4 578 M€ et incluent un complément par prélèvement sur fonds de roulement de 414 M€.

En fin d'exercice, le total des crédits non consommés (en CP) s'élève à 438 M€ et l'exécution budgétaire fait apparaître un résultat positif de 76,2 M€.

Le montant des recettes encaissées est supérieur de +51,5 M€ à celui prévu dans le dernier budget rectificatif de 2024.



I - 1 Le solde d'exécution budgétaire 2024

Budget 2024 (en millions d'€)		Crédits ouverts	Réalisation	Écarts
A1	Unités de recherche	3 779,4	3 523,8	-255,6
A2	Actions communes	341,0	286,6	-54,5
A3	Fonctions supports	457,8	329,5	-128,3
	Hors Agrégat	0,0	0,0	0,0
Total dépenses		4 578,2	4 139,9	-438,3
R1	Subvention pour charges de service public	2 949,3	2 948,3	-1,0
R2	Contrats et soutiens finalisés	1 040,2	1 081,3	41,1
R3	Produits valorisés et prestations	52,4	57,4	5,0
R4	Autres subventions et produits	122,6	129,0	6,4
Total recettes		4 164,6	4 216,1	51,5
Solde d'exécution budgétaire		-413,6	76,2	489,8

I - 2 Le fonds de roulement ²

Le fonds de roulement s'établit à la clôture de gestion 2024 à 762 M€ contre 734 M€ en 2023.

Cette augmentation du fonds de roulement s'explique par une augmentation des ressources stables (+100 M€) qui couvre l'augmentation des emplois stables (+ 73 M€). Cette situation démontre que l'investissement est couvert par les fonds propres de l'établissement.

Au 31 décembre 2024, la situation du CNRS est la suivante :

- **Fonds de roulement** : 762 M€
- **Trésorerie** : 1 531 M€
- **Besoin en fonds de roulement (BFR)** : - 769 M€. Celui-ci est négatif, ce qui signifie que les décalages temporels de trésorerie sont plus importants au niveau des dettes fournisseurs (2 306 M€) que des créances clients (1 536 M€).

En M€	2024	2023	Variation
Ressources stables			
Fonds propres	1 436	1 403	33
Provisions pour risques et charges (hors CET)	260	248	13
Provisions pour risques et charges (CET)	245	249	-4
Provisions pour dépréciation clients	19	19	0
Amortissements et provisions pour dépréciation immos	3 857	3 794	64
Dettes financières	8	13	-5
TOTAL	5 825	5 725	100
			0
Emplois stables			0
Actif immobilisé brut	5 063	4 990	73
TOTAL	5 063	4 990	73
			0
FRNG bilantiel	762	734	28
BFR	-769	-665	-104
Trésorerie	1 531	1 399	132

¹. Cf. Infra 2^{ème} partie / I-2 Tableau de financement

I - 3 Les crédits non consommés

	2024							
	Crédits ouverts en AE	AE engagées	AE non engagées	Crédits ouverts en CP	CP consommés	CP non consommés	% non consommé sur Total crédits ouverts	
							en AE	en CP
Dépenses de personnel limitatives (NA)	2 546,2	2 522,9	23,3	2 546,2	2 522,9	23,3	0,5%	0,5%
Dépenses de personnel non limitatives (NB1)	468,9	459,6	9,3	468,9	459,6	9,3	0,2%	0,2%
Fonctionnement et investissement non programmés (NB2&NB3)	1 649,5	1 166,1	483,4	1 488,7	1 127,4	361,3	10,2%	7,9%
Opérations d'investissement programmées (NC)	56,2	31,7	24,6	74,3	30,0	44,3	0,5%	1,0%
TOTAL	4 720,8	4 180,2	540,6	4 578,2	4 139,9	438,3	11,5%	9,6%

■ Répartition du montant des AE non engagées :

Le montant des AE non engagées s'élève à 540,6 M€, traduisant une augmentation de 26,2 % par rapport à 2023 (428,4 M€).

Par nature de dépense, ce montant se répartit ainsi :

- 89,4 % sur les crédits de fonctionnement - investissement non programmé (NB2+NB3),
- 6,0 % sur les crédits de rémunération (NA + NB1),
- 4,5 % sur les crédits d'opérations d'investissement programmé (NC).

Par origine de financement et par destination, les AE non engagées se ventilent ainsi :

● Subvention d'Etat (SE) et Ressources Propres (RP)

en M€	SE	RP	TOTAL
2024	85,4	455,2	540,6
	15,8%	84,2%	
<i>pour mémoire 2023</i>	20,4	408,0	428,4
	4,8%	95,2%	

● Agrégats

en M€	A1	A2	A3	TOTAL
2024	406,5	45,0	89,1	540,6
	75,2%	8,3%	16,5%	
<i>pour mémoire 2023</i>	312,6	41,3	74,6	428,4
	73,0%	9,6%	17,4%	

■ Répartition du montant des CP non consommés :

Le montant des CP non consommés s'élève à 438,3 M€, en augmentation de 12,4% par rapport à 2023 (442,1 M€).

Ce montant se décompose par nature de dépense :

- 82,4 % en fonctionnement - investissement non programmé (NB2+NB3),
- 7,4 % en rémunération (NA + NB1),
- 10,1 % en opérations d'investissement programmé (NC).

Le montant des CP non consommés se répartit ainsi, par origine de financement et par destination :

● Subvention d'Etat (SE) et Ressources Propres (RP)

en M€	SE	RP	TOTAL
2024	89,6	348,7	438,3
	20,5%	79,5%	
<i>pour mémoire 2023</i>	152,0	290,1	442,1
	34,4%	65,6%	

● Agrégats

en M€	A1	A2	A3	TOTAL
2024	255,6	54,5	128,2	438,3
	58%	12%	29%	
<i>pour mémoire 2023</i>	265,6	55,6	120,9	442,1
	60%	13%	27%	

I - 4 Les restes-à-payer

Les restes à payer au 31/12/2024 s'élèvent à 363,8 M€.

- **Sur le périmètre du FEI (fonctionnement, équipement et investissement) non programmé (NB2&3)**

Restes à payer au 31/12/2024: les engagements non couverts par des paiements au 31/12/2024 s'élèvent à 320,1 M€ (contre 297,1 M€ au 31/12/2023). Les paiements interviendront en 2025, et les années suivantes.

- **Sur le périmètre des investissements programmés (NC)**

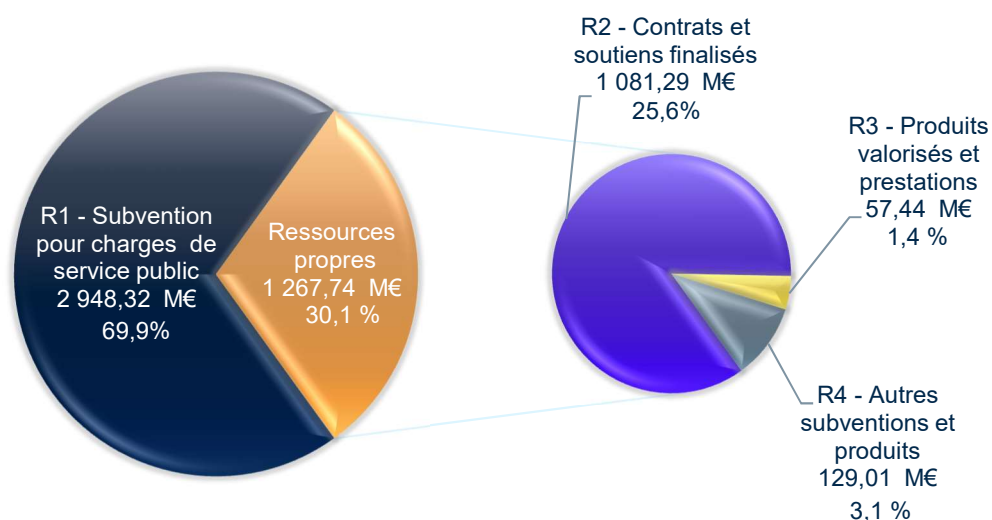
Sur l'informatique, les engagements non couverts par des paiements au 31/12/2024 s'élèvent à 4,6 M€ (contre 3,6 M€ au 31/12/2023).

Sur l'immobilier, les engagements non couverts par des paiements au 31/12/2024 s'élèvent à environ 39,1 M€ (contre 39,3 M€ au 31/12/2023). Les paiements devront intervenir en 2025 et les années suivantes.

II - L'EXECUTION DES RECETTES BUDGETAIRES

En millions d'€	2023		2024	
	M€	%	M€	%
Subvention pour charges de service public	2 964	72,3%	2 948	69,9%
Ressources propres	1 134	27,7%	1 268	30,1%
TOTAL	4 097		4 216	

Le montant total des recettes encaissées présente une plus-value de +51,5 M€ par rapport aux prévisions du dernier budget rectificatif voté en 2024. (Cf. § II.1 et II.2 ci-dessous)



II - 1 La subvention d'Etat

En millions d'€	2023			2024			Écart 2024 - 2023 sur réalisation
	Recettes inscrites au budget	Réalisation	Écart	Recettes inscrites au budget	Réalisation	Écart	
Subvention pour charges de service public (SCSP)	2 951,6	2 951,6	0,0	2 942,7	2 942,7	+ 0,0	- 8,9
Dotation Plan de relance rénovation thermique	12,0	12,0	0,0	5,6	4,6	- 1,0	- 7,4
Subvention pour charges d'investissement (SCI)				1,0	1,0	+ 0,0	+ 1,0
Total Subvention d'Etat	2 963,6	2 963,6	0,0	2 949,3	2 948,3	- 1,0	- 15,3

La subvention d'Etat correspond à 69,9 % des ressources totales perçues en 2024 (contre 72,3% en 2023). En volume elle s'élève à 2 948,3 M€, en retrait de -15,3 M€ par rapport à 2023 (soit -0,5%), en raison notamment :

- > La montée en puissance des mesures LPR (+42,2 M€),
- > Les mesures RH au titre du point fonction publique et des apprentis (+23,2),
- > Le complément de SCSP visant à financer l'agence de programmes « climat, biodiversité et sociétés durables » lancée par le président de la république en décembre 2023 (+0,9 M€),
- > L'impact de la hausse du taux de mise en réserve au BI 2024 (- 5 M€),
- > L'annulation consécutive au gel de crédits (-50 M€) notifiés en octobre 2024,
- > L'absence de compensation (-20 M€) des surcoûts énergie (20 M€ avaient été dotés par le ministère à ce titre en 2023),
- > L'extinction progressive du plan de relance volet immobilier (-7,4 M€),
- > +1 M€ de subvention d'investissements pour le projet ANVOLE.

II - 2 Les ressources propres

Sur le plan des recettes globales du CNRS, les ressources augmentent de 12% soit 134,22 M€ complémentaires et représentent 30% des recettes de l'établissement (contre 28 % en 2023).

La répartition entre les différentes catégories de ressources propres se répartit de cette façon:

- R2 - Contrats et soutiens finalisés 85 % représentant 1 081 M€ (contre 918 M€ en 2023) soit +163 M€
- R3 - Produits valorisés et prestations 5 % représentant 57 M€ (contre 54 M€ en 2023), soit + 3 M€
- R4 - Autres subventions et produits 10 % représentant 129 M€ (contre 161 M€ en 2023) soit -32 M€.

En millions d'€	2023		2024		Écart 2024 - 2023 sur réalisation
	Réalisation	Recettes inscrites au budget	Réalisation	Écart 2023	
▪ Contrats de recherche avec tiers publics	607	645	679	+ 34	+ 72
Subventions du programme Investissements d'avenir :	62	90	102	+ 12	+ 40
Fonctionnement					
Subventions du programme Investissements d'avenir :	34	32	36	+ 5	+ 2
Equipement					
Subventions du programme hors Investissements d'Avenir	511	523	541	+ 18	+ 30
▪ Contrats de recherche avec tiers privés	50	52	54	+ 2	+ 4
▪ Subventions de fonctionnement sur projet ou programme de recherche	220	281	286	+ 5	+ 65
▪ Subventions d'investissement sur projet ou programme de recherche	40	61	61	+ 0	+ 22
▪ Dons et legs affectés	1	1	1	+ 0	+ 0
R2 - Contrats et soutiens finalisés	918	1 040	1 081	+ 41	+ 164
▪ Prestations de services	34	32	36	+ 4	+ 2
▪ Redevances pour brevets et licences	21	20	21	+ 1	+ 1
▪ Ventes de produits	0	0	0	- 0	- 0
R3 - Produits valorisés et prestations	54	52	57	+ 5	+ 3
▪ Autres produits de gestion courante	79	83	82	- 1	+ 3
▪ Produits financiers et exceptionnels	1	2	3	+ 1	+ 2
▪ Opérations financières et immobilisations	51	4	1	- 3	- 51
▪ Dons et legs non affectés	0	0	0	+ 0	- 0
▪ Subventions diverses	30	34	43	+ 9	+ 13
R4 - Autres subventions et produits	161	123	129	+ 6	- 32
Total ressources propres	1 134	1 215	1 268	+ 52	+ 134

Origine de financement des ressources propres sur contrats de recherche	2023 en M€	2024 en M€	Evolution
Etat	103	139	36%
Collectivités territoriales	44	81	85%
Etablissements et organismes publics - HORS ANR	141	170	21%
ANR	300	363	21%
dont ANR classique	228	254	11%
dont ANR investissement d'avenir	65	89	38%
dont RIRI		13	
dont ANR OIP	7	7	2%
dont ANR Plan de relance RD	1	0	-100%
Commission Européenne	167	150	-10%
Autres financeurs publics - Union Européenne	27	33	20%
Autres financeurs publics - Etrangers	9	10	11%
Financement d'origine publique	790	946	20%
Divers financements publics via des entreprises privées	15	26	66%
dont France	5	11	115%
dont Union Européenne	10	14	40%
Financement d'origine publique via des entreprises privées	15	26	66%
Entreprise privées françaises	92	98	6%
Entreprise privées étrangères	20	12	-43%
Financement d'origine privée	112	109	-3%
TOTAL	918	1 081	18%

III - L'EXECUTION DES DEPENSES BUDGETAIRES

■ Consommation des autorisations d'engagement – dépenses engagées 2024

Exécution en millions d'€	Engagements Dépenses de personnel limitatives NA	Engagements Dépenses de personnel non limitatives NB1	TOTAL Engagements dépenses de personnel	Engagements sur Dépenses Dotation globale fonctionnement et investissement non programmé NB2+NB3	Engagements Dépenses Opérations d'investissement programmées et opérations en capital NC	TOTAL Engagements (consommation AE)	Part des agrégats sur le total Engagé
Agrégat 1 Activités conduites par les unités de recherche	2 328	441	2 769	784	0	3 552	85,0%
Agrégat 2 Actions communes	27	3	30	260	0	290	6,9%
Agrégat 3 Fonctions support	168	16	184	122	32	338	8,1%
TOTAL	2 523	460	2 982	1 166	32	4 180	100%

■ Consommation des crédits de paiement – dépenses exécutées 2024

Le montant des dépenses budgétaires (consommation de CP) s'élève à 4 140 M€ (contre 3 986 M€ en 2023).

Exécution en millions d'€	Dépenses de personnel limitatives NA	Dépenses de personnel non limitatives NB1	TOTAL dépenses de personnel	Dépenses Dotation globale fonctionnement et investissement non programmé NB2+NB3	Dépenses Opérations d'investissement programmées et opérations en capital NC	TOTAL EXECUTION (consommation CP)	Part des agrégats sur le total Exécution
Agrégat 1 Activités conduites par les unités de recherche	2 328	441	2 769	755	0	3 524	85,1%
Agrégat 2 Actions communes	27	3	30	257	0	287	6,9%
Agrégat 3 Fonctions support	168	16	184	116	30	330	8,0%
TOTAL	2 523	460	2 982	1 127	30	4 140	100%

Par nature (v. infra III / 1- 1), les dépenses budgétaires de personnel (limitatives et non limitatives) constituent en 2024 72,0 % du montant total des dépenses (pour 72,2 % en 2023).

Les dépenses d'investissement (NB3 et NC) représentent 5,6 % des dépenses totales (contre 6,1 % en 2023), dont 4,9 % (contre 5,0 % en 2023) pour les opérations d'investissement non programmé (NB3), et 0,7 % (contre 1,1 % en 2023) pour les dépenses relatives aux opérations d'investissement programmé (NC).

Dans une approche fonctionnelle (v. Infra III / 2- 1), les dépenses du 1^{er} agrégat "activités de recherche conduites par les unités de recherche" représentent 85,1 % (contre 84,7 % en 2023) de l'ensemble des dépenses.

III - 1 L'exécution des dépenses par nature

■ Consommation des crédits de paiement – dépenses exécutées 2024

Nature des dépenses en Millions d'€	Crédits votés en CP	Dépenses exécutées	CP non consommés	Taux de consommation 2024	Taux de consommation 2023
Dépenses de personnel limitatives (NA)	2 546	2 523	23	99,1%	99,8%
Dépenses de personnel non limitatives (NB1)	469	460	9	98,0%	101,1%
Dépenses de fonctionnement et d'investissement non programmé (NB2 + NB3)	1 489	1 127	361	75,7%	72,3%
Dépenses sur OIP et autres opérations en capital (NC)	74	30	44	40,3%	55,7%
TOTAL	4 578	4 140	438	90,4%	90,0%

Le volume des dépenses exécutées rapporté aux crédits ouverts en CP en 2024 donne un taux d'exécution global de 90 % (stable par rapport à 2023). Ce taux est ventilé au niveau :

- Des dépenses de personnel (NA + NB1) : 98,9 % en 2024 contre 100 % l'année précédente. Il se traduit par une évolution des CP non consommés (32,63 M€), 32,60 M€ par rapport à 2023 avec, parallèlement, une augmentation des crédits ouverts en 2024 de 135,9 M€ soit 4,7%.
- Des dépenses de fonctionnement et d'investissement non programmé (NB2+NB3) : en augmentation par rapport à 2023 (passant de 72,3 % en 2023, à 75,7 % en 2024), se traduisant par une baisse des CP non consommés de 46,0 M€ par rapport à 2023 et des crédits ouverts en 2024 en évolution pour ces dépenses de 1,2% (+15,2 M€).
- Des dépenses d'investissement programmé (NC) en diminution de 15,3 point par rapport à 2023 (40,3 % contre 55,7%), marqué par une hausse des CP non consommés d'un montant de 9,63 M€ et d'une baisse des crédits ouverts en 2024 de 4 M€.

On peut observer que la part de chaque grande catégorie de dépenses sur le total des dépenses exécutées reste globalement stable depuis 2022, même si la part de la masse salariale continue à diminuer au fil du temps au profit des NB2 et NB3 :

	2022	2023	2024
part NA + NB1 sur le total exécuté	73,3%	72,2%	72,0%
part NB2+NB3 sur total exécuté	25,3%	26,7%	27,2%
part NC sur total exécuté	1,5%	1,1%	0,8%

■ Consommation des autorisations d'engagement – dépenses engagées 2024

Nature des dépenses en Millions d'€	Crédits votés en AE	Dépenses engagées	AE non consommées	Taux d'engagement 2024	Taux d'engagement 2023
Dépenses de personnel limitatives (NA)	2 546	2 523	23	99,1%	99,8%
Dépenses de personnel non limitatives (NB1)	469	460	9	98,0%	101,1%
Dépenses de fonctionnement et d'investissement non programmé (NB 2+3)	1 649	1 166	483	70,7%	72,6%
Dépenses sur OIP et autres opérations en capital (NC)	56	32	25	56,3%	72,5%
TOTAL	4 721	4 180	541	88,5%	90,4%

Le volume des dépenses engagées rapporté aux crédits ouverts en AE 2024 donne un taux d'engagement global des dépenses du CNRS en 2024 de 88,5 % (baisse : 90,3 % en 2023). Ce taux est réparti :

- Sur les dépenses de personnel (NA + NB1) de façon constante et équivalent au taux de consommation des CP (98,9 %), les dépenses de personnel étant exécutées en AE = CP.
- Sur les dépenses de fonctionnement et d'investissement non programmé (NB2+NB3) diminuant légèrement par rapport à 2023 passant de 72,6 % à 70,7 % en 2024 et, se traduisant par une augmentation des AE non engagées de 68,7 M€ par rapport à 2023, ainsi qu'une hausse en 2024 des crédits ouverts pour ces dépenses de 9,0 % (représentant un montant de 135,8 M€).
- Sur les dépenses d'investissement programmé (NC) avec une nette diminution par rapport à 2023 de 56,3 % contre 72,5 % en 2023 soit 16,2 points. Représentant une baisse de la consommation des AE d'un montant de 4,4 M€ et des crédits ouverts en 2024 de 6,5 M€ (-12,1% par rapport à 2023).

La part de chaque grande catégorie de dépenses sur le total des dépenses engagées depuis 2022 reste stable quoiqu'en légère diminution pour les parts NA+NB1 et NC :

	2022	2023	2024
part NA + NB1 sur le total engagé	72,7%	71,7%	71,3%
part NB2+NB3 sur le total engagé	26,4%	27,4%	27,9%
part NC sur le total engagé	0,9%	0,9%	0,8%

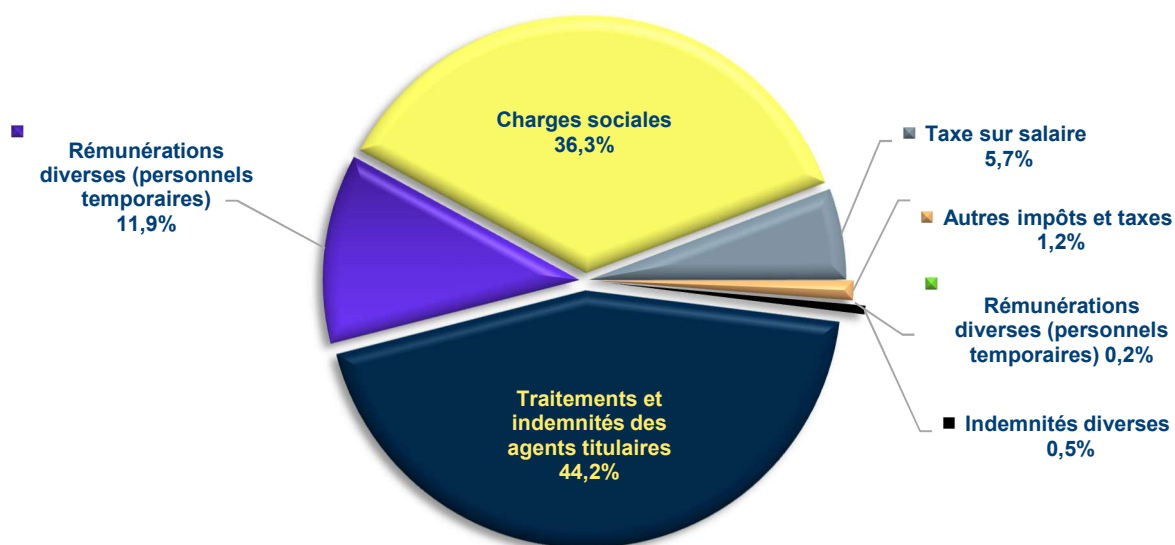
III - 2 Les dépenses de personnel (NA et NB1)

Nature des dépenses exécutées en millions d'€	2023	2024	Evolution du taux d'exécution 2024 / 2023
Dépenses de personnel limitatives (NA)	2 468	2 523	+ 2,2%
Dépenses de personnel non limitatives (NB1)	411	460	+ 11,8%
TOTAL	2 879	2 982	+ 3,6%

La répartition des dépenses de personnel est en légère baisse pour les dépenses limitatives (NA) 84,6 % contre 85,7 % en 2023 et en hausse de 15,4 % en 2024 pour les dépenses non limitatives (NB1) contre 14,3 % en 2023.

Le volume global des dépenses de personnel fait ressortir une évolution de 103,3 M€ pour un montant partagé de 54,9 M€ en NA et de 48,4 M€ en NB1.

Structure des dépenses de personnel Bilan 2024



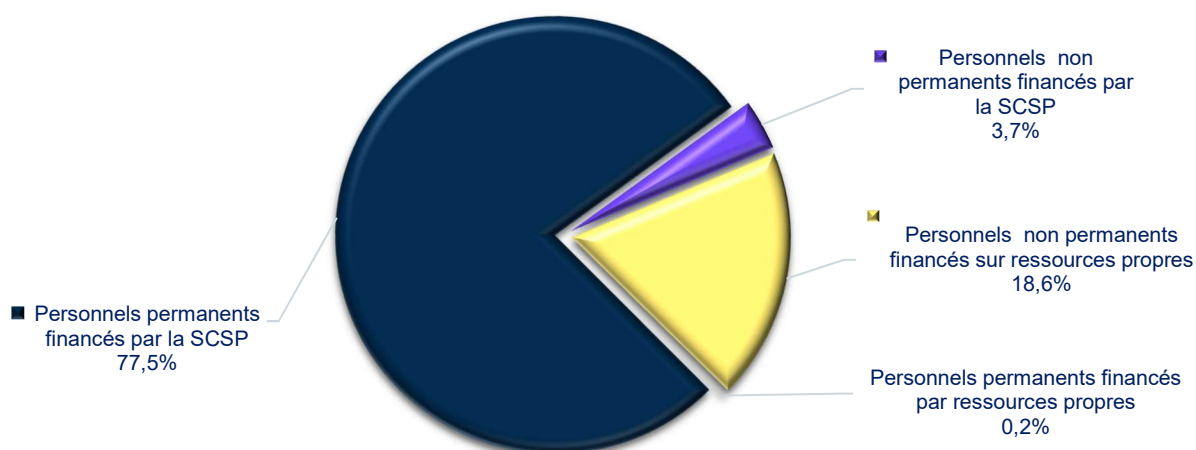
■ Les sources de financement de la masse salariale :

La masse salariale du CNRS est financée par la subvention pour charges de service public (SCSP) à hauteur de 81,2 % (contre 82,5 % en 2023) et par les ressources propres (RP) à hauteur de 18,8 % (contre 17,5 % en 2023).

Sur la SCSP, la proportion des personnels permanents et non permanents est stable en comparaison à 2023 soit respectivement 95,4 % et 4,6 % contre 95,2 % et 4,8 % en 2023.

Les personnels non permanents sont donc majoritairement financés par les ressources propres du CNRS.

Répartition du financement de la masse salariale 2024 (hors charges sociales et taxes)



Financement des personnels non permanents par la SCSP 2024



■ Les effectifs du CNRS en ETPT ³ :

Personnels financés en tout ou partie sur subvention d'état					
Personnels titulaires (permanents)	Réalisé 2023 (1)	BI 2024	BR2 2024	Réalisé 2024 (1)	BI 2025
Directeurs de recherche	5 326,4	5 392,3	5 509,7	5 396,3	5 470,9
Chargés de recherche	5 569,2	5 638,1	5 544,4	5 430,3	5 505,4
<i>Sous-total chercheurs</i>	10 895,6	11 030,3	11 054,1	10 826,6	10 976,3
Ingénieurs de recherche	3 544,8	3 588,6	3 700,4	3 624,2	3 674,3
Ingénieurs d'études	3 999,0	4 048,4	4 224,4	4 137,5	4 194,7
Assistants ingénieurs	2 858,8	2 894,1	2 831,6	2 773,3	2 811,7
Techniciens	1 865,8	1 888,9	1 714,7	1 679,4	1 702,6
Catégories C	73,3	74,2	58,2	57,0	57,8
<i>Sous-total ingénieurs / techniciens</i>	12 341,6	12 494,2	12 529,2	12 271,3	12 441,1
Autres emplois de titulaires (dont TPN)	18,2	18,4	16,7	16,4	16,6
Total (a)	23 255,4	23 543,0	23 600,0	23 114,3	23 434,0
Personnels contractuels (non permanents)	Réalisé 2023 (1)	BI 2024	BR2 2024	Réalisé 2024 (1)	BI 2025
CDD doctorants et post-doctorants	245,6	279,8	288,5	275,9	314,4
CDD sur lignes de crédits + autres non titulaires	937,5	1 068,2	1 002,5	958,5	1 092,6
Total (b)	1 183,1	1 348,0	1 291,0	1 234,4	1 407,0
Total plafond limitatif (a) + (b)	24 438,4	24 891,0	24 891,0	24 348,7	24 841,0
Personnels financés exclusivement sur ressources propres					
Personnels contractuels (non permanents)	Réalisé 2023 (1)	BI 2024	BR2 2024	Réalisé 2024 (1)	BI 2025
CDD sur conventions de recherche (c)	9 850,8	9 914,0	10 759,7	10 782,8	11 200,0
TOTAL non permanents (b) + (c)	11 033,9	11 262,0	12 050,7	12 017,2	12 607,0
TOTAL GENERAL					
TOTAL (a) + (b) + (c)	34 289,2	34 805,0	35 650,7	35 131,5	36 041,0

(1) Source Infocentre RH

La consommation 2024 du plafond d'emplois (en moyenne annuelle) est arrêtée à 24 348 ETPT contre 24 891 ETPT votés au budget initial soit un écart de -543 ETPT (-2,2%). Cette sous-exécution est en hausse de +0,2 pts par rapport à 2023 (sous-exécution de -503 ETPT pour un plafond d'emplois de 24 941 ETPT). Le niveau global des ETPT sous plafond exécuté présente une diminution de -90 ETPT entre 2023 et 2024 avec une évolution disparate par population ; le niveau d'ETPT présente ainsi une diminution sur la population des permanents (-141 ETPT) qui s'explique majoritairement par des sorties (tous motifs confondus) plus importantes que celles projetées initialement (en matière de départs à la retraite pour les chercheurs et de sorties hors retraites pour les ingénieurs) ; la situation des non-titulaires sous plafond compense partiellement cette diminution avec une hausse de +51 ETPT en 2024 pour cette population (principalement du fait des recrutements de CPJ et d'ingénieurs en CDI). Il est à noter que ces écarts se sont réduits par rapport au compte financier 2023.

S'agissant de l'exécution 2024 tous financements confondus (y compris le personnel hors plafond), les effectifs du CNRS s'élèvent au total à 35 131 ETPT en moyenne annuelle soit une augmentation de +842 ETPT (+2,5%) par rapport à l'exécution 2023 (34 289 ETPT). Cette augmentation est directement liée à l'accroissement très significatif du volume d'ETPT hors plafond (+932 ETPT, soit +9,5%) qui résulte d'un double phénomène : d'abord une tendance de fond observée depuis plusieurs années sur la hausse du volume d'ETPT de non permanents sur ressources propres en compensation du volume d'ETPT sur subvention d'Etat (permanents et non permanents) en diminution (baisse annuelle du plafond en ETPT) ; ensuite, un effet de la mise en œuvre à compter de 2021 de la loi de programmation de la recherche (LPR) sur la dynamique des recrutements (contrats ANR) à la hausse qui devrait se poursuivre sur la durée de la LPR et ainsi qu'à compter de 2023 de la mise en œuvre des PEPR.

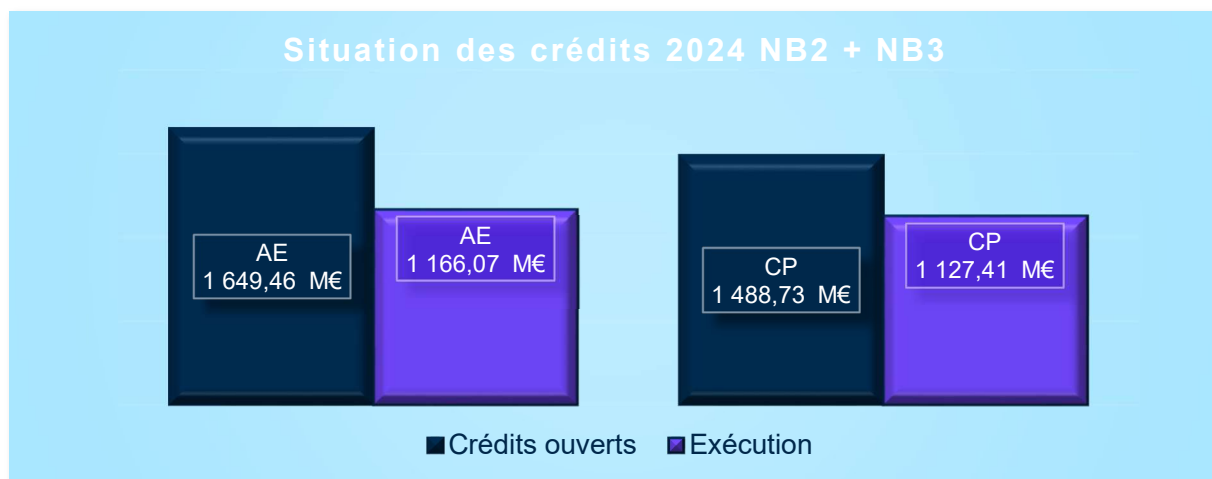
³ L'ETPT (équivalent temps plein travaillé) est l'unité de décompte dans laquelle sont exprimés à la fois les plafonds d'emplois et les consommations de ces plafonds.

III - 3 Les dépenses de fonctionnement et d'investissement non programmé (NB2 et NB3)

Sur le total des opérations 2024 du CNRS, les opérations financées sur la dotation globale NB2 et NB3 représentent un volume global de 1 166,1 M€ en engagement soit 27,9 % (contre 27,4 % en 2023) et 1 127,4 M€ en paiement soit 27,2 % (contre 26,7 % en 2023). La répartition entre les dépenses relatives au fonctionnement (NB2) et celles relatives aux investissements non programmés (NB3) s'établit comme suit :

- En NB2 : 22,7 % en engagement et 22,4 % en paiement,
- En NB3 : 5,2 % en engagement et 4,9 % en paiement.

Elle est en progression par rapport à 2023 sur le NB2 comme sur le NB3, avec des crédits ouverts évoluant en AE (de 9,0 %) et en CP (de 1,2 %). Le taux d'exécution sur les crédits ouverts en NB2+NB3 cette année progressent quant à eux de 6,1 % en engagements (AE consommées) et de 6,0 % en paiements (CP consommés).

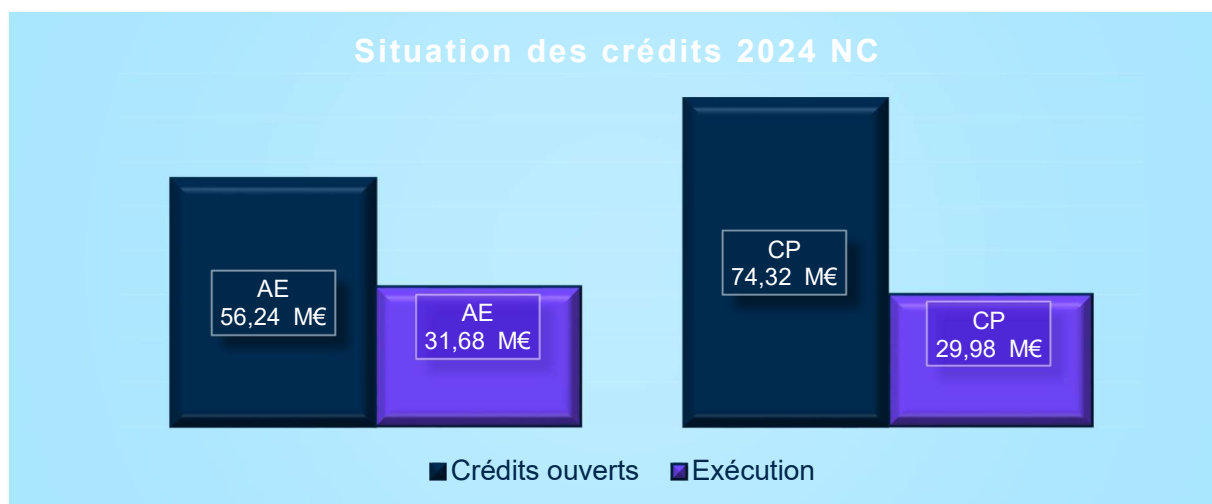


III - 4 Les investissements programmés et les opérations en capital (NC)

Avec un volume global de 31,7 M€ en engagement, et 30,0 M€ en paiement, les opérations financées en investissement programmé et opérations en capital (NC) représentent 0,8 % du total des dépenses engagées, et 1,1 % du total des dépenses réglées.

Avec un budget 2024 en hausse de 13,13 % en AE (soit 6,5 M€) et en baisse de -5,1 % en CP (soit -4,0 M€), le taux d'exécution sur les crédits ouverts est:

- En engagement : -12,1 % (il s'agit par rapport à 2023 d'une baisse des AE engagées de 4,36 M€)
- En paiement : -31,2 % (il s'agit par rapport à 2023 d'une forte diminution des CP consommés de -13,61 M€)



III - 5 L'exécution des dépenses par destination

■ Consommation des crédits de paiement – dépenses exécutées 2024

Destination des dépenses (en millions d'€)	Crédits votés en CP	Dépenses exécutées (Consommation CP)	CP non consommés	Taux de consommation CP 2024	Taux de consommation CP 2023
Agrégat 1	3 779	3 524	256	93,2%	92,7%
Agrégat 2	341	287	54	84,0%	82,6%
Agrégat 3	458	330	128	72,0%	74,2%
TOTAL	4 578	4 140	438	90,4%	90,0%

■ Consommation des autorisations d'engagement – dépenses engagées 2024

Destination des dépenses (en millions d'€)	Crédits votés en AE	Dépenses engagées (Consommation AE)	AE non consommées	Taux de consommation AE 2024	Taux de consommation AE 2023
Agrégat 1	3 959	3 552	406	89,7%	91,6%
Agrégat 2	335	290	45	86,6%	86,5%
Agrégat 3	427	338	89	79,1%	82,1%
TOTAL	4 721	4 180	541	88,5%	90,4%

III - 6 Les moyens des unités de recherche (Agrégat 1)

Destination des dépenses (en millions d'€)	Crédits votés		Dépenses engagées (Conso. AE)	Dépenses exécutées (Conso. CP)	Taux de consommation			
	en AE	en CP			2024		2023	
					AE	CP	AE	CP
• 1 : CNRS Chimie (INC)	522,6	502,0	484,0	479,2	92,6%	95,5%	94,0%	96,5%
• 2 : CNRS Écologie & Environnement (INEE)	234,5	228,5	206,7	205,1	88,2%	89,8%	90,8%	91,6%
• 3 : CNRS Physique (INP)	402,3	395,1	408,5	394,8	101,5%	99,9%	97,5%	95,4%
• 4 : CNRS Nucléaire & Particules (IN2P3)	286,7	283,8	251,9	254,9	87,9%	89,8%	89,3%	87,4%
• 5 : CNRS Biologie (INSB)	797,0	780,6	742,5	748,0	93,2%	95,8%	95,8%	96,7%
• 6 : CNRS Sciences humaines & sociales (INSHS)	440,2	423,9	390,6	389,7	88,7%	91,9%	90,7%	93,2%
• 7 : CNRS Sciences informatiques (INS2I)	210,9	197,6	167,4	164,3	79,4%	83,2%	84,0%	86,1%
• 8 : CNRS Ingénierie (INSIS)	315,8	304,5	311,2	302,0	98,6%	99,2%	89,7%	91,5%
• 9 : CNRS Mathématiques (INSMI)	104,2	100,7	90,6	91,2	86,9%	90,6%	86,1%	87,6%
• 10 : CNRS Terre & Univers (INSU)	489,7	425,3	387,5	381,7	79,1%	89,8%	86,0%	87,5%
• 11 : Opérations scientifiques réalisées hors des instituts	116,8	107,5	80,4	80,9	68,8%	75,3%	75,2%	76,0%
• 12 : Opérations scientifiques réalisées hors du CNRS	38,1	30,1	31,2	32,0	82,0%	106,5%	155,3%	197,8%
• Autres moyens à répartir	0,0	0,0	0,0	0,0				
TOTAL	3 958,8	3 779,4	3 552,3	3 523,8	89,7%	93,2%	91,6%	92,7%

Le taux d'exécution des dépenses en 2024 sur l'agrégat 1 "activités conduites par les unités de recherche" est de 89,7 % en dépenses engagées et de 93,2 % en dépenses réglées.

Par rapport à 2023, ce taux d'engagement baisse de -1,9 point en ce qui concerne les dépenses engagées et progresse de 0,5 points pour les dépenses réglées.

III - 7 Les actions communes (Agrégat 2)

Destination des dépenses (en millions d'€)	Crédits votés		Dépenses engagées (Conso. AE)	Dépenses exécutées (Conso. CP)	Taux de consommation			
	en AE	en CP			2024		2023	
					AE	CP	AE	CP
• Animation scientifique et évaluation	6,7	7,2	6,5	6,9	97,3%	95,5%	94,3%	79,5%
• Très grandes infrastructures de recherche	211,3	214,8	184,5	183,1	87,3%	85,2%	88,3%	86,6%
• Valorisation de la recherche	18,9	19,7	17,9	18,5	94,6%	94,2%	92,7%	86,7%
• Echanges internationaux	13,6	13,8	7,7	8,0	56,8%	57,5%	91,6%	86,5%
• Information scientifique et technique	33,4	30,9	28,4	25,4	85,0%	82,2%	92,7%	91,2%
• Communication	8,0	8,6	7,3	6,7	90,2%	77,6%	83,9%	70,8%
• Formation permanente	12,1	13,8	12,0	12,4	98,9%	89,5%	89,2%	67,3%
• Autres actions communes	31,3	32,2	26,2	25,6	83,6%	79,7%	68,5%	64,6%
• DR2 = Dotation à répartir	0,0	0,0	0,0	0,0				
TOTAL	335,3	341,0	290,3	286,6	86,6%	84,0%	86,5%	82,6%

Le taux d'exécution des dépenses 2024 sur l'agrégat 2 "*actions communes*" est de 86,6 % en dépenses engagées et de 84,0 % en dépenses réglées.

Par rapport à 2023, ce taux d'exécution augmente de +0,10 point pour les engagements et de 1,40 points pour les paiements.

III - 8 Les fonctions support (Agrégat 3)

Destination des dépenses (en millions d'€)	Crédits votés		Dépenses engagées (Conso. AE)	Dépenses exécutées (Conso. CP)	Taux de consommation			
	en AE	en CP			2024		2023	
					AE	CP	AE	CP
• Action sociale	40,4	42,0	39,6	40,1	98,0%	95,5%	86,0%	78,4%
• Moyens informatiques communs	64,8	73,2	60,1	53,6	92,7%	73,2%	91,5%	76,6%
• Opérations immobilières	66,3	84,4	38,9	38,1	58,6%	45,2%	64,4%	52,8%
• Moyens généraux des sercices territoriaux	189,0	190,2	142,6	142,2	75,5%	74,8%	81,3%	80,4%
• Moyens généraux des services centraux	57,3	58,9	51,6	51,3	90,2%	87,0%	96,5%	89,5%
• Opérations financières								
• Autres dépenses générales	8,9	9,1	4,8	4,2	54,3%	46,3%	89,9%	87,8%
• DR3 = Dotation à répartir	0,0	0,0	0,0	0,0				
TOTAL	426,6	457,8	337,5	329,5	79,1%	72,0%	82,1%	74,2%

Le taux d'exécution sur l'agrégat 3 "*fonctions support*" est de 79,1 % en dépenses engagées et de 72,0 % en dépenses réglées.

Par rapport à 2023, ce taux d'exécution est en augmentation de 3,0 points pour les engagements et 2,20 points pour les paiements.

III - 9 L'exécution des dépenses selon les regroupements fonctionnels du référentiel budgétaire ⁴

L'analyse de la consommation des AE et des CP au 31 décembre 2024 fait état d'une consommation d'AE en progression de +111,2 M€ au total par rapport à 2023, et d'une consommation de CP en progression de +99,1 M€ au total, par rapport à 2023.

Par rapport à 2023, les dépenses de « Fonctionnement courant » sont en diminution traduisant principalement l'effet de la baisse significative des tarifs d'électricité appliqués en 2024 par rapport à ceux de 2023 (-19,7 M€ en AE et -16,5 M€ en CP). La dépense de recrutements de CDD financés sur ressources propres poursuit sa progression (+48,4 M€ d'AE et de CP soit +11,8%), en lien direct avec l'augmentation des financements décrochés pour les contrats de recherche (ANR et PEPR notamment), tout comme la hausse des dépenses de « Fournitures et équipements scientifiques, valorisation » de +15% en AE (+57,9 M€ d'AE, dont +74,4 M€ d'AE sur RP et -16,5 M€ d'AE sur SE) et +13% en CP (+45,1 M€ de CP, +58,7 M€ de CP sur RP et -13,6 M€ de CP sur SE).

Regroupement fonctionnel de dépense	Pour mémoire, résultat au compte financier 2023			BILAN AE 2024						
	2023 AE consommées au 31/12			2024 AE consommées au 31/12			Poids des dépenses engagées par regroupement fonctionnel			
	AE 2023 - SE	AE 2023 - RP	Total AE 2023	AE 2024 - SE	AE 2024 - RP	Total AE 2024	SE	RP	Total	
A. Fonctionnement courant	59 455 004	129 221 214	188 676 217	41 508 761	127 408 233	168 916 994	10,0%	10,7%	10,5%	
B. Fournitures et équipements scientifiques, valorisation	114 850 489	256 844 075	371 694 564	98 340 695	331 260 245	429 600 939	23,7%	27,7%	26,7%	
C. Missions déplacements, colloques et communication	68 909 149	80 756 109	149 665 258	72 920 674	88 575 837	161 496 512	17,5%	7,4%	10,0%	
D. Informatique	62 769 781	42 223 653	104 993 434	46 021 827	66 643 445	112 665 273	11,1%	5,6%	7,0%	
E. Immobilier	50 626 768	50 909 920	101 536 688	32 321 034	58 616 878	90 937 912	7,8%	4,9%	5,6%	
F. Action sociale	24 236 655	11 611 945	35 848 600	24 298 520	12 729 819	37 028 339	5,8%	1,1%	2,3%	
G. Subventions	101 417 281	31 897 835	133 315 116	100 249 275	50 811 677	151 060 952	24,1%	4,2%	9,4%	
H. Crédits CDD	0	411 115 013	411 115 013	0	459 558 855	459 558 855	0,0%	38,4%	28,5%	
TOTAL (A à H)	482 265 127	1 014 579 763	1 496 844 890	415 660 786	1 195 604 989	1 611 265 776				
Facturation interne	33 168 185	17 505 755	50 673 940	25 850 389	19 787 741	45 638 130				
Réimputations comptables (1)	-577 160	-864 389	-1 441 549	-12 781	417 490	404 709				
TOTAL GENERAL	514 856 152	1 031 221 129	1 546 077 281	441 498 394	1 215 810 220	1 657 308 615				

(1) Corrections à postériori. Les informations disponibles dans notre SI ne permettent pas de les reclasser suivant des regroupements fonctionnels de dépenses.

Regroupement fonctionnel de dépense	Pour mémoire, résultat au compte financier 2023			BILAN CP 2024						
	2023 CP consommés au 31/12			2024 CP consommés au 31/12			Poids des dépenses payées par regroupement fonctionnel			
	CP 2023 - SE	CP 2023 - RP	Total CP 2023	CP 2024 - SE	CP 2024 - RP	Total CP 2024	SE	RP	Total	
A. Fonctionnement courant	57 365 011	126 326 262	183 691 273	43 643 591	123 517 721	167 161 312	10,1%	10,9%	10,6%	
B. Fournitures et équipements scientifiques, valorisation	113 351 078	242 324 798	355 675 876	99 786 366	300 984 355	400 770 721	23,1%	26,5%	25,5%	
C. Missions déplacements, colloques et communication	68 021 570	77 745 473	145 767 043	72 073 390	86 990 677	159 064 067	16,7%	7,6%	10,1%	
D. Informatique	58 876 743	42 732 338	101 609 081	50 748 461	54 646 348	105 394 810	11,7%	4,8%	6,7%	
E. Immobilier	50 666 130	55 707 428	106 373 557	42 274 091	46 760 703	89 034 794	9,8%	4,1%	5,7%	
F. Action sociale	23 270 901	11 079 759	34 350 660	23 973 924	13 235 640	37 209 564	5,5%	1,2%	2,4%	
G. Subventions	102 083 473	30 711 997	132 795 470	100 173 300	51 465 305	151 638 606	23,2%	4,5%	9,7%	
H. Crédits CDD		411 115 013	411 115 013	0	459 558 855	459 558 855	0,0%	40,4%	29,3%	
TOTAL (A à H)	473 634 906	997 743 067	1 471 377 973	432 673 123	1 137 159 606	1 569 832 729				
Facturation interne	32 347 451	15 385 528	47 732 979	27 243 013	19 455 304	46 698 317				
Réimputations comptables (1)	-530 609	-735 079	-1 265 687	-24 563	442 857	418 294				
TOTAL GENERAL	505 451 748	1 012 393 517	1 517 845 265	459 891 574	1 157 057 767	1 616 949 340				

(1) Corrections à postériori. Les informations disponibles dans notre SI ne permettent pas de les reclasser suivant des regroupements fonctionnels de dépenses.

⁴ Le CNRS s'est doté depuis 2010 d'un référentiel budgétaire lui permettant d'obtenir une présentation de ses dépenses suivant des regroupements fonctionnels. Ce référentiel est utilisé à tous les niveaux de responsabilité de l'Etablissement (budget des instituts, des entités fonctionnelles, des délégations régionales et budgets des laboratoires) et dans les différentes phases d'élaboration du budget (demandes de crédits de fonctionnement, équipement, investissement (FEI), dialogue objectifs-ressources, attributions des crédits et exécution des dépenses).

ANNEXE SUR L'EXECUTION DU BUDGET 2024

● RECETTES 2024

CATEGORIES		LIGNES DE RECETTES	Exécution 2023	Exécution 2024	Variation 2024 / 2023		
R1	Subventions pour charge de service public	• Subvention globale inscrite en loi de finances (mission interministérielle recherche et enseignement supérieur - programme 194 puis 172 : recherches scientifiques pluridisciplinaires)	2 951 585 000	2 942 720 000	- 0,30%		
		• Dotation Plan de relance	12 000 000	4 600 000	- 61,67%		
		• Subvention du programme 315 (plan de relance)	0	1 000 000			
	S/Total R1 - Subvention pour charge de service public		2 963 585 000	2 948 320 000	- 0,52%		
R2	Contrats et soutiens finalisés	• Contrats de recherche avec tiers publics	656 925 410	606 770 178	733 145 002	678 668 257	+ 11,60%
		dont Subventions du programme Investissements d'avenir : Fonctionnement		61 924 159		101 513 814	
		dont Subventions du programme Investissements d'avenir : Equipement		33 976 035		36 169 083	
		dont Subventions du programme hors Investissements d'Avenir		510 869 984		540 985 360	
	• Contrats de recherche avec tiers -privés		50 155 232	54 476 745			
	• Subventions de fonctionnement sur projet ou programme de recherche		220 215 591	285 686 742	+ 29,73%		
	• Subventions d'investissement sur projet ou programme de recherche		39 844 119	61 371 448	+ 54,03%		
	• Dons & legs affectés		691 070	1 089 776	+ 57,69%		
	S/Total R2 - Contrats et soutiens finalisés		917 676 190	1 081 292 968	+ 17,83%		
R3	Produits valorisés et prestations	• Prestations de services : essais, expertises, analyses, formations ...	33 809 150	36 248 608	+ 7,22%		
		• Redevances pour brevets et licences	20 616 823	21 121 127	+ 2,45%		
		• Ventes de produits : édition, colloques...	72 594	67 643	- 6,82%		
	S/Total R3 - Produits valorisés et prestations		54 498 567	57 437 378	+ 5,39%		
R4	Autres subventions et produits	• Autres produits de gestion courante	78 664 839	81 686 775	+ 3,84%		
		• Produits financiers et exceptionnels	1 374 146	3 275 165	+ 138,34%		
		• Opérations financières - immobilisations	51 443 924	865 921	- 98,32%		
		• Dons et legs non affectés	152 042	0	- 100,00%		
		• Subventions diverses	29 714 384	43 184 785	+ 45,33%		
	S/Total R4 - Autres subventions et produits		161 349 334	129 012 647	- 20,04%		
TOTAL		4 097 109 091	4 216 062 992	+ 2,90%			
TOTAL HORS R1		1 133 524 091	1 267 742 992	+ 11,84%			

● LES DEPENSES DES TGR

pour mémoire	sur agrégat 1	sur agrégat 2	Dépenses engagées sur SE et RP (CONSO AE)				Dépenses engagées en 2024 sur Subvention d'Etat				Dépenses engagées en 2024 sur Ressources Propres				Dépenses engagées en 2024 SE + RP			
			IR*	Masse salariale	Fonctionnement	Investissement	Total 2024 sur SE	Masse salariale	Fonctionnement	Investissement	Total 2024 sur RP	Masse salariale SE + RP	Fonctionnement SE + RP	Investissement SE + RP	Total 2024 SE + RP			
			APOLLON	1 630 000,00	1 639 756,51	1 259 242,63	4 528 999,14				0,00	1 630 000,00	1 639 756,51	1 259 242,63	4 528 999,14			
			CRG GAP OUTSTATION	350 000,00	275 460,75	119 377,02	744 837,77				0,00	350 000,00	275 460,75	119 377,02	744 837,77			
			CTA				0,00		2 680,73	-2 680,73	0,00	0,00	2 680,73	-2 680,73	0,00			
			HUMA-NUM	1 672 000,00	1 440 362,31	135 321,90	3 247 684,21		263 700,00	216 660,20	480 360,20	1 672 000,00	1 704 062,31	351 982,10	3 728 044,41			
			ICOS	790 000,00	324 282,76	318 158,74	1 432 441,50				0,00	790 000,00	324 282,76	318 158,74	1 432 441,50			
			IDRIS	2 571 306,28	3 157 278,13	181 691,78	5 910 276,19				0,00	2 571 306,28	3 157 278,13	181 691,78	5 910 276,19			
			PROGEDO	856 339,40	798 934,31		1 655 273,71		672 500,00		672 500,00	856 339,40			2 327 773,71			
			Upgrade LHC			0,00	0,00		2 333,49	-2 333,49	0,00	0,00	2 333,49	-2 333,49	0,00			
			CFH	313 100,00	3 315 091,40		3 628 191,40				0,00	313 100,00	3 315 091,40	0,00	3 628 191,40			
			CRG GAP OUTSTATION				0,00	36 797,87			36 797,87	36 797,87			36 797,87			
			CTA				0,00	395 544,01	1 714 002,37	101 583,33	2 211 129,71	395 544,01	1 714 002,37	101 583,33	2 211 129,71			
			EGO/VIRGO	0,00			0,00		6 620 000,00		6 620 000,00	0,00	6 620 000,00	0,00	6 620 000,00			
			ESRF	0,00	108 000,00		108 000,00		14 636 987,50		14 636 987,50	0,00	14 744 987,50	0,00	14 744 987,50			
			ESS	0,00	123 001,60		123 001,60	1 366,06	17 129 415,58	61 750,06	17 192 531,70	1 366,06	17 252 417,18	61 750,06	17 315 533,30			
			FAIR	0,00	0,00		0,00		5 964 195,02	61 502,14	6 025 697,16	0,00	5 964 195,02	61 502,14	6 025 697,16			
			GANIL	11 200 000,00	7 300 000,00		18 500 000,00		1 000 000,00		1 000 000,00	11 200 000,00	8 300 000,00	0,00	19 500 000,00			
			GENCI	0,00	6 142 500,00		6 142 500,00				0,00	0,00	6 142 500,00	0,00	6 142 500,00			
			HUMA-NUM				0,00	12 842,56		212 691,64	225 534,20	12 842,56	0,00	212 691,64	225 534,20			
			ILL	0,00	435 000,00		435 000,00		16 752 000,00		16 752 000,00	0,00	17 187 000,00	0,00	17 187 000,00			
			IOD/IECORD	246 294,35	3 421 706,20	11 367,76	3 679 368,31				0,00	246 294,35	3 421 706,20	11 367,76	3 679 368,31			
			IRAM	0,00	2 900 000,00		2 900 000,00		6 130 000,00		6 130 000,00	0,00	9 030 000,00	0,00	9 030 000,00			
			PIP II DUNE		222 962,62	23 724,00	246 686,62	19 341,79	3 010 089,31	4 396 226,97	7 425 658,07	19 341,79	3 233 051,93	4 419 950,97	7 672 344,69			
			PROGEDO				0,00		347 998,00		347 998,00	0,00	347 998,00	0,00	347 998,00			
			RENATER	0,00	10 000,00		10 000,00				0,00	0,00	10 000,00	0,00	10 000,00			
			SKAO	0,00	558 800,00		558 800,00		6 426 562,00		6 426 562,00	0,00	6 985 362,00	0,00	6 985 362,00			
			SOLEIL	0,00	43 492 000,00		43 492 000,00		23 688 000,00		23 688 000,00	0,00	67 180 000,00	0,00	67 180 000,00			
			Upgrade LHC	0,00	1 384 369,16	11 614,54	1 395 983,70		1 819 211,30	335 212,00	2 154 423,30	0,00	3 203 580,46	346 826,54	3 550 407,00			
			XFEL	0,00			0,00		4 132 492,20	8 130,63	4 140 622,83	0,00	4 132 492,20	8 130,63	4 140 622,83			
			Dépenses totales	19 629 040,03	77 049 505,75	2 060 498,37	98 739 044,15	465 892,29	110 912 167,50	5 388 742,75	116 166 802,54	20 094 932,32	185 890 238,94	7 449 241,12	214 905 846,89			

pour mémoire	sur agrégat 1	sur agrégat 2	Dépenses exécutées sur SE et RP (CONSO CP)				Dépenses exécutées en 2024 sur Subvention d'Etat				Dépenses exécutées en 2024 sur Ressources Propres				Dépenses exécutées en 2024 SE + RP			
				Masse salariale	Fonctionnement	Investissement	Total 2024 sur SE	Masse salariale	Fonctionnement	Investissement	Total 2024 sur RP	Masse salariale SE + RP	Fonctionnement SE + RP	Investissement SE + RP	Total 2024 SE + RP			
			APOLLON	1 630 000,00	2 257 098,69	759 372,43	4 646 471,12				0,00	1 630 000,00	2 257 098,69	759 372,43	4 646 471,12			
			CRG GAP OUTSTATION	350 000,00	403 822,52	132 785,95	886 608,47				0,00	350 000,00	403 822,52	132 785,95	886 608,47			
			CTA	0,00			0,00		2 680,73	-2 680,73	0,00	0,00	2 680,73	-2 680,73	0,00			
			HUMA-NUM	1 672 000,00	1 345 239,52	189 151,96	3 206 391,48		252 900,00	83 542,13	336 442,13	1 672 000,00	1 589 139,52	272 694,09	3 542 833,61			
			ICOS	790 000,00	396 962,54	343 899,87	1 530 862,41				0,00	790 000,00	396 962,54	343 899,87	1 530 862,41			
			IDRIS	2 571 306,28	3 335 626,44	49 909,52	5 956 842,24				0,00	2 571 306,28	3 335 626,44	49 909,52	5 956 842,24			
			PROGEDO	856 339,40	796 946,59		1 653 285,99		60 000,00		60 000,00	856 339,40	856 946,59	0,00	1 713 285,99			
			Upgrade LHC	0,00		0,00	0,00		2 333,49	-2 333,49	0,00	0,00	2 333,49	-2 333,49	0,00			
			CHHT	313 100,00	3 315 091,40		3 628 191,40				0,00	313 100,00	3 315 091,40	0,00	3 628 191,40			
			CRG GAP OUTSTATION				0,00	36 797,87			36 797,87	36 797,87			36 797,87			
			CTA	0,00			0,00	395 544,01	3 903 873,09	545 464,93	4 844 882,03	395 544,01	3 903 873,09	545 464,93	4 844 882,03			
			EGO/VIRGO	0,00			0,00		6 620 000,00		6 620 000,00	0,00	6 620 000,00	0,00	6 620 000,00			
			ESRF	0,00	108 000,00		108 000,00		14 636 987,50		14 636 987,50	0,00	14 744 987,50	0,00	14 744 987,50			
			ESS	0,00	123 001,60		123 001,60	1 366,06	17 989 742,16	134 359,86	18 125 468,08	1 366,06	18 112 743,76	134 359,86	18 248 469,68			
			FAIR	0,00	138 270,00		138 270,00		5 943 280,33	29 158,00	5 972 438,33	0,00	6 081 550,33	29 158,00	6 110 708,33			
			GANIL	11 200 000,00	7 300 000,00		18 500 000,00		1 000 000,00		1 000 000,00	11 200 000,00	8 300 000,00	0,00	19 500 000,00			
			GENCI	0,00	6 142 500,00		6 142 500,00				0,00	0,00	6 142 500,00	0,00	6 142 500,00			
			HUMA-NUM	0,00			0,00	12 842,56		0,00	12 842,56	12 842,56	0,00	0,00	12 842,56			
			ILL	0,00	435 000,00		435 000,00		16 752 000,00		16 752 000,00	0,00	17 187 000,00	0,00	17 187 000,00			
			IOD/IECORD	246 294,35	3 428 849,14	23 825,32	3 698 968,81				0,00	246 294,35	3 428 849,14	23 825,32	3 698 968,81			
			IRAM	0,00	2 900 000,00		2 900 000,00		6 130 000,00		6 130 000,00	0,00	9 030 000,00	0,00	9 030 000,00			
			PIP II DUNE	0,00	71 873,75	0,00	71 873,75	19 341,79	1 973 133,66	684 929,56	2 677 405,01	19 341,79	2 045 007,41	684 929,56	2 749 278,76			
			PROGEDO	0,00			0,00		347 998,00		347 998,00	0,00	347 998,00	0,00	347 998,00			
			RENATER	0,00	10 000,00		10 000,00				0,00	0,00	10 000,00	0,00	10 000,00			
			SKAO	0,00	558 800,00		558 800,00		6 806 362,00		6 806 362,00	0,00	7 365 162,00	0,00	7 365 162,00			
			SOLEIL	0,00	43 492 000,00		43 492 000,00		23 688 000,00		23 688 000,00	0,00	67 180 000,00	0,00	67 180 000,00			
			Upgrade LHC	0,00	1 799 428,81	306 806,18	2 106 234,99		767 834,99	125 089,81	892 924,80	0,00	2 567 263,80	431 899,99	2 999 159,79			
			XFEL	0,00			0,00		4 121 212,20	303 356,83	4 424 569,03	0,00	4 121 212,20	303 356,83	4 424 569,03			
			Dépenses totales	19 629 040,03	78 358 511,00	1 805 751,23	99 793 302,26	465 892,29	110 998 338,15	1 900 886,90	113 365 117,34	20 094 932,32	189 356 849,15	3 706 638,13	213 158 419,60			

● LES DEPENSES DES IR

Dépenses engagées sur SE et RP (CONSO AE)

		Dépenses engagées en 2024 sur Subvention d'Etat				Dépenses engagées en 2024 sur Ressources Propres				Dépenses engagées en 2024 SE + RP			
		Masses salariale	Fonctionnement	Investissement	Total 2024 sur SE	Masses salariale	Fonctionnement	Investissement	Total 2024 sur RP	Masses salariale SE + RP	Fonctionnement SE + RP	Investissement SE + RP	Total 2024 SE + RP
sur Agrégat 1	ACTRIS	2 528 049,37	17 299,38	44 700,00	2 590 048,75				0,00	2 528 049,37	17 299,38	44 700,00	2 590 048,75
	ADONIS	0,00			0,00	9 902,11	920,70		10 822,81	9 902,11	920,70	0,00	10 822,81
	AnaEE NATURA	2 211 960,64	295 633,57	54 378,23	2 561 972,44				0,00	2 211 960,64	295 633,57	54 378,23	2 561 972,44
	CCIN2P3	5 991 708,30	3 995 845,24	3 293 835,43	13 281 388,97			-27,36	-27,36	5 991 708,30	3 995 845,24	3 293 808,07	13 281 361,61
	CDS	1 550 507,96	117 919,43	282 080,57	1 950 507,96				0,00	1 550 507,96	117 919,43	282 080,57	1 950 507,96
	CELPHEDIA	6 745 000,00	3 438 065,03	211 651,06	10 394 716,09		22 729,36	10 521,93	33 251,29	6 745 000,00	3 460 794,39	222 172,99	10 427 967,38
	Centrales de proximité	0,00	437 123,15	48 216,36	485 339,51		0,00		0,00	0,00	437 123,15	48 216,36	485 339,51
	Chembio France	2 463 933,67	81 842,50	0,00	2 545 776,17		-639,29		-639,29	2 463 933,67	81 203,21	0,00	2 545 136,88
	CLUMERI		16 448,04	6 468,00	22 916,04				0,00	0,00	16 448,04	6 468,00	22 916,04
	DATA TERRA	4 411 401,69	232 088,39	3 287,26	4 646 777,34				0,00	4 411 401,69	232 088,39	3 287,26	4 646 777,34
	ECOTRONS	0,00	1 325 576,97	462 724,89	1 788 301,86		6 000,00		6 000,00	0,00	1 331 576,97	462 724,89	1 794 301,86
	EMIR&A	0,00	5 000,00	0,00	5 000,00				0,00	0,00	5 000,00	0,00	5 000,00
	EMSO	532 854,81	310 960,22	38 844,00	882 659,03				0,00	532 854,81	310 960,22	38 844,00	882 659,03
	ESO	5 595 818,79	605 071,85	105 216,86	6 306 107,50	4 612,87	1 007,41	59 944,00	65 564,28	5 600 431,66	606 079,26	165 160,86	6 371 671,78
	Federation des Neutrons	0,00	0,00		0,00				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	FR-SOLARIS	689 706,70	144 935,82		834 642,52				0,00	689 706,70	144 935,82	0,00	834 642,52
	HESS	520 899,34	0,00		520 899,34				0,00	520 899,34	0,00	0,00	520 899,34
	IAGOS	470 771,74	589 718,63	95 960,00	1 156 450,37				0,00	470 771,74	589 718,63	95 960,00	1 156 450,37
	ILICO	2 209 976,96	67 968,20	0,00	2 277 945,16		5 313,00	-5 313,00	0,00	2 209 976,96	73 281,20	-5 313,00	2 277 945,16
	INFRANALITYCS	1 998 202,35	1 006 620,63	639 938,78	3 644 761,76				0,00	1 998 202,35	1 006 620,63	639 938,78	3 644 761,76
	JUNO	541 677,90	201 300,37	-1 357,24	741 621,03				0,00	541 677,90	201 300,37	-1 357,24	741 621,03
	KM3	1 876 617,40	1 293 444,14	851 276,49	4 021 338,03		3 099,19		3 099,19	1 876 617,40	1 296 543,33	851 276,49	4 024 437,22
	LHC	10 250 708,05	2 688 177,84	6 464,59	12 945 350,48				0,00	10 250 708,05	2 688 177,84	6 464,59	12 945 350,48
	LNCMI	6 054 524,59	3 255 609,70	307 942,36	9 618 076,65				0,00	6 054 524,59	3 255 609,70	307 942,36	9 618 076,65
	LSM	461 277,34	149 660,20		610 937,54				0,00	461 277,34	149 660,20	0,00	610 937,54
	LSST	1 115 121,34	444 287,51	300 804,86	1 860 213,71				0,00	1 115 121,34	444 287,51	300 804,86	1 860 213,71
	METSA	372 047,43	225 007,54	44 690,93	641 745,90				0,00	372 047,43	225 007,54	44 690,93	641 745,90
	OZCAR	1 360 115,19	132 599,96	59 207,35	1 551 922,50				0,00	1 360 115,19	132 599,96	59 207,35	1 551 922,50
	PARADISE	1 265 527,18	0,01	0,00	1 265 527,19				0,00	1 265 527,18	0,01	0,00	1 265 527,19
	REGEF	14 809 736,53	323 850,38	88 693,25	15 222 280,16				0,00	14 809 736,53	323 850,38	88 693,25	15 222 280,16
	RENATECH	10 754 902,56	4 813 032,99	185 646,37	15 753 581,92		6,16		6,16	10 754 902,56	4 813 032,99	185 646,37	15 753 581,92
	RESIF/EPOS	1 937 875,42	908 311,37	904 569,87	3 830 756,66				0,00	1 937 875,42	908 311,37	904 569,87	3 830 756,66
	RMIN	0,00	0,00		0,00				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Dépenses totales	88 720 923,26	27 203 399,06	8 035 240,27	123 959 562,59	14 514,98	38 436,53	65 125,57	118 077,08	88 735 438,24	27 241 835,59	8 100 365,84	124 077 639,67

Dépenses exécutées sur SE et RP (CONSO CP)

		Dépenses exécutées en 2024 sur Subvention d'Etat				Dépenses exécutées en 2024 sur Ressources Propres				Dépenses exécutées en 2024 SE + RP			
		Masses salariale	Fonctionnement	Investissement	Total 2024 sur SE	Masses salariale	Fonctionnement	Investissement	Total 2024 sur RP	Masses salariale SE + RP	Fonctionnement SE + RP	Investissement SE + RP	Total 2024 SE + RP
sur Agrégat 1	ACTRIS	2 528 049,37	4 370,00	55 805,29	2 588 224,66				0,00	2 528 049,37	4 370,00	55 805,29	2 588 224,66
	ADONIS	0,00			0,00	9 902,11	920,70		10 822,81	9 902,11	920,70	0,00	10 822,81
	AnaEE NATURA	2 211 960,64	313 178,59	79 030,35	2 604 169,58				0,00	2 211 960,64	313 178,59	79 030,35	2 604 169,58
	CCIN2P3	5 991 708,30	3 948 845,03	3 871 260,81	13 811 814,14			-27,36	-27,36	5 991 708,30	3 948 845,03	3 871 233,45	13 811 766,78
	CDS	1 550 507,96	123 287,81	134 949,45	1 808 747,22				0,00	1 550 507,96	123 287,81	134 949,45	1 808 747,22
	CELPHEDIA	6 745 000,00	3 583 168,82	137 559,34	10 465 728,16		23 556,03	0,00	23 556,03	6 745 000,00	3 606 724,85	137 559,34	10 489 284,19
	Centrales de proximité	0,00	394 817,29	205 735,76	600 553,05		0,00		0,00	0,00	394 817,29	205 735,76	600 553,05
	Chembio France	2 463 933,67	77 560,07	2 143,00	2 543 636,74		-639,29		-639,29	2 463 933,67	76 920,78	2 143,00	2 542 997,45
	CLUMERI	0,00	15 500,54	6 468,00	21 968,54				0,00	0,00	15 500,54	6 468,00	21 968,54
	DATA TERRA	4 411 401,69	200 035,70	0,00	4 611 437,39				0,00	4 411 401,69	200 035,70	0,00	4 611 437,39
	ECOTRONS	0,00	1 130 517,89	434 420,64	1 564 938,53		0,00		0,00	0,00	1 130 517,89	434 420,64	1 564 938,53
	EMIR&A	0,00	6 310,62	1 056,87	7 367,49				0,00	0,00	6 310,62	1 056,87	7 367,49
	EMSO	532 854,81	220 651,16	85 920,14	839 426,11				0,00	532 854,81	220 651,16	85 920,14	839 426,11
	ESO	5 595 818,79	661 718,46	124 190,64	6 381 727,89	4 612,87	2 457,41	59 944,00	67 014,28	5 600 431,66	664 175,87	184 134,64	6 448 742,17
	Federation des Neutrons	0,00	281,70		281,70				0,00	0,00	281,70	0,00	281,70
	FR-SOLARIS	689 706,70	101 280,38		790 987,08				0,00	689 706,70	101 280,38	0,00	790 987,08
	HESS	520 899,34	0,00		520 899,34				0,00	520 899,34	0,00	0,00	520 899,34
	IAGOS	470 771,74	646 102,13	161 966,00	1 278 839,87				0,00	470 771,74	646 102,13	161 966,00	1 278 839,87
	ILICO	2 209 976,96	41 843,77	5 313,00	2 257 133,73		5 313,00	-5 313,00	0,00	2 209 976,96	47 156,77	0,00	2 257 133,73
	INFRANALITYCS	1 998 202,35	1 132 407,03	318 818,23	3 449 427,61				0,00	1 998 202,35	1 132 407,03	318 818,23	3 449 427,61
	JUNO	541 677,90	208 729,81	8 578,50	758 986,21				0,00	541 677,90	208 729,81	8 578,50	758 986,21
	KM3	1 876 617,40	1 392 287,20	730 487,73	3 999 392,33		1 679,19		1 679,19	1 876 617,40	1 393 966,39	730 487,73	4 001 071,52
	LHC	10 250 708,05	2 719 345,92	79 056,86	13 049 110,83				0,00	10 250 708,05	2 719 345,92	79 056,86	13 049 110,83
	LNCMI	6 054 524,59	2 979 394,05	201 370,04	9 235 288,68				0,00	6 054 524,59	2 979 394,05	201 370,04	9 235 288,68
	LSM	461 277,34	135 253,21		596 530,55				0,00	461 277,34	135 253,21	0,00	596 530,55
	LSST	1 115 121,34	442 544,51	327 089,98	1 884 755,83				0,00	1 115 121,34	442 544,51	327 089,98	1 884 755,83
	METSA	372 047,43	229 388,57	55 625,93	657 061,93				0,00	372 047,43	229 388,57	55 625,93	657 061,93
	OZCAR	1 360 115,19	161 410,15	55 685,91	1 577 211,25				0,00	1 360 115,19	161 410,15	55 685,91	1 577 211,25
	PARADISE	1 265 527,18	37 311,69	19 237,38	1 322 076,25				0,00	1 265 527,18	37 311,69	19 237,38	1 322 076,25
	REGEF	14 809 736,53	266 293,27	119 771,80	15 195 801,60				0,00	14 809 736,53	266 293,27	119 771,80	15 195 801,60
	RENATECH	10 754 902,56	5 123 131,26	321 206,22	16 199 240,04		6,16		6,16	10 754 902,56	5 123 131,26	321 206,22	16 199 240,04
	RESIF/EPOS	1 937 875,42	908 483,36	899 032,34	3 745 391,12				0,00	1 937 875,42	908 483,36	899 032,34	3 745 391,12
	RMIN	0,00	0,00		0,00				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Dépenses totales	88 720 923,26	27 205 449,99	8 441 780,21	124 368 153,46	14 514,98	33 293,20	54 603,64	102 411,82	88 735 438,24	27 238 743,19	8 496 383,85	124 470 565,28

● L'ACTION SOCIALE

Budget d'action sociale (hors rémunérations CAES) en M€	2023	2024
	Dépenses exécutées (Consommation CP)	Dépenses exécutées (Consommation CP)
Restauration	17,13	20,02
CAES - Famille - FIPHFP	8,91	9,19
Médico - Social	3,70	3,94
Infrastructure	0,04	0,05
Fonctionnement - Equipement	2,28	2,91
Divers	0,00	0,00
Logement	0,00	0,00
Solidarité	0,13	0,15
Subventions	0,08	0,06
Missions	0,23	0,32
Total consommation CP	32,49	36,64
Total consommation AE	34,38	36,14

A l'instar de 2023, le CNRS a procédé à la négociation de la révision des prix au titre de 2023 dans le cadre de l'accompagnement économique des prestataires de restauration. Cette hausse des prix n'a pas été répercutée sur les agents et a été prise en charge par le CNRS. De plus, la fréquentation des restaurants est en hausse.

Les dépenses en matière de handicap ont retrouvé leur niveau antérieur grâce au déploiement du réseau des référents handicap régionaux en charge de l'accompagnement des agents en situation de handicap.

Les dépenses médico-sociales poursuivent leur progression, conséquence de la contractualisation avec des services de médecine externalisés.

Les frais de mission ont également substantiellement augmenté.

● LA FORMATION PERMANENTE

Bilan Formation Permanente (en M€)	2023		2024		% par nature sur le total des dépenses payées sur 2023	% par nature sur le total des dépenses payées sur 2024
	AE CONSOMMEES (dépenses engagées)	CP CONSOMMES (paiements)	AE CONSOMMEES (dépenses engagées)	CP CONSOMMES (paiements)		
Indemnités d'enseignement	0,36	0,36	0,45	0,45	3,3%	3,6%
Rémunérations	0,34	0,34	0,61	0,61	3,1%	5,0%
Frais d'organisation	1,96	1,64	1,89	1,99	14,9%	16,1%
Frais de fonctionnement	1,89	1,50	1,81	2,07	13,6%	16,8%
Frais de mission	2,17	2,18	2,22	2,19	19,8%	17,7%
Prestations pédagogiques de formation	5,03	4,98	5,01	5,05	45,3%	40,8%
TOTAL	11,75	10,99	12,00	12,36	100,0%	100,0%

En 2024, au-delà des actions de formation mises en œuvre par les services des ressources humaines des délégations régionales, ce sont 178 ANF (actions nationales de formation) et 97 ET (écoles thématiques) qui ont été déployées. C'est donc bien une activité formation en hausse par rapport à 2023. Cela explique la hausse des prestations pédagogiques, des frais de mission et d'organisation. Le recours aux formateurs internes plus important en 2024 explique l'évolution des indemnités d'enseignement en 2024.

2^{EME} PARTIE – RAPPORT SUR LES COMPTES INDIVIDUELS

LES CHIFFRES CLES DE L'EXERCICE

Les commentaires détaillés des comptes figurent dans les notes pages 17 à 86.

I - LE COMPTE DE RESULTAT

I - 1 Un résultat déficitaire

CHARGES (en millions d'euros)	2024	2023	PRODUITS (en millions d'euros)	2024	2023
CHARGES DE FONCTIONNEMENT			PRODUITS DE FONCTIONNEMENT		
Achats	3	2	Sans contrepartie directe	3 817	3 653
Consommation de marchandises et approvisionnements, réalisation de travaux	587	564	Avec contrepartie directe	220	246
Charges de personnel	2 799	2 704	Autres	68	72
Autres charges de fonctionnement	411	375			
Amortissements, dépréciations et provisions	233	267			
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT	4 033	3 912	TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT	4 105	3 971
CHARGES D'INTERVENTION					
Dispositif d'intervention pour compte propre	85	81			
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION	85	81			
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT ET D'INTERVENTION	4 118	3 993			
CHARGES FINANCIERES	1	10	PRODUITS FINANCIERS	1	18
TOTAL CHARGES FINANCIERES	1	10	TOTAL PRODUITS FINANCIERS	1	18
Impôt sur les sociétés	0	0			
RESULTAT DE L'ACTIVITE (BENEFICE)	0	0	RESULTAT DE L'ACTIVITE (PERTE)	13	13
TOTAL DES CHARGES	4 120	4 003	TOTAL PRODUITS	4 120	4 003

Le résultat de l'exercice 2024 affiche une perte de 13,1 M€, comme en 2023.

Ce résultat se décompose entre :

- d'une part, le résultat de fonctionnement et d'intervention ;
- d'autre part, le résultat financier.

I - 2 Le résultat de fonctionnement et d'intervention

Le *résultat de fonctionnement et d'intervention*, dans un organisme comme le CNRS, est le plus significatif car il fait apparaître les marges de manœuvre de l'établissement. Il correspond au solde financier de l'ensemble des activités liées à la recherche, qu'elles concernent la recherche proprement dite ou les fonctions de soutien et de support à la recherche.

Le résultat de fonctionnement et d'intervention présente en 2024 un solde négatif (-13,1 M€). En 2023 ce solde négatif était de -21,59 M€.

En effet, bien que le niveau de l'ensemble des produits de fonctionnement au cours de l'exercice 2024 augmente de 133 M€, le montant des charges de fonctionnement et d'intervention augmente de manière beaucoup plus conséquente. Ainsi, nous constatons que :

- L'ensemble des charges de fonctionnement (hors charges calculées) a augmenté entre 2023 et 2024 de +122 M€ ; le principal poste de charge est celui de fourniture et matériel de recherche ;
- Les charges de personnel sont en constante hausse, progressant de 97 M€ de 2023 à 2024 ;
- Les charges d'amortissements, dépréciations et provisions ont connu une baisse de 34 M€ entre 2023 et 2024.

Les postes de produits de fonctionnement qui ont connu une évolution significative sont :

- Les subventions de fonctionnement en provenance de l'Etat et des autres entités publiques (+122 M€) ;
- Les subventions spécifiquement affectées au financement de certaines charges d'intervention en provenance de l'Etat et des autres entités publiques (+51 M€) ;
- Les ventes de biens ou prestations de services (+14 M€).

A noter que le décalage entre le montant de la notification des opérations de jouvence relatives à SOLEIL et au GANIL et le montant des crédits paiements encaissés et versés impactent positivement le résultat de 19.5M€.

I - 3 Le résultat financier

Le résultat financier est en baisse de -7 M€ en 2024 par rapport à 2023.

II - LE TABLEAU DE FINANCEMENT

Le tableau de financement affine la compréhension de l'évolution de la situation financière du CNRS en faisant apparaître toutes les ressources nouvelles dégagées au cours de l'exercice (en expliquant leur origine) et, parallèlement, l'utilisation (l'emploi) qui en a été faite.

A cette fin, ce tableau identifie d'une part, les facteurs consommateurs de financements, c'est-à-dire les acquisitions d'immobilisations diminuées des sorties liées aux cessions et mises au rebut, et d'autre part, les éléments générateurs de ressources, constitués par deux éléments fondamentaux : la capacité d'autofinancement (CAF) dégagée au cours de l'exercice et les financements externes de l'actif reçus diminués des sorties consécutives à des sorties de l'actif immobilisé.

EMPLOIS	2023	2024	RESSOURCES	2023	2024
Insuffisance d'autofinancement			Capacité d'autofinancement	134	151
Investissements	246	227	Financement de l'actif par l'État	17	63
			Financement de l'actif par des tiers autres que l'État	50	39
			Autres ressources	50	7
Remboursement des dettes financières	5	8	Augmentation des dettes financières	0	3
TOTAL DES EMPLOIS	251	235	TOTAL DES RESSOURCES	252	263
Augmentation du fonds de roulement	1	28	Diminution du fonds de roulement		

La CAF a augmenté, passant de 134 M€ en 2023 à 151 M€ en 2024, soit une hausse de 17 M€.

Cette augmentation de la CAF s'explique par une augmentation des produits encaissables plus forte que celle des charges décaissables. En effet, en 2024, nous constatons une augmentation d'une part, de la consommation de marchandises et approvisionnements, réalisation de travaux et consommation directe de service par l'organisme au titre de son activité ainsi que les charges liées à la variation des stocks (+23 M€) et d'autre part, des charges de personnel (+ 97 M€).

L'augmentation des fonds propres, principalement les FEA de l'Etat et les dotations aux amortissements des immobilisations, explique l'augmentation de +28 M€ du fonds de roulement.

En effet, les acquisitions d'actifs immobilisés sont en net recul en 2024 par rapport à l'année précédente (-19 M€). De fait, la CAF permet de financer 67% des investissements du CNRS contre 55 % en 2023.

Les variations du fonds de roulement entre 2023 et 2024 et sa décomposition sont présentées dans le tableau suivant (en millions d'euros) :

	2023	2024
Variation du FONDS DE ROULEMENT : AUGMENTATION ou DIMINUTION	1	28
Variation du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT (FONDS DE ROULEMENT - TRESORERIE)	-119	-104
Variation de la TRESORERIE : ABONDEMENT (I) ou PRELEVEMENT (II)*	121	132
Niveau final du FONDS DE ROULEMENT	734	762
Niveau final du BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	-665	-769
Niveau final de la TRESORERIE	1 399	1 531

III - LE BILAN

III - 1 L'évolution de la situation patrimoniale du CNRS

ACTIF (en M€)	2024	2023	Variation
ACTIF IMMOBILISE BRUT	5 063	4 990	+ 73
ACTIF CIRCULANT BRUT (hors trésorerie)	1 537	1 379	+ 158
TRESORERIE ACTIVE	1 531	1 399	+ 132
TOTAL GENERAL	8 131	7 768	+ 363

PASSIF (en M€)	2024	2023	Variation
FONDS PROPRES	1 436	1 403	+ 33
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	506	497	+ 9
PROVISIONS DEPRECIATION DES ACTIFS	3 876	3 812	+ 64
DETTES FINANCIERES	8	13	+ 5
DETTES NON FINANCIERES	2 306	2 043	+ 263
TRESORERIE PASSIVE	0	0	0
TOTAL GENERAL	8 131	7 768	+ 363

- Le haut de bilan

Le haut de bilan se caractérise par une hausse des fonds propres (+33 M€) et une hausse de l'actif immobilisé (+73 M€).

- Le bas de bilan

Le bas de bilan fait ressortir une hausse de la trésorerie (+132€) et une hausse des dettes non financières (+263 M€).

III - 2 Les grands équilibres financiers

RESSOURCES STABLES	2024	2023	Variation
FONDS PROPRES	1 436	1 403	+ 33
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (HORS CET)	260	248	+ 12
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (CET)	245	249	- 4
PROVISIONS POUR DEPRECIATION CLIENTS	19	19	0
AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS POUR DEPRECIATION IMPOS	3 857	3 794	+ 63
DETTES FINANCIERES	8	13	-5
TOTAL	5 825	5 725	+ 100

EMPLOIS STABLES	2024	2023	Variation
ACTIF IMMOBLISE BRUT	5 063	4 990	+ 73
TOTAL	5 063	4 990	+ 73

	2024	2023	Variation
FRNG BILANTIEL	762	734	+ 28
BFR	- 769	- 665	- 104
TRESORERIE	1 531	1 399	+132

■ Le fonds de roulement net global bilantiel (FRNG bilantiel)

Au 31 décembre 2024, les ressources stables (au passif) constituées par les fonds propres restent toujours supérieures aux emplois à long terme qui sont effectués sous forme d'immobilisations (à l'actif). Cet écart structurel constitue le fonds de roulement net global (FRNG). D'un montant de 762 M€ au 31 décembre 2024, le fonds de roulement a augmenté de 28 M€ par rapport à l'exercice précédent (734 M€ au 31 décembre 2023).

Traditionnellement, l'appréciation du bon niveau de FRNG se mesure par rapport au cycle d'exploitation, c'est à dire au regard de l'ensemble des interactions de l'activité du CNRS avec les tiers (ses créanciers, ses débiteurs, la Direction Générale des Finances Publiques, etc.) et l'incidence de ces interactions sur la trésorerie (T).

La relation entre le haut et le bas de bilan apparaît donc au travers de l'égalité : $FRNG = BFR + T$.

■ Le besoin en fonds de roulement (BFR) et la trésorerie

Le besoin en fonds de roulement (BFR) résulte du décalage temporel entre les encaissements et les décaissements générés par l'établissement. Depuis l'exercice 2017, le CNRS enregistre un BFR négatif. Le BFR est de - 769 M€ lors de l'exercice 2024. Les créances clients sont donc encaissées plus rapidement que ne sont décaissées les dettes fournisseurs.

Le fonds de roulement positif (+762 M€) associé à un BFR négatif (- 769 M€) permet donc au CNRS d'atteindre un niveau de liquidité important pour faire face à ses dépenses courantes. Ainsi, au 31 décembre 2024, la trésorerie, d'un montant de 1 531 M€ (contre 1 399 M€ en fin d'année 2023), permet de faire face aux échéances de paiement courantes sans créer de déséquilibre financier.

Il est précisé que la trésorerie s'entend de celle appartenant au CNRS et à laquelle s'ajoute le compte en dollars que le CNRS gère pour le compte du consortium Ecord (21,3 M€ en 2024 contre 16 M€ en 2023).

LA FIABILISATION DE L'INFORMATION FINANCIERE

IV - LA DEMARCHE DE MAITRISE DES RISQUES FINANCIERS ET COMPTABLES

La démarche de maîtrise des risques financiers du CNRS est conforme au cadre réglementaire applicable aux établissements publics (notamment l'article 215 du décret du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique (GBCP) et son décret d'application du 17/12/2015), et aux circulaires annuelles du directeur général des finances publiques et du directeur du budget relatives au cadre budgétaire et comptable des opérateurs de l'Etat et des établissements publics nationaux.

IV - 1 L'organisation pour la maîtrise des risques financiers et comptables

Le dispositif de maîtrise des risques financiers du CNRS en vigueur est celui décrit par la note de gouvernance du 8/12/2017. Il est commun au contrôle interne budgétaire et au contrôle interne comptable. La gouvernance est la suivante :

- Le dispositif est piloté conjointement par la DCIF et la DSFIM.
- Les travaux sont validés par l'organe dirigeant (le Directeur Général Délégué aux Ressources).
- Les travaux sont validés par l'organe délibérant (le conseil d'administration du CNRS).

La cartographie des processus et des risques majeurs financiers a été mise à jour, ainsi que le plan d'actions portant sur les années 2023-2025.

- Les processus retenus demeurent :
 - Contrats de recherche,
 - Brevets et licences,
 - Filiales et participations financières,
 - Rémunérations,
 - Commande publique et dépense,
 - Créances et recouvrement,
 - Processus comptable et budgétaire.
 - La cartographie et le plan d'action relatifs aux risques budgétaires a également été mise à jour.
- Les processus retenus sont :
 - Le processus transverse,
 - Le suivi des contrats de recherches,
 - La programmation et exécution de la masse salariale et des emplois,
 - La programmation immobilière.

V - LE DISPOSITIF DE CONTRÔLE INTERNE FINANCIER DU CNRS

Le contrôle interne financier repose sur un triptyque : le contrôle interne comptable, le processus de révision des comptes et le contrôle interne budgétaire. Ces contrôles sont définis en fonction de la cartographie des risques et des plans d'actions associés.

V - 1 Le contrôle interne comptable (CIC)

Le réseau financier et comptable, sous pilotage de la DCIF, met en œuvre des contrôles sur les processus suivants : dépenses, missions, carte achat, paye, recettes et recouvrement, comptabilité. Les contrôles mis en œuvre sur les processus comptables sont des contrôles a priori ou a posteriori, exhaustif ou par échantillon qui sont tracés.

Le service de la Maîtrise des Risques /DCIF supervise l'élaboration, l'analyse et l'animation du dispositif, de CIC. Un guide des bonnes pratiques du contrôle interne a été diffusé dans les unités de recherche et un contrôle interne sur les habilitations « certificateur » dans Geslab est mis en œuvre.

V - 2 Les processus de révision comptable et de clôture

Les révisions ont lieu à la clôture de fin d'exercice et lors des arrêtés comptables infra-annuels en mai et en octobre. Elles comprennent les travaux d'inventaire ainsi que les travaux de révision des comptes.

V - 3 Le contrôle interne budgétaire (CIB)

Le déploiement d'un dispositif de Contrôle Interne Budgétaire (CIB) est une obligation réglementaire posée par le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique (GBCP) et précisée par l'arrêté du 17 décembre 2015 portant cadre de référence du contrôle interne budgétaire et du contrôle interne comptable applicable aux organismes.

Le CIB s'inscrit en complément du contrôle interne comptable en étant orienté sur la qualité de la comptabilité budgétaire, la soutenabilité du budget et la programmation des crédits. Il s'appuie en partie sur l'analyse des risques financiers déjà effectuée par l'établissement pour la mise en œuvre du contrôle interne comptable et sur les dispositifs en vigueur pour la préparation et le suivi du budget.

VI - LES AUDITS DE CONFORMITE FINANCIERE ET COMPTABLE AU CNRS

L'objectif des audits de conformité financière et comptable est de donner à l'agent comptable principal, directeur des comptes et de l'information financière, l'assurance que l'ensemble des dispositifs de contrôle interne comptable et financier sont correctement appliqués et qu'ils permettent réellement de maîtriser les risques identifiés.

- Pour ce faire, deux grandes catégories d'audits sont réalisées dans le réseau comptable du CNRS :
 - **Les audits généraux** sur l'ensemble des données financières et comptables conduits auprès des agences comptables en délégations et auprès des unités (de recherche ou de gestion) : ils visent à s'assurer de la qualité de l'ensemble des données financières et comptables produites par l'établissement.

Ces audits sont effectués selon une périodicité quadriennale (2021-2024) conformément à une méthodologie et un plan d'audit établis par la DCIF.

Ils sont diligentés par des représentants de l'agent comptable principal (le pôle Audit de la conformité financière et comptable directement rattaché à l'agent comptable principal) lorsqu'ils visent des agences comptables et par les auditeurs régionaux lorsqu'il s'agit d'unités de gestion ou de recherche.

- **Les audits spécifiques**, thématiques ou ciblés, en fonction des risques identifiés et des plans d'actions approuvés.

ANNEXE SUR LES COMPTES INDIVIDUELS 2024

Note 1 – Faits marquants de l'exercice

L'exercice 2024 s'est traduit par un déficit comptable de 13 M€ qui s'explique notamment par :

- L'évolution générale des charges plus faible en 2024 (+2,92%) qu'en 2023 (+7,11%), notamment les charges de personnel (+3,59% en 2024 contre +5% en 2023).
- L'ensemble des provisions pour risques et charges comptabilisées par l'établissement qui a connu une progression légère (+1,82%).
- La subvention pour charges de service public qui a diminué de -50 M€ par rapport à l'attribution initiale prévue en 2024.
- L'évolution générale des produits de fonctionnement qui a été de +3,37% en 2024 contre +4,41% en 2023.

Par ailleurs, dans les faits marquants impactant les comptes du CNRS pour 2024, on note :

- Les fonds propres du CNRS qui ont augmenté de façon notable de + 33 M€ du fait de l'attribution par l'Etat d'une subvention pour charge d'investissement pluriannuelle de 41 M€.
- Dans le cadre du plan France 2030, l'établissement a déployé le nouveau programme dit « recherche à risque et à impact » (RI)². Une première tranche de 38 M € a été déployée sur 2024 pour 12 programmes.
- A compter du 1er janvier 2024, sur décision du conseil d'administration, le seuil de comptabilisation des immobilisations a été porté de 1 000 € à 3 000 €. L'analyse d'impact de ce relèvement du seuil sur le compte de résultat est de + 38 M € nets sur les principaux postes de charges concernés .

Note 2 – Méthodes et principes comptables appliqués

1 Les principes et méthodes comptables en vigueur en 2024

Conformément à l'article 4 de l'arrêté du 1er juillet 2015 portant adoption du recueil des normes comptables applicables aux organismes visés aux alinéas 4 à 6 de l'article 1er du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la GBCP, le CNRS applique pleinement, depuis l'exercice 2017, les dispositions normatives en vigueur du recueil des normes comptables pour les établissements publics (RNCEP).

Par ailleurs, les règles comptables appliquées par le CNRS au titre de l'exercice 2024 sont celles édictées par l'instruction comptable commune aux établissements publics nationaux du 19 décembre 2023 publiée par la direction générale des finances publiques (BOFIP-GCP-23-0047).

Les états financiers sont également présentés selon les règles issues de cette instruction.

2 Les règles comptables en vigueur en 2024

2.1 Fonds propres et actif immobilisé

- **Fonds propres**

Les fonds propres sont constitués, pour l'essentiel, des dotations et des subventions d'investissement perçues par le CNRS depuis sa création. Ces financements qualifiés de financements externes de l'actif évoluent, lorsqu'ils sont rattachés à un actif individualisé, de façon symétrique à cet actif. Les variations de valeurs du financement sont comptabilisées au *compte de résultat*.

- **Immobilisations**

Le seuil d'enregistrement des immobilisations a été réhaussé à 3 000 € à compter du 1er janvier 2024 par décision du Conseil d'administration du 20 octobre 2023, ce seuil s'établissait à 1 000 € jusqu'au 31 décembre 2023.

- **Immobilisations incorporelles**

Depuis le 1^{er} janvier 2021, les dépenses directement liées à la protection juridique initiale des brevets appartenant au CNRS en pleine propriété ou en copropriété ne sont plus activées.

En effet, dès lors que le CNRS en a transféré le contrôle à sa filiale dédiée à la gestion des brevets, la société CNRS Innovation, les conditions d'inscription à l'actif du CNRS des brevets lui appartenant ne sont plus remplies.

Les immobilisations incorporelles sont donc, depuis le 1^{er} janvier 2021, constituées essentiellement de logiciels acquis ou de logiciels sous-traités, qui sont valorisés au coût historique d'acquisition. L'amortissement de ces immobilisations incorporelles est calculé suivant le mode linéaire, en fonction de la durée d'utilisation et à compter de la date de mise en service.

La durée d'amortissement des logiciels est de 5 ans.

- **Immobilisations corporelles**

Les immobilisations corporelles sont valorisées au coût historique d'acquisition, hors charges financières. L'amortissement des immobilisations corporelles est calculé suivant le mode linéaire, en fonction de la durée d'utilisation et à compter de la date de mise en service (prorata temporis).

Plan d'amortissement des immobilisations corporelles :

La méthode de suivi des immobilisations par composants qui était préconisée par l'instruction n°06-007-M9 du 23 janvier 2006 (reprise depuis l'année 2016 à la norme n°6 du RNCEP) relative aux passifs, actifs, amortissements et dépréciations des actifs a été mise en œuvre pour le parc immobilier à compter de 2012. Le tableau infra prend en compte les composants retenus et les durées d'amortissement qui leur sont associées.

Immobilisations corporelles	durée
Agencements et aménagements de terrains	25 ans
Bâtiments- structure	50 ans
Bâtiments- aménagements extérieurs	25 ans
Bâtiments- équipements techniques	20 ans
Bâtiments- finitions intérieures	10 ans
Installations générales, agencements et aménagements des constructions	10 ans
Installations techniques, matériels et outillage	5 ans*
Installations à caractère spécifique	10 ans
Matériel et outillage	5 ans
Matériel de transport terrestre	5 ans
Matériel naval	10 ans
Matériel de bureau et matériel informatique scientifique	5 ans
Matériel informatique bureautique	5 ans
Mobilier	5 ans
Matériel divers	5 ans

* Certains grands projets scientifiques ont fait l'objet d'un amortissement plus long, adapté à leur nature.

- **Immobilisations financières**

Les immobilisations financières sont comptabilisées à leur coût historique d'acquisition. La valeur actuelle (c'est-à-dire la valeur d'inventaire) des immobilisations financières est déterminée à chaque clôture d'exercice et une dépréciation est constatée si la valeur actuelle est inférieure à la valeur comptable.

2.2 Les provisions pour risques et charges

Une provision est constituée dès lors qu'il existe une obligation à l'égard d'un tiers à la date de clôture, qui peut être légale, contractuelle ou implicite. Cette obligation doit faire l'objet d'une sortie probable de ressources au bénéfice de ce tiers sans contrepartie au moins équivalente attendue après la date de clôture. Cette sortie de ressource doit pouvoir être estimée avec une fiabilité suffisante pour pouvoir constituer une provision. Ainsi :

- En application de l'instruction comptable commune du 19/12/2023 et en conformité à la norme 6 relative aux immobilisations corporelles, le CNRS a opté pour la 3^{ème} modalité de comptabilisation d'une provision de coût de démantèlement et de remise en état de sites. Lorsque la dégradation est progressive, une provision pour charges est constatée au compte 1581 au fur et à mesure de la dégradation, pour les coûts encourus à la date de clôture de l'exercice.

Il s'agit des coûts de démantèlement pour les *Très Grandes Infrastructures de Recherche* (TGIR) au titre desquels des provisions sont évaluées pour l'*Institut Laue Langevin* (ILL), pour l'*European Synchrotron Radiation Facility* (ESRF), pour le *Grand Accélérateur National d'Ions Lourds* (GANIL), pour l'*Institut de Radio-Astronomie Millimétrique* (IRAM) et pour le *Synchrotron Soleil* ; en ce qui concerne plus particulièrement ILL et GANIL, qui sont des installations nucléaires de base (INB) soumises au contrôle de l'autorité de sûreté nucléaire, la méthode de mise à jour de la provision consiste à appliquer chaque année un coefficient d'actualisation des coûts initialement évalués conformément aux textes réglementaires applicables aux INB ;

- Une provision au titre des jours déposés sur un compte épargne temps est calculée sur la base du nombre de jours épargnés pour chacune des trois catégories de la fonction publique (catégories A, B et C), rapporté au coût moyen

des rémunérations au sein de chacune de ces catégories ; ce coût est obtenu comme suit :

Masse salariale par catégorie comprenant traitement, primes et autres charges / nombre d'agents permanents ayant travaillé en continu sur l'année civile / nombre de jours travaillés ;

- Une provision au titre des jours estimés de congés non pris a été calculée sur la base du nombre de jours restant à prendre à la clôture de l'exercice pour chacune des trois catégories de la fonction publique (catégories A, B et C), rapporté au coût moyen des rémunérations au sein de chacune de ces catégories ;
- Est également comptabilisée une provision au titre des dons de jours de congés du personnel, ce nombre de jours de dons étant rapporté au coût moyen des rémunérations au sein de chacune des catégories de la fonction publique (catégories A, B et C) ;
- Une provision pour intéressement des chercheurs est comptabilisée ; conformément à l'article R.611-14-1 du code de la propriété intellectuelle, une prime versée aux chercheurs au cours de l'exercice suivant celui de la clôture est calculée en appliquant un taux de 50 % à la différence entre le montant des redevances perçues au titre de l'exercice et les frais de propriété intellectuelle affectée du coefficient représentant la contribution à l'invention de l'agent concerné. Le CNRS retient dans son calcul, à titre de simplification, une base nette et non pas une base brute, c'est-à-dire un montant de redevances perçues non diminuées des frais de propriété intellectuelle, ce qui aboutit à un taux moyen de 33,47 %. La provision ainsi constituée est augmentée de la fraction revenant, également au cours de l'exercice suivant, aux tutelles ;
- Le CNRS comptabilise une provision au titre de l'aide au retour à l'emploi (ARE) des bénéficiaires des indemnités chômage, dès lors que son obligation vis-à-vis de ces bénéficiaires a pu être estimée de manière fiable à la clôture de cet exercice. La méthode de revalorisation de l'ARE a été modifiée sur 2024. En effet, entre 2021 et 2023, une reprise de provision était comptabilisée en tenant compte des versements d'ARE effectués sur l'année. Si cette méthode avait été reconduite sur l'exercice 2024, la provision d'ARE à comptabiliser aurait été d'un montant de 219.709,73 €. Or, il est constaté chaque mois une baisse des indemnités mais pas à un niveau tel que le montant des indemnités d'ARE soit de 220.000 €. Il a donc été nécessaire de revoir cette méthode à compter de 2024 qui est désormais calculée en fonction de la prévision par la DRH du niveau d'indemnisation sur N+1 compte tenu du stock et du nombre d'indemnités qui ne cessent de baisser au fil du temps. À terme (2027-2028), l'indemnisation des ARE ne concernera plus que la population des fonctionnaires qui ne sont pas indemnisés par France Travail (cas de démission, réintégration...ouvrant droit à indemnisation).

Sur ce dernier point, il est précisé que le CNRS a résilié la convention de gestion pour s'affilier au régime général d'assurance chômage pour le personnel contractuel avec une prise d'effet au 1er janvier 2022. Ainsi, l'établissement continue de prendre en charge, dans le cadre de l'auto-assurance, les agents gérés par la convention de gestion jusqu'à expiration de leurs droits à indemnisation.

2.3 Les dépréciations des actifs

Le CNRS retrace en comptabilité les moins-values probables sur les éléments d'actif. La dépréciation doit être nettement précisée quant à sa nature ou son objet et doit être évaluée avec une approximation suffisante. Les créances « clients » de l'établissement sont dépréciées lorsqu'un événement de gestion survenu ou en cours rend prévisible à la date de l'arrêté des comptes la diminution de leur valeur. Cette dernière, qui n'est pas définitive, doit être précise quant à sa nature mais incertaine quant à sa réalisation. Dès lors que le défaut de paiement d'une créance devient probable, celle-ci fait l'objet d'une dépréciation.

L'évaluation des dépréciations s'effectue créance par créance par chaque agent comptable secondaire en charge du recouvrement. Le taux de dépréciation retenu dépend des événements de gestion sur lesquels le comptable se fonde pour apprécier le risque. Sont ainsi dépréciées :

- Les créances qui font l'objet d'une réclamation au fond et dont l'annulation est probable ;
- Les créances vis-à-vis des clients dont la situation financière est notoirement difficile et dont le redressement est improbable (clients en situation de redressement judiciaire, etc.).

Si l'évaluation du risque s'apprécie créance par créance, les écritures correspondantes sont en revanche passées globalement au niveau de la délégation régionale, toutes créances dépréciées confondues. Il en est de même pour les écritures de reprise

de dépréciation. L'évaluation des dépréciations des créances est actualisée au 31 mai, au 31 octobre et au 31 décembre de chaque année.

Par ailleurs, des dépréciations peuvent également être constatées pour les stocks lors de la clôture de l'exercice.

Enfin, les titres de participation, les titres immobilisés et les créances rattachées à des participations peuvent également être dépréciés. Il est précisé qu'une dépréciation des titres de participation est constatée lorsque la valeur comptable de ces titres est supérieure à leur valeur actuelle, cette dernière étant calculée en retenant une évaluation fondée sur l'actif net de l'entité détenue.

Les immobilisations corporelles et incorporelles peuvent également faire l'objet d'une dépréciation (39 M€ en 2024).

2.4 Les stocks

Les « *stocks de fournitures scientifiques et techniques* » sont suivis selon la technique de l'inventaire intermittent et ne s'appliquent que dans quatre délégations régionales aux magasins servant les laboratoires situés à proximité géographique. Les stocks sont évalués à leur coût moyen pondéré établi à partir de leur coût d'achat (à l'exclusion des charges financières).

2.5 Les impôts

- **La taxe sur la valeur ajoutée**

Le CNRS est assujetti à la TVA depuis 1981. Il est placé sous le régime du réel normal. A ce titre, il effectue des déclarations mensuelles. Elles sont établies au siège à la suite de la centralisation des données des services financiers et comptables des délégations régionales.

Depuis 2008, le CNRS est considéré comme ayant la double qualité d'assujetti total et redevable partiel de la TVA, ce qui lui permet d'exercer un droit à déduction à hauteur de 100 %, sous réserve, bien entendu, des exclusions du droit à déduction expressément prévues par la loi.

- **L'impôt sur les sociétés**

Le 9° de l'article 207 du code général des impôts exonère d'impôt sur les sociétés les établissements publics de recherche au titre des revenus tirés des activités conduites dans le cadre des missions du service public de l'enseignement supérieur et de la recherche définies aux articles L. 123-3 du code de l'éducation et L. 112-1 du code de la recherche.

Ainsi, seules les opérations non exonérées en application des dispositions précitées sont imposables à l'impôt sur les sociétés. Il s'agit exclusivement des activités de gestion des participations détenues par le CNRS. Le résultat fiscal est essentiellement constitué par les quotes-parts de résultat fiscal des sociétés de personnes dont le CNRS est membre et qui ne sont pas personnellement soumises à l'impôt sur les sociétés.

- **La taxe sur les salaires**

En application de l'article 231 du code général des impôts, le CNRS est assujetti à la taxe sur les salaires.

Le rapport d'assujettissement à la taxe sur les salaires du CNRS pour 2024 s'élève à 96%. Il est calculé en fonction du rapport existant entre les recettes et autres produits qui n'ont pas été passibles de la taxe sur la valeur ajoutée (numérateur) et l'ensemble des recettes et autres produits, y compris ceux correspondant à des opérations qui n'entrent pas dans le champ d'application de la taxe sur la valeur ajoutée (dénominateur).

La taxe sur les salaires est versée trimestriellement et soldée au plus tard le 31 janvier de l'année suivant celle de l'imposition.

2.6 Les dispositifs d'intervention pour compte propre de l'Etat

Au cours de l'exercice 2021, le CNRS a procédé à un changement de présentation comptable consistant à comptabiliser dans des comptes dédiés, comme le prévoit à cet égard l'instruction comptable commune, les opérations relatives aux dispositifs d'intervention pour compte propre de l'Etat.

Ces dispositifs d'intervention pour compte propre concernent au CNRS des produits et des charges afférentes aux très grandes infrastructures de recherche (TGIR) concernées, dans lesquelles le CNRS soit détient une participation financière, soit participe au financement du projet de recherche mis en œuvre par l'entité.

Les produits correspondent à des sommes perçues auprès de l'Etat destinées à être reversées aux TGIR et faisant l'objet d'une notification individuelle d'attribution ; les charges sont constituées, quant à elles, par les sommes reversées en numéraire aux TGIR concernés.

Les projets de recherche à risques sont également comptabilisés en tant que dispositifs d'intervention pour compte propre de l'Etat pour le volet relatif au financement des tiers dans le cadre de ces contrats.

2.7 Les ressources

• La subvention pour charges de service public (SCSP)

Pour le CNRS, la SCSP couvre l'ensemble des besoins de financement de l'établissement sans distinguer la part relative aux investissements courants de celle concernant le fonctionnement.

La SCSP est enregistrée au compte 74111 « *ministère de tutelle – subvention pour charges de service public* ».

• Les subventions pour charges d'investissement (SCI)

Pour la première fois en 2024, le CNRS a été bénéficiaire d'une subvention pour charge d'investissement, notifiée par le MESR et comptabilisée en financement externe de l'actif par l'Etat, conformément aux normes applicables.

• Les subventions autres que la SCSP

Depuis le 1er janvier 2014, le CNRS applique l'instruction DGFIP du 20 novembre 2013 (BOFiP-GCP n° 13-0022 du 5 décembre 2013) relative aux modalités de comptabilisation des subventions reçues, selon lesquelles les subventions de fonctionnement doivent être comptabilisées dans des subdivisions du compte 74.

En application de cette instruction, les subventions se définissent comme des produits issus d'opérations sans contrepartie directe d'une valeur équivalente attendue par le financeur.

Elles visent diverses situations, telles que :

- les projets financés par l'Agence Nationale de la Recherche ;
- les opérations financées par l'Union européenne ;
- les contrats de collaboration de recherche avec des organismes divers (personnes morales de droit privé ou public) ;
- les subventions de fonctionnement versées par des tiers (ministères, collectivités territoriales, fonds FEDER, etc.) pour des opérations qui s'exécutent au-delà de l'exercice comptable.

Au CNRS, les subventions de fonctionnement se rapportent le plus souvent à des opérations pluriannuelles réalisées dans le cadre de contrats de recherche. Le financeur peut être une personne publique ou privée.

Le traitement comptable des subventions diffère selon les conditions d'octroi de l'acte attributif. En effet, les droits liés à la subvention sont constatés dès lors que les conditions présentes dans l'acte attributif sont réalisées. Lorsque l'attribution de la subvention est conditionnée à la réalisation effective des dépenses (notamment les financements relatifs à des projets de recherche pluriannuels provenant notamment de l'Union européenne ou au titre des investissements d'avenir), les droits de l'établissement sont constatés selon la méthode à l'avancement décrite ci-dessous.

A l'inverse, les opérations pluriannuelles avec contrepartie directe d'une valeur équivalente attendue par le financeur constituent des prestations de services comptabilisées à la date de réalisation de la prestation.

• Les produits à recevoir et les produits constatés d'avance

Les subventions et les prestations relatives à des contrats de recherche sont comptabilisées selon la méthode à l'avancement.

Ainsi, les recettes du contrat sont enregistrées en fonction du degré d'avancement dudit contrat à la date de clôture des comptes. Le degré d'avancement du contrat est déterminé en fonction des coûts encourus. Seuls les contrats dont l'exécution est inachevée à la date de clôture peuvent donner lieu à l'application de cette méthode.

En pratique, le CNRS met en œuvre une méthode de calcul à l'avancement du montant des produits à comptabiliser en fin de période qui repose sur les prévisions de recette et de dépense de chaque opération, évaluées sur la durée totale du contrat.

Cette orientation permet ainsi de mieux tenir compte des dépenses d'environnement scientifique et des frais de gestion. Elle donne ainsi une meilleure traduction de l'activité de l'établissement.

La règle de gestion retenue pour le calcul des produits à comptabiliser en fin de période est la suivante :

- Détermination des produits à l'avancement en fin de période depuis le démarrage de l'opération:

$$\text{Produits à l'avancement} = \frac{\text{Dépenses réalisées depuis le démarrage de l'opération}}{\text{Prévisions de dépenses sur la durée totale de l'opération}} \times \frac{\text{Prévisions de recettes sur la durée totale de l'opération}}{\text{Prévisions de recettes sur la durée totale de l'opération}}$$

- Détermination de l'ajustement des produits à comptabiliser en fin de période pour tenir compte des produits facturés déjà comptabilisés en classe 7 depuis le démarrage de l'opération:

$$\text{Ajustement des produits à l'avancement} = \text{produits à l'avancement} - \text{produits facturés depuis le démarrage de l'opération}$$

Selon le sens de cet ajustement, des produits à recevoir ou constatés d'avance sont comptabilisés. Ces écritures d'inventaire sont contre-passées au début de la période suivante.

2.8 Les placements financiers

En application de ce l'article 197 du décret GBCP, les opérateurs de l'Etat soumis à l'obligation de dépôt au Trésor doivent déposer leurs fonds sur un compte de dépôt de fonds au Trésor, qui est un compte à vue. Les fonds déposés sur ce compte ne sont pas rémunérés.

À titre exceptionnel lorsque sa situation le justifie, un organisme peut toutefois solliciter, via une autorisation ministérielle, la constitution de placements financiers sur le fondement de l'article 197 précité. Pour être autorisés, ces placements doivent être précisément motivés et justifiés par des circonstances impérieuses. Il appartient au demandeur de justifier l'adéquation entre le produit financier sollicité et ses besoins opérationnels.

L'article 197-III du décret GBCP prévoit également que les fonds issus de l'aliénation d'éléments de patrimoine des opérateurs de l'Etat peuvent être placés sur les produits financiers énumérés à l'article 197-II.

Le CNRS ne réalise pas de placements financiers.

Note 3 – Compléments d'informations relatifs au bilan

ACTIF (en millions d'euros)	2024			2023		
	Brut	Amortissements et dépréciations	Net	Brut	Amortissements et dépréciations	Net
ACTIF IMMOBILISE						
Immobilisations incorporelles	144	122	22	141	118	23
Immobilisations corporelles						
Terrains	64	10	54	64	10	54
Constructions	1 355	786	568	1 332	749	583
Installations techniques, matériels, et outillage	2 865	2 491	374	2 826	2 475	350
Collections	1	0	1	1	0	1
Biens historiques et culturels	-	-	-	-	-	-
Autres immobilisations corporelles	488	400	88	494	395	98
Immobilisations mises en concession	-	-	-	-	-	-
Immobilisations corporelles en cours	61	0	61	47	0	47
Avances et acomptes sur commandes	25	0	25	22	0	22
Immobilisations grevées de droits	-	-	-	-	-	-
Immobilisations corporelles (biens vivants)	-	-	-	-	-	-
Immobilisations financières	60	47	13	63	46	17
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	5 063	3 857	1 206	4 990	3 794	1 197
ACTIF CIRCULANT						
Stocks	1	0	1	1	0	1
Créances						
Créances sur des entités publiques (Etat, autres entités publiques) des organismes internationaux et la Commission européenne	1 349	2	1 348	1 177	2	1 175
Créances clients et comptes rattachés	166	17	149	165	17	148
Créances sur les redevables (produits de la fiscalité affectée)	0	0	0	0	0	0
Avances et acomptes versés sur commandes	5	0	5	5	0	5
Créances correspondant à des opérations pour comptes de tiers (dispositifs d'intervention)	-	-	-	-	-	-
Créances sur les autres débiteurs	7	0	7	18	0	18
Charges constatées d'avance (dont primes de remboursement des emprunts)	9	0	9	12	0	12
TOTAL ACTIF CIRCULANT (HORS TRESORERIE)	1 537	19	1 518	1 378	19	1 360
TRESORERIE						
Valeurs mobilières de placement	0	0	0	0	0	0
Disponibilités	1 531	0	1 531	1 399	0	1 399
Autres	1	0	1	1	0	1
TOTAL TRESORERIE	1 531	0	1 531	1 399	0	1 399
Comptes de régularisation	0	0	0	0	0	0
Ecart de conversion Actif	0	0	0	0	0	0
TOTAL GENERAL	8 131	3 876	4 255	7 768	3 812	3 956

PASSIF (en millions d'euros)		2024	2023
FONDS PROPRES			
Financements reçus			
Financement de l'actif par l'Etat		346	308
Financement de l'actif par des tiers		219	223
Ecart de réévaluation		-	-
Réserves		0	0
Report à nouveau		884	886
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)		-13	-13
Provisions réglementées		-	-
TOTAL FONDS PROPRES		1 436	1 403
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES			
Provisions pour risques		3	4
Provisions pour charges		503	493
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		506	497
DETTES FINANCIERES			
Emprunts obligataires		-	-
Emprunts souscrits auprès des établissements financiers		-	-
Dettes financières et autres emprunts		8	13
TOTAL DES DETTES FINANCIERES		8	13
DETTES NON FINANCIERES			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		98	101
Dettes fiscales et sociales		186	142
Avances et acomptes reçus		1 849	1 606
Dettes correspondant à des opérations pour comptes de tiers (dispositifs d'intervention)		0	0
Autres dettes non financières		110	125
Produits constatés d'avance		63	68
TOTAL DETTES NON FINANCIERES		2 306	2 043
TRESORERIE			
Autres éléments de trésorerie passive		0	0
TOTAL TRESORERIE		0	0
Comptes de régularisation		0	0
Ecart de conversion Passif		0	0
TOTAL GENERAL		4 255	3 956

1 L'actif immobilisé

L'actif brut s'élève à 5 063 M€ en 2024, contre 4 990 M€ en 2023, soit une augmentation de 73 M€. En outre, en net, l'actif immobilisé s'établit à 1 206 M€ en 2024 contre 1 197 M€ en 2023, soit une hausse de 9 M€.

1.1 Immobilisations incorporelles

Au bilan (cf. supra), les immobilisations incorporelles s'élèvent en valeur brute à 144 M€ en 2024, contre 141 M€ en 2023. Leur valeur nette s'établit à 22 M€ en 2024, contre 23 M€ en 2023, ce qui dénote une certaine stabilité.

- Les différents actifs incorporels (hors immobilisations en cours)

Evolution de la valeur brute des immobilisations incorporelles (hors immobilisations en cours) :

(en millions d'euros)	Valeur brute au début de l'exercice	Augmentations			Diminutions			Valeur brute à la fin de l'exercice	Variation de l'exercice
		Acquisitions/ Mises à disposition	Mises en service	Augmentation par virement de poste à poste	Cessions	Mises au rebut	Diminution par virement de poste à poste		
Immobilisations incorporelles									
Frais de recherche et de développement	0	0	0	0	0	0	0	0	0,00%
Logiciels	141	1	6	0	0	4	0	14	2,13%
Autres concessions et droits similaires (brevets et licences)	0	0	0	0	0	0	0	0	0,00%
Autres immobilisations incorporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	36,28%
Total immobilisations incorporelles	141	1	6	0	0	4	0	144	2,16%

Evolution des amortissements des immobilisations incorporelles :

(en millions d'euros)	Cumulés au début de l'exercice	Augmentations (dotations de l'exercice)	Augmentations liées aux retraitements	Diminutions liées aux retraitements	Diminutions (amortissements afférents aux éléments de l'actif sortis)	Cumulés à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles						
Frais de recherche et de développement	0	0	0	0	0	0
Logiciels	118	7	0	0	4	122
Autres concessions et droits similaires (brevets et licences)	0	0	0	0	0	0
Autres immobilisations incorporelles	0	0	0	0	0	0
Total immobilisations incorporelles	118	7	0	0	4	122

Depuis l'exercice ouvert le 1^{er} janvier 2021, les brevets ne sont plus inscrits à l'actif immobilisé du CNRS. En effet, le transfert du contrôle des brevets appartenant au CNRS en pleine propriété ou en copropriété a été effectué auprès de sa filiale CNRS Innovation, lors de l'exercice 2020. Les immobilisations incorporelles retracent donc uniquement les acquisitions de logiciels acquis ou sous-traités, ainsi que les opérations liées aux systèmes d'information.

Le poste *logiciels* s'établit en valeur brute à 144 M€ en 2024, soit 3 M€ de plus par rapport à l'année 2023. Cette stabilité relative s'explique par des flux d'achats de l'année proches des mises au rebut réalisées en cours d'année.

La valeur nette des logiciels est constante (19 M€ en 2024 comme en 2023), étant donné que les dotations aux amortissements de l'année 2024 (7 M€) sont identiques aux flux d'achat et de mise en service (7 M€).

- **Les immobilisations incorporelles en cours**

L'évolution des immobilisations incorporelles en cours entre les années 2023 et 2024 n'est pas significative.

(en millions d'euros)	Valeur brute au début de l'exercice	Augmentations		Diminutions			Valeur brute à la fin de l'exercice	Variation de l'exercice
		Acquisitions	Augmentation par virement de poste à poste	Mise au rebut ou requalification	Mises en service	Diminution par virement de poste à poste		
Logiciels	4	5	0	0	6	0	3	-20%
Autres immobilisations incorporelles	0	0	0	0	0	0	0	0,00%
Avances et acomptes versés sur immobilisations incorporelles	0	0	0	0	0	0	0	0,00%
Total immobilisations incorporelles en cours	4	5	0	0	6	0	3	-20%

1.2 Immobilisations corporelles

Au bilan (cf. supra), les immobilisations corporelles s'élèvent en 2024 à 4 859 M€ en brut (contre 4 787 M€ en 2023). De même, en valeur nette, elles s'élèvent à 1 171 M€ en 2024 contre 1 157 M€ en 2023.

Ce constat s'explique essentiellement par l'exécution du plan de relance énergétique (PRE), des plans de résilience I et II (*bâtiments acquis ou mis à disposition : structure, aménagements extérieurs, installations techniques*) ainsi que du plan « transition énergétique 2024 ».

- Le parc immobilier et les terrains

(en millions d'euros)	Valeur brute au début de l'exercice	Augmentations			Diminutions			Valeur brute à la fin de l'exercice	Variation de l'exercice
		Acquisitions / Mises à disposition	Mises en service	Augmentation par virement de poste à poste	Cessions	Mises au rebut	Diminution par virement de poste à poste		
Terrains nus mis à disposition	0	0	0	0	0	0	0	0	0,00%
Terrains nus acquis	0	0	0	0	0	0	0	0	0,00%
Terrains aménagés mis à disposition	0	0	0	0	0	0	0	0	0,00%
Terrains aménagés acquis	0	0	0	0	0	0	0	0	0,00%
Terrains bâtis mis à disposition	47	0	0	0	0	0	0	47	0,00%
Terrains bâtis acquis	8	0	0	0	0	0	0	8	0,00%
Terrains bâtis autres	0	0	0	0	0	0	0	0	0,00%
Terrains sites naturels	0	0	0	0	0	0	0	0	0,00%
Agencements et aménagements de terrains bâtis mis à disposition	5	0	0	0	0	0	0	6	3,51%
Agencements et aménagements de terrains bâtis acquis	3	0	0	0	0	0	0	3	1,77%
Agencements et aménagements de terrains bâtis autres	0	0	0	0	0	0	0	0	0,00%
Bâtiments acquis structure	114	0	1	0	9	0	-9	114	0,58%
Bâtiments mis à disposition structure	230	0	1	0	0	0	0	231	0,46%
Autres bâtiments structure	7	0	0	0	0	0	0	8	3,47%
Bâtiments acquis aménagements extérieurs	52	0	1	0	2	0	-2	53	2,51%
Bâtiments mis à disposition aménagements extérieurs	121	0	2	0	0	0	0	123	1,56%
Autres bâtiments aménagements extérieurs	0	0	0	0	0	0	0	0	0,00%
Bâtiments acquis installations techniques	182	1	3	0	8	0	-8	186	2,00%
Bâtiments mis à disposition installations techniques	312	2	7	0	0	0	0	321	2,84%
Autres bâtiments installations techniques	1	0	0	0	0	0	0	1	0,00%
Bâtiments acquis finitions intérieures	54	0	1	0	2	0	-2	56	2,49%
Bâtiments mis à disposition finitions intérieures	106	1	2	0	0	0	0	108	2,27%
Autres bâtiments finitions intérieures	0	0	0	0	0	0	0	0	0,00%
Installations, agencements et aménagements des constructions	89	0	0	0	0	1	0	89	-0,59%
Constructions sur sol d'autrui structure	20	0	0	0	0	0	0	20	0,11%
Constructions sur sol d'autrui aménagements extérieurs	9	0	0	0	0	0	0	9	0,01%
Constructions sur sol d'autrui installations techniques	24	0	1	0	0	0	0	25	3,82%
Constructions sur sol d'autrui finitions intérieures	8	0	0	0	0	0	0	8	0,96%
Total terrains et constructions	1 396	5	19	1	22	1	-21	1 419	1,64%

La valeur du parc immobilier et des terrains est en légère augmentation en 2024 par rapport à 2023 (+1,64 %).

Ce constat s'explique essentiellement par une reprise progressive de l'activité sur les projets immobiliers, et plus particulièrement par l'exécution du PRE, des plans de résilience I et II (*bâtiments acquis ou mis à disposition : structure, aménagements extérieurs, installations techniques*) ainsi que du plan « transition énergétique 2024 ».

Ainsi, l'augmentation est de 0,58 % pour la structure des bâtiments acquis et de 2,51 % pour les aménagements extérieurs des bâtiments mis à disposition.

Pour les mêmes motifs, le poste *bâtiments mis à disposition finitions intérieures* est en augmentation par rapport à l'année 2023 (+2,27%).

- **Les installations techniques, matériels et outillages**

(en millions d'euros)	Valeur brute au début de l'exercice	Augmentations			Diminutions			Valeur brute à la fin de l'exercice	Variation de l'exercice
		Acquisitions / Mises à disposition	Mises en service	Augmentation par virement de poste à poste	Cessions	Mises au rebut	Diminution par virement de poste à poste		
Installations techniques et installations complexes spécialisées	28	0	1	0	0	1	0	29	2,57%
Installations à caractère spécifique	88	0	0	0	0	1	0	87	-0,88%
Matériels et outillages	2 710	121	31	0	5	107	1	2 749	1,46%
Total installations techniques, matériels et outillages	2 826	122	32	0	5	109	1	2 865	1,40%

Les *installations techniques, matériels et outillages* sont, en valeur brute, en légère augmentation par rapport à 2023 (+1,4 %).

Ceci s'explique par des montants d'acquisitions de biens (122 M€) et de mises en service (32 M€) proches des montants de cessions (5 M€) et de mises au rebut de matériels (109 M€).

Au sein de cet ensemble, le principal poste *matériels et outillages* (qui représente plus de 95,89 % du montant total du poste) connaît une faible augmentation (+1,46 %). En effet, bien que les investissements en matériels et outillages soient conséquents en 2024 (121 M€), il en va de même des sorties de matériels par mise au rebut (107 M€).

Le niveau d'investissement dans l'outil de production reste donc particulièrement important en 2024.

En revanche, le montant particulièrement élevé de ces mises au rebut s'explique avant tout par la poursuite, au cours de l'année 2024, de l'amélioration de la politique de suivi de la procédure d'inventaire physique au sein des unités du CNRS initiée en 2019.

- **Les collections et les autres immobilisations corporelles**

(en millions d'euros)	Valeur brute au début de l'exercice	Augmentations			Diminutions			Valeur brute à la fin de l'exercice	Variation de l'exercice
		Acquisitions / Mises à disposition	Mises en service	Augmentation par virement de poste à poste	Cessions	Mises au rebut	Diminution par virement de poste à poste		
Collections	1	0	0	0	0	0	0	1	-0,20%
Installations générales, agencements et aménagements divers	48	0	0	0	0	0	0	48	0,52%
Matériel de transport	16	1	0	0	0	0	0	17	4,62%
Matériel de bureau et informatique	397	21	0	0	0	29	0	389	-1,92%
Mobilier	18	0	0	0	0	0	0	18	0,06%
Matériels divers	15	1	0	0	0	0	0	16	4,89%
Total autres immobilisations corporelles	495	24	0	0	0	30	0	489	-1,19%

Le montant des collections et autres immobilisations corporelles est en faible diminution entre 2023 et 2024 (-1,19 %).

Le principal poste *matériel de bureau et informatique*, qui s'élève en valeur brute à 389 M€ en 2024 contre 397 M€ en 2023, illustre parfaitement cette diminution.

Le programme de récolement physique des matériels informatiques totalement amortis qui a été mis en œuvre par les unités de recherche depuis l'année 2019 et poursuivi activement en 2024 s'est traduit par un montant particulièrement élevé de sorties de biens par mise au rebut (29 M€). Par ailleurs, l'investissement en équipements informatiques reste soutenu (21 M€ d'acquisitions).

- Les amortissements des immobilisations corporelles

(en millions d'euros)	Cumulés au début de l'exercice	Augmentations (dotations de l'exercice)	Augmentations liées aux retraitements	Diminutions liées aux retraitements	Diminutions (amortissements afférents aux éléments de l'actif sortis)	Cumulés à la fin de l'exercice
Terrains nus mis à disposition	0	0	0	0	0	0
Terrains nus acquis	0	0	0	0	0	0
Terrains aménagés mis à disposition	0	0	0	0	0	0
Terrains aménagés acquis	0	0	0	0	0	0
Terrains bâtis mis à disposition	0	0	0	0	0	0
Terrains bâtis acquis	0	0	0	0	0	0
Terrains bâtis autres	0	0	0	0	0	0
Terrains sites naturels	0	0	0	0	0	0
Agencements et aménagements de terrains nus	0	0	0	0	0	0
Agencements et aménagements de terrains bâtis mis à disposition	1	0	0	0	0	2
Agencements et aménagements de terrains bâtis acquis	1	0	0	0	0	1
Bâtiments acquis structure	182	13	0	0	0	195
Bâtiments mis à disposition structure	408	23	0	0	0	431
Autres bâtiments structure	2	0	0	0	0	2
Bâtiments acquis aménagements extérieurs	0	0	0	0	0	0
Bâtiments mis à disposition aménagements extérieurs	0	0	0	0	0	0
Autres bâtiments aménagements extérieurs	0	0	0	0	0	0
Bâtiments acquis installations techniques	0	0	0	0	0	0
Bâtiments mis à disposition installations techniques	0	0	0	0	0	0
Autres bâtiments installations techniques	89	0	0	0	1	89
Bâtiments mis à disposition finitions intérieures	0	0	0	0	0	0
Autres bâtiments finitions intérieures	0	0	0	0	0	0
Installations, agencements et aménagements des constructions	0	0	0	0	0	0
Constructions sur sol d'autrui structure	36	2	0	0	0	38
Constructions sur sol d'autrui aménagements extérieurs	0	0	0	0	0	0
Constructions sur sol d'autrui installations techniques	0	0	0	0	0	0
Constructions sur sol d'autrui finitions intérieures	0	0	0	0	0	0
Installations techniques et installations complexes spécialisées	25	1	0	0	1	25
Installations à caractère spécifique	80	2	0	0	1	81
Matériels et outillages	2 370	127	0	0	112	2 385
Collections	0	0	0	0	0	0
Installations générales, agencements et aménagements divers	37	1	0	0	0	38
Matériel de transport	12	1	0	0	0	12
Matériel de bureau et informatique	319	30	0	0	29	320
Mobilier	16	1	0	0	0	16
Matériels divers	12	1	0	0	0	13
Total immobilisations corporelles	3 590	203	0	0	144	3 649

Les amortissements afférents aux immobilisations corporelles s'établissent à 3 649 M€ en 2024, tandis qu'ils s'élevaient à 3 590 M€ en 2023 ; le montant des dotations de l'exercice s'élève à 203 M€ en 2024.

- Les encours d'immobilisations

(en millions d'euros)	Valeur brute au début de l'exercice	Augmentations		Diminutions			Valeur brute à la fin de l'exercice	Variation de l'exercice
		Acquisitions	Augmentation par virement de poste à poste	Mise au rebut ou requalification	Mises en service	Diminution par virement de poste à poste		
Aménagements de terrains	0	0	0	0	0	0	0	0,00%
Constructions	20	24	0	0	18	0	25	28,78%
Constructions sur sol d'autrui	1	3	0	0	1	0	4	177,04%
Installations techniques, matériels et outillages	26	36	0	0	31	0	31	20,31%
Autres immobilisations corporelles	1	2	0	0	2	0	1	1,25%
Avances versées sur immobilisations corporelles	22	2	0	0	0	0	25	11,18%
Total immobilisations corporelles en cours	70	67	0	0	52	0	85	22,67%

Le montant des immobilisations en cours est en augmentation sensible en 2024 (85 M€ en 2024 contre 70 M€ en 2023).

En effet, même si les mises en service ont atteint des montants importants au cours de l'année 2024 (52 M€), les dépenses d'acquisitions d'immobilisations en cours se situent à niveau assez élevé en 2024 (67 M€).

Ce constat s'explique essentiellement par une reprise progressive de l'activité sur les projets immobiliers, et plus particulièrement par l'exécution du PRE, des plans de résilience I et II (*bâtiments acquis ou mis à disposition : structure, aménagements extérieurs, installations techniques*) ainsi que du plan « transition énergétique 2024 ».

Concernant le poste *Installations techniques, matériels et outillages*, les dépenses d'acquisition, qui s'élèvent en 2024 à 36 M€, sont légèrement supérieures aux mises en service de ce même exercice, d'un montant de 31 M€.

Au 31 décembre 2024, les principales immobilisations corporelles en cours concernent la fabrication d'un aimant hybride et d'un transformateur, toutes deux au sein de l'unité LNCMI de Grenoble et pour un montant respectif de 7 M€ et 4 M€. Il convient de signaler également la construction d'un laboratoire sous-marin, d'un montant de 3 M€.

- Les impacts du décret n° 2008-1248 du 01/12/2008 et de la mise en place de conventions de délégations de gestion

- Décret n°2008-1248 du 1^{er} décembre 2008 relatif à l'utilisation des immeubles domaniaux par les services de l'Etat et ses établissements publics

Le décret ainsi que les circulaires d'application de janvier 2009 ont remplacé le dispositif de remise en dotation aux établissements publics par un dispositif de conventions d'utilisation moyennant le paiement de loyers budgétaires. La signature de telles conventions établies selon le modèle fixé par l'arrêté du 21 avril 2009 maintient les biens sous le contrôle des opérateurs. Au 31 décembre 2024, la situation des conventions d'utilisation au CNRS est la suivante :

- 44 conventions sont actuellement en vigueur ;
- 3 conventions d'utilisation sont en cours d'instruction.

- Mise en place de conventions de délégations de gestion entre le CNRS et les universités

Dans le cadre des orientations données par son conseil d'administration, le CNRS a défini avec ses principaux partenaires (universités) des conventions de délégation globale de gestion (DGG).

Afin de clarifier la gestion des unités mixtes de recherche (sous la double tutelle du CNRS et des universités), la gestion administrative et financière de ces unités peut être confiée à un seul partenaire (universités ou CNRS selon les cas). L'entité gestionnaire (délégataire) reçoit alors une subvention de fonctionnement de la part du partenaire (délégant) qui lui a confié la gestion de l'unité.

A la signature de la convention, le délégant peut mettre à disposition du délégataire des matériels ou des immeubles.

Ces mises à disposition ne transfèrent pas, du délégant au délégataire, le contrôle des biens concernés. Elles sont, en effet, pour le délégant, des affectations de ressources à des travaux de recherche, réalisés au travers des UMR, conformément à ses statuts et missions. Ainsi, le délégant ne se dessaisit pas des avantages économiques ou des potentiels de service des équipements considérés.

1.3 Immobilisations financières

(en millions d'euros)	Valeur brute au début de l'exercice	Augmentations		Diminutions		Valeur brute à la fin de l'exercice	Variation de l'exercice
		Acquisitions	Augmentation par virement de poste à poste	Cessions	Diminution par virement de poste à poste		
Titres de participation	48	1	0	0	0	50	2,94%
Autres formes de participation	8	0	0	4	0	4	-50,09%
Créances rattachées à des participations	5	2	0	2	0	5	1,31%
Titres immobilisés	0	0	0	0	0	0	0,00%
Prêts au personnel	0	0	0	0	0	0	0,00%
Autres prêts	0	0	0	0	0	0	0,00%
Cautionnements	0	0	0	0	0	0	0,00%
Créances diverses et intérêts courus	0	0	0	0	0	0	0,00%
Total immobilisations financières	63	3	0	6	0	60	-4,19%

- Les participations

DESIGNATION DE LA PARTICIPATION (en euros)	Capital de l'organisme	% de détention du capital par le CNRS	Valeur totale d'acquisition au 31/12/2024	Valeur patrimoniale au 31/12/2024 ⁵	Provisions au 31/12/2024	Valeur nette comptable au 31/12/2024
PARTICIPATIONS à plus de 50%						
CNRS CREATE	0	0,00%	0	0	0	0
THEMIS	3 006	100,00%	3 005	333 013	0	3 005
CNRS EDITIONS	762 000	99,99%	762 108	1 191 866	0	762 108
SYNCHROTRON SOLEIL		72,00%	8 640	149 076 788	0	8 640
CNRS INNOVATION	1 128 123	69,60%	815 023	3 300 026	0	815 023
Sous-total participations à plus de 50%	1 893 129		1 588 776	153 901 693	0	1 588 776
PARTICIPATIONS entre 10 et 50%						
European Gravitational Observatory (EGO)	100 000	50,00%	50 000	963 970	0	50 000
Institut de RadioAstronomie Millimétrique (IRAM)	1 524	47,00%	717	71 510 066	0	717
Canada France Hawaii Telescope Corporation (CFHT)	NC	42,50%	0	NC	0	0
Centre Européen de Recherche en Biologie et en Médecine (CERBM)	11 952	33,33%	3 984	3 786 860	0	3 984
SATT Lyon Saint Etienne (LSE) Pulsalys	1 000 000	33,00%	5 333 000	-652 034	5 333 000	0
SATT Conectus Alsace	1 000 000	26,00%	6 630 000	3 531 583	6 630 000	0
SATT LUTECH	1 000 000	24,20%	6 966 000	-181 789	6 966 000	0
Quadrivium Gestion	40 000	23,00%	0	-60 793	0	0
SATT SUD EST (ex PACA Corse)	1 000 000	23,00%	4 140 000	1 171 956	3 910 000	230 000
SATT Midi Pyrénées (Toulouse Tech Transfer, TTT)	1 112 000	22,48%	1 400 000	1 681 324	1 061 043	338 957
SATT AxLR Occitanie Mediterranee	1 112 000	20,68%	690 000	671 137	455 255	234 745
GENCI	10	20,00%	2	80 281 531	0	2
IDYLLE	50 000	20,00%	10 000	NC	0	10 000
SATT Aquitaine (AST)	1 000 000	19,00%	6 878 000	-6 486 924	6 878 000	0
SATT Paris-Saclay	1 000 000	19,00%	1 463 001	-1 205 539	1 463 001	0
ILL - INSTITUT PAUL LANGEVIN	2 400	16,67%	381		0	381
MERCATOR OCEAN	1 000	16,00%	150	4 621 439	0	150
SATT Ouest Valorisation	1 000 000	16,00%	4 800 001	585 413	4 800 001	0
European Synchrotron Radiation Facility (ESRF)	15 250	13,75%	2 096	181 345	0	2 096
SATT Grand Est (Sayens)	1 396 000	13,32%	1 614 380	1 287 574	1 536 944	77 436
SATT Linksium Grenoble Alpes	1 000 000	12,10%	3 029 000	-4 072 717	3 029 000	0
SATT ERGANE0 (IDF INNOV)	1 000 000	10,20%	2 618 000	-6 737 694	2 618 000	0
ANR IEED PIVERT	5 000 000	10,00%	500 000	-6 096 748	500 000	0
Sous-total participations entre 10% et 50%	17 842 136		46 128 711	144 779 960	45 180 244	948 467
PARTICIPATIONS moins de 10%						
IFMAS SAS	2 345 000	9,85%	0	0	0	0
SATT Nord lille	1 000 000	8,40%	2 016 000	-4 230 026	2 016 000	0
GENOPLANTE VALOR	3 810 000	4,00%	0	NC	0	0
FAIR	25 000	2,62%	656	241 494 097	0	656
XFEL	25 000	1,60%	393	928 933 058	0	393
Plate forme d'innovation Nouvelles Vagues	1 152 000	0,43%	5 000	NC	0	5 000
IPVF	14 500 000	0,00%	8	15 892 191	0	8
COOPANORD	NC	NC	0	NC	0	0
Sous-total participations moins de 10%	22 857 000		2 022 057	1 182 089 320	2 016 000	6 057
TOTAL	42 592 265		49 739 544	1 480 770 973	47 196 244	2 543 300

Le compte 261 « titres de participation », ajouté aux prêts et aux avances que le CNRS consent (cf. rubrique *créances rattachées à des participations*), traduit l'engagement financier de l'établissement auprès d'un certain nombre d'organismes.

La valeur patrimoniale de ces titres de participation au 31/12/2024 correspond au montant des fonds propres des entités concernées.

⁵ Capitaux propres au bilan des sociétés

S'agissant plus particulièrement des titres de participation, ils retracent les participations détenues par le CNRS auprès :

- De sociétés ayant une activité spécifique, notamment *Thémis* (100 %), *CNRS Editions* (+ de 99%), *CNRS Innovation* (+69%) ;
- De sociétés scientifiques, telles que *Synchrotron Soleil* où la participation du CNRS représente 72 % du capital de cet organisme.

En outre, dans le cadre du programme *Investissements d'avenir*, l'Etat dote en capital, via l'*Agence nationale de la recherche* (ANR), des établissements et organismes de recherche ou leurs structures porteuses afin que ceux-ci, en tant qu'actionnaires, contribuent à la constitution du capital social des *sociétés d'accélération du transfert de technologies* (SATT). Au 31 décembre 2024, le montant des titres de participation s'élève à 49,7 M€ dont 48 M€ pour les treize SATT détenues par le CNRS (contre 46 M€ en 2023 pour ces mêmes SATT).

Par ailleurs, il est précisé qu'en application de l'instruction du 18 décembre 2012 relative à la comptabilisation des financements externes de l'actif, les participations du CNRS dans les SATT étant entièrement financées par l'Etat, les dépréciations susvisées ont entraîné une reprise au résultat du financement afférent pour un même montant. Ces opérations sont donc neutres sur le résultat de l'établissement.

- Fin 2024, sont dépréciés :
 - Les titres de certaines SATT, en raison, pour une majorité d'entre elles, de l'actif net inférieur aux capitaux propres de ces mêmes sociétés ;
 - Les titres de la société *Pivert*.

Les *créances rattachées à des participations* correspondent à des créances à long terme que le CNRS détient sur sa filiale *CNRS Innovation* dans le cadre de la mise en œuvre de la loi sur l'innovation du 12 juillet 1999 relative aux transferts de technologie de la recherche publique auprès de jeunes entreprises innovantes. Il s'agit en général de cessions de brevets au profit d'entreprises moyennant une participation du CNRS au capital de ces dernières via la filiale *CNRS Innovation*.

Enfin, depuis l'exercice 2020, les apports en numéraire réalisés auprès du GIE Ganil sont comptabilisés en immobilisations financières – Autres formes de participation. A la clôture de l'exercice, ces apports correspondent au montant des subventions non encore dépensées par l'entité et qui sont destinées à l'acquisition d'immobilisations corporelles indispensables à son activité. Fin 2024, ces apports s'élèvent 4,2 M€ (contre 8,4 M€ en 2023).

• Les prêts

Le poste « *prêts* » représente exclusivement les *prêts consentis au personnel* (aides exceptionnelles remboursables) et aux sociétés de construction dans le cadre de conventions de mise à disposition de logements au personnel.

Le montant du poste est peu significatif (0,26 M€ en 2024).

• Les cautionnements

Les cautionnements réalisés par l'établissement se maintiennent à 0,2 M€ en 2024.

Ces montants restent stables et n'ont pas d'incidence significative sur les comptes de l'établissement.

2 Les créances

Les créances (brut) s'établissent au bilan à 1 536 M€ au 31 décembre 2024 contre 1 386 M€ au 31 décembre 2023 (soit +11%). Cette augmentation significative (+ 151 M€) repose fondamentalement sur un poste et la tendance à la hausse des créances clients publics hors TVA.

- +14.7% des produits à recevoir de 1 193 M€ au 31 décembre 2024 à 1 040 M€ au 31 décembre 2023.
- 26% de baisse du crédit de TVA à 78 M€ en 2024 contre 105 M€ en 2023.
- Globalement les créances sur les entités publiques augmentent de 42M€ (187M€ en 2024 contre 145 en 2023) et alors que les privées diminuent de 2M€.

(en millions d'euros)	2023	2024	Variation de l'exercice	Degré de liquidité de l'actif	
				Échéance à 1 an au plus	Échéance à plus d'1 an
Créances de l'actif immobilisé					
- Créances rattachées à des participations	13	9	-28,53%		9
- Prêts	0	0	-1,16%		0
- Autres créances immobilisées	0	0	50,00%		0
Total créances de l'actif immobilisé	14	10	-26,78%	0	10
Créances de l'actif circulant					
- Créances sur des entités publiques (Etat, autres entités publiques), des organismes internationaux et la Commission européenne:	252	266	5,64%	226	40
- Subventions du ministère de tutelle	6	2	-73,08%	2	
- Subvention pour charge d'investissement	0	40			40
- Subventions des autres ministères	3	3	0,09%	3	
- Subventions de l'ANR – IA	21	28	37,29%	28	
- Subventions de l'ANR – hors IA	33	30	-9,57%	30	
- Subventions des autres opérateurs – IA	2	3	30,20%	3	
- Autres subventions d'investissement Etat	1	5	282,58%	5	
- Subventions des régions	26	12	-54,22%	12	
- Subventions des départements	0	0	11,99%	0	
- Subventions des communes et groupements de communes	0	0	158,72%	0	
- Subventions des autres collectivités et établissements publics	7	6	-10,76%	6	
- Subventions de la Commission Européenne	31	25	-18,43%	25	
- Subventions des autres financeurs publics européens	0	0	15,42%	0	
- Subventions des autres financeurs publics étrangers (hors UE)	1	1	34,57%	1	
- Subventions publiques diverses	2	2	40,94%	2	
- Prestations liées à des contrats de recherche publics hors IA	6	3	-45,58%	3	
- Autres ventes et prestations avec tiers publics	5	24	372,30%	24	
- Opérations particulières avec l'Etat	0	0	0,00%	0	
- TVA et autres créances fiscales	105	78	-26,06%	78	
- Créances douteuses sur des entités publiques	2	2	5,61%	2	
- Créances clients et comptes rattachés :	58	57	-2,69%	57	0
- Financements privés	5	4	-22,27%	4	
- Prestations liées à des contrats de recherche privés	20	20	-2,04%	20	
- Autres ventes et prestations avec tiers privés	6	6	-2,36%	6	
- Créances diverses	8	8	-1,53%	8	
- Créances douteuses sur des entités privées	19	19	1,47%	19	
- Créances sur les redevables (produits de la fiscalité affectée)	0	0	0,00%	0	
- Avances et acomptes versés sur commandes	5	5	-1,39%		5
- Créances correspondant à des opérations pour comptes de tiers (dispositifs d'intervention)	0	0	0,00%	0	
- Créances sur les autres débiteurs	18	7	-60,96%	7	
- Produits à recevoir	1 040	1 193	14,67%	1 193	
- Charges constatées d'avance (dont primes de remboursement des emprunts)	12	9	-26,71%	9	
Total créances de l'actif circulant	1 386	1 536	10,88%	1 492	45

2.1 Les créances clients et comptes rattachés (brut)

- **La subvention pour charge de service public (SCSP)**

L'intégralité des versements a été réalisée sur l'exercice correspondant. Par conséquent, la créance de l'Etat pour l'exercice 2024 est soldée au 31 décembre 2024.

- **La subvention pour charges d'investissement (SCI)**

La subvention pour charge d'investissement d'un montant attributif de 41 M€ au titre de 2024, au titre du projet ANVOLE, a fait l'objet d'un encaissement de 1 M€ en 2024.

- **Les créances clients**

L'ensemble des créances clients relatives aux entités publiques et privées s'élève à 323 M€ dont 266 M€ pour les créances publiques (252 M€ en 2023) et les créances privées baissent légèrement (-2.69% à 57 M€ en 2024 contre 58 M€ en 2023).

- Parmi les types de clients publics, l'Etat et ses administrations expliquent cette hausse notamment dans le cadre des subventions d'investissement ; pour le privé, la baisse repose principalement sur les créances sur financements privés (-22%) et, dans une moindre mesure sur l'ensemble des financements et prestations (-2%);
- A contrario, l'apurement régulier des comptes d'imputation provisoire et des comptes d'avance se poursuit.

- **Les créances clients (hors créances douteuses ou litigieuses)**

Les *créances clients* (hors créances douteuses et litigieuses) s'élèvent en 2024 à 266 M€ (dont 78 M€ de TVA) pour les créances publiques et 37 M€ pour les créances privées contre respectivement 252 M€ (dont 105 M€ de TVA) et 39 M€ au 31 décembre 2023.

Les principales créances clients concernent :

- Projet de jouvence GANIL/SPIRAL 2, créance du MESR d'un montant attributif de 7.5 M€, le solde de ce projet s'élève à 6.5 M€.
- Projet de jouvence SOLEIL, créance du MESR d'un montant attributif de 27 M€, le solde de ce projet s'élève à 12.96 M€.
- Projet Anvole, subvention pour charges d'investissement notifiée pour 41 M€, le solde de cette subvention s'élève à 40 M€

Abstraction faite des créances douteuses ou litigieuses et de la TVA, les créances clients au 31 décembre 2024 concernent à :

- 71 % des débiteurs publics français et 12 % des clients publics étrangers ;
- 17 % des débiteurs privés.

Les différents débiteurs publics se répartissent ainsi en 2024 :

- Les collectivités territoriales : 12 M€, soit 6,42% (contre 26 M€ en 2023 soit 18,1%) :

(en millions d'euros)	2023	2024	Degré de liquidité de l'actif	
			Échéance à 1 an au plus	Échéance à plus d'1 an
- Subventions des régions	26	12	12	
- Subventions des départements	0	0	0	
- Subventions des communes et groupements de communes	0	0	0	

- Les établissements publics nationaux et autres organismes publics (hors ANR) : 8 M€ (contre 9 M€ en 2023) :

(en millions d'euros)	2023	2024	Degré de liquidité de l'actif	
			Échéance à 1 an au plus	Échéance à plus d'1 an
- Subventions des autres collectivités et établissements publics	7	6	6	
- Subventions publiques diverses	2	2	2	

- L'ANR : 61 M€ (contre 56 M€ en 2023) :

(en millions d'euros)	2023	2024	Degré de liquidité de l'actif	
			Échéance à 1 an au plus	Échéance à plus d'1 an
- Subventions de l'ANR – IA	21	28	28	
- Subventions de l'ANR – hors IA	33	30	30	
- Subventions des autres opérateurs – IA	2	3	3	

- Les ministères : 50 M€ (contre 10 M€ en 2023) ;
- Les publics étrangers : 26 M€ dans l'Union européenne (31M€ en 2023) et 0,7 M€ hors de l'Union européenne (0,5M€ en 2023).

- Les débiteurs privés se partagent comme suit en 2024 :

(en millions d'euros)	2023	2024	Degré de liquidité de l'actif	
			Échéance à 1 an au plus	Échéance à plus d'1 an
- Financements privés	5	4	4	
- Prestations liées à des contrats de recherche privés	20	20	19	
- Autres ventes et prestations avec tiers privés	6	6	6	
- Créances diverses	8	8	8	

- Les contrats de recherche avec les clients privés : 4 M€ (contre 5,2 M€ en 2023) ;
- Les prestations de services : 25,7M€ (contre 26,3 M€ en 2023) ;
- Les créances diverses : 7,7 M€ (contre 7,8 M€ en 2023).

▪ Précisions sur les contrats européens

La mise en place des contrats européens du programme cadre FP7 a débuté en 2008 ; celle des H2020 au cours de l'exercice 2014 ; celle des Horizon Europe en 2023.

Au 31 décembre 2024, 1302 contrats de recherche avec une date de fin postérieure au 1er janvier 2024 ont été recensés. Ils se décomposent en 2 contrats du 7^{ème} PCRD et 751 projets typés H2020 (contre 987 en 2023).

Il convient d'ajouter que le nouveau programme Horizon Europe officiellement lancé au 1^{er} janvier 2024 se décompose en 4 typologies (Autres, Marie Curie, ERC et EIC) avec respectivement 279, 224, 232 et 47 projets actifs en 2024.

L'évolution du nombre de projets traduit nettement à la fois la clôture de contrats compris dans le cadre du 7^{ème} programme cadre de recherche et de développement (PCRD), la fin des contrats issus du programme cadre H2020 et le déploiement accru du programme Horizon Europe en 2024, deuxième année de déploiement.

Evolution du nombre de contrats de recherche non clôturés :

Typologie de contrat	2024	2023	Variation
7 PCRD ERC	2	2	0
H2020 Autres	183	297	-114
H2020 ERC	240	302	-62
H2020 Marie Skłodowska Curie	95	152	-57
HEurope Autres	279	174	105
HEurope EIC	47	32	15
HEurope ERC	232	160	72
HEurope Marie Curie	224	143	81
Total général	1302	1262	40

■ **Précisions sur le programme « Investissement d'avenir » de l'ANR**

Au 31 décembre 2024, le CNRS gère 479 programmes d'investissement d'avenir, en qualité de coordinateur ou de simple partenaire, dont 83 % (85 % en 2023) relèvent directement de l'ANR, soit 400 conventions. Les PEPR représentent une bonne part de la croissance des IA dont le CNRS est bénéficiaire à titre de coordinateur ou de partenaire.

Typologie de contrat	Nombre de projets (date de fin > 2024)	Dont ANR
IA 3IA	3	2
IA ASDESR	1	1
IA Autres Opérateurs	62	
IA AVH	3	3
IA Biotechn.Bioressources	1	1
IA Carnot	3	3
IA CMA	1	1
IA e-FRAN	5	5
IA EQUIPEX	22	22
IA EURE	11	10
IA EXCELLENCES	4	4
IA IDEX	19	17
IA IHU	1	1
IA Infrastr.Nat.Bio.Santé	5	5
IA Inst.Convergences	2	2
IA LABEX	26	24
IA LABEX ds IDEX	9	9
IA MPGA	6	6
IA NSE	1	1
IA OCEAN	10	10
IA PAMR	10	9
IA PCPA	2	2
IA PEPR ACC	145	138
IA PEPR EXP	112	111
IA Projet ds IDEX	12	10
IA RHUS	2	2
IA SATT	1	1
Total général	479	400

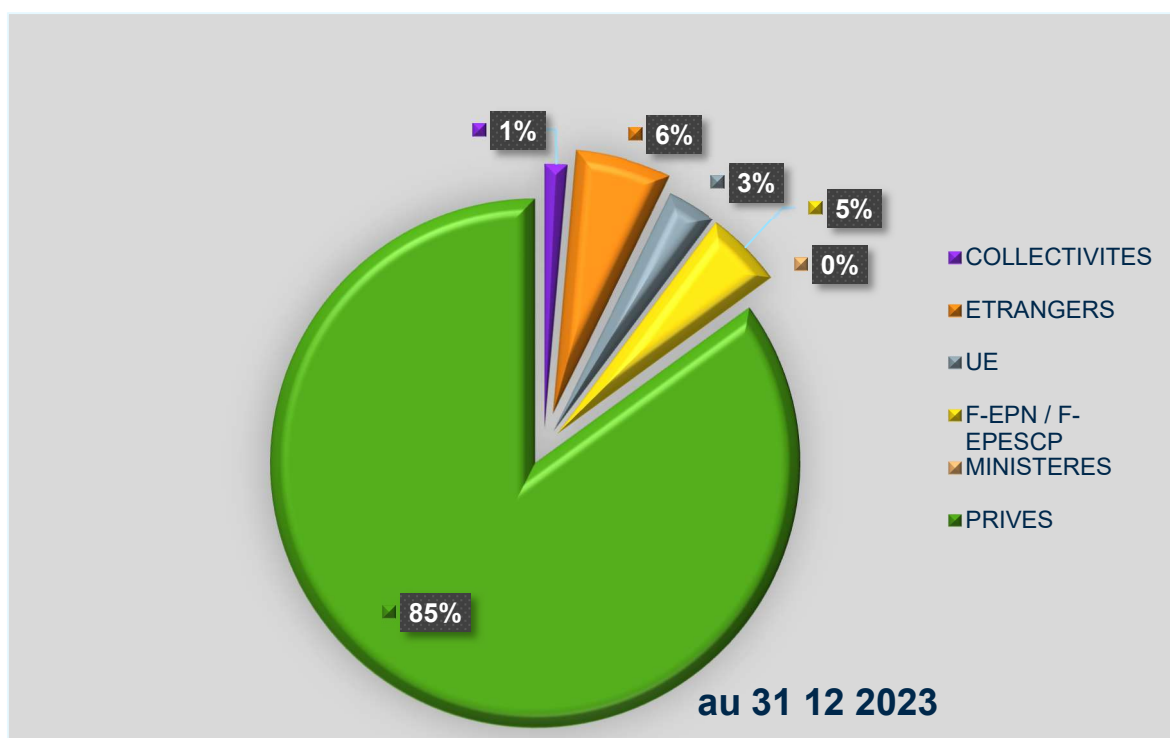
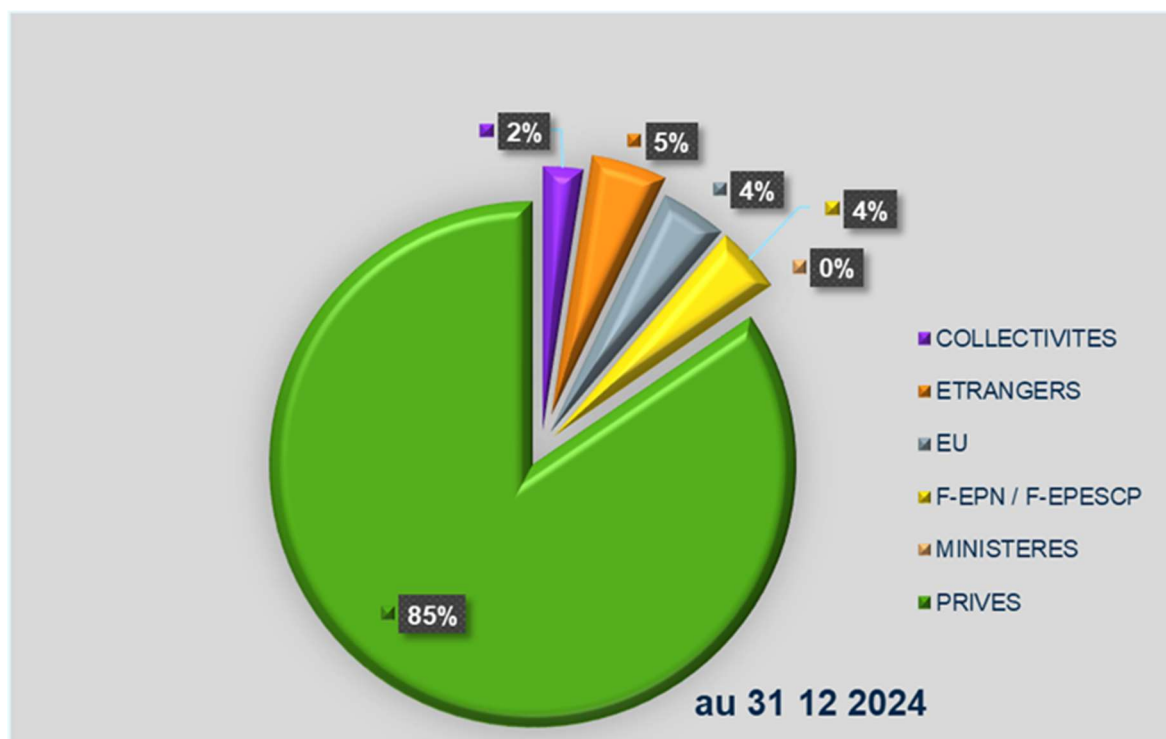
• **Les créances douteuses et litigieuses**

La note du 22 novembre 2023 relative au recouvrement des créances au CNRS a rappelé et actualisé les principes communs devant être mis en pratique par l'ensemble des acteurs de la chaîne du recouvrement, ainsi que les dispositions à appliquer en matière de recouvrement et leurs évolutions.

Cette note décrit les conditions du passage d'une créance en *créance douteuse ou litigieuse* : la seule condition retenue est le risque d'irrecouvrabilité et un examen de chaque dossier notamment lors des comités contentieux.

Hors le fournisseur Hydroption qui pèse pour 7,1 M€ de créances douteuses et dépréciées en 2024, l'évolution des créances douteuses et litigieuses au 31 décembre 2024 marque une inflexion à la hausse pour les clients publics et privés. Au total, les créances douteuses continuent à croître et s'élèvent à 20,7 M€ en 2024 (1.6 M€ pour les entités publiques et 19,1 M€ pour les entités privées) contre 20.3 M€ en 2023 (1.5 M€ pour les entités publiques et 18.8 M€ pour les entités privées).

La répartition des créances douteuses et litigieuses par catégorie de débiteur est la suivante :



Les *créances clients douteuses et litigieuses* au 31 décembre 2024 concernent pour 6.7 % des débiteurs publics français (1.39 M€ en 2024 contre 1.25 M€ en 2023) :

- Les collectivités territoriales : 2.47% contre 1.39% en 2023;
- Les établissements publics nationaux et autres organismes publics : 4.11%, pourcentage en baisse par rapport à 2023.

○

Les créances clients douteuses et litigieuses au 31 décembre 2024 concernent à 93,3% des débiteurs privés et des débiteurs étrangers (19.3 M€ en 2024 contre 19.1 M€ en 2023). Ainsi pour

- Les clients privés français : 85% à l'identique de 2023;
- Les clients de l'Union européenne : 4% (contre 3% % en 2023);
- Les clients étrangers hors Union européenne : 5% (contre 6% en 2023).

Cette répartition retrace parfaitement les règles de passage en créances douteuses et litigieuses mises en œuvre depuis 2017 et la volonté de l'établissement de comptabiliser en clients douteux les créances pour lesquelles le recouvrement est fortement compromis et donc qu'un risque d'irrecouvrabilité existe. En effet, les débiteurs publics dont la date d'émission de la facture est supérieure à 1 an ne sont plus automatiquement comptabilisés en clients douteux, sauf si un litige compromet le versement des fonds attendus par l'établissement.

Les *créances douteuses et litigieuses* ont fait l'objet d'une évaluation individuelle au 31 mai, au 30 septembre et au 31 décembre 2024 par les agents comptables secondaires en charge de leur recouvrement au regard des risques d'irrecouvrabilité identifiés. A chaque arrêté, ceux-ci sont amenés à comptabiliser des dotations ou des reprises liées aux dépréciations de ces créances.

- **Les produits à recevoir**

Les créances de l'établissement qui n'ont pas encore donné lieu à émission de factures au 31 décembre 2024 constituent les produits à recevoir de l'établissement. Elles s'élèvent à 1 193 M€ en 2024 contre 1 040 M€ en 2023, soit une hausse de 15%.

Cette évolution de 153 M€ est principalement justifiée par les divers investissements d'avenir mis en œuvre en 2024 (PEPR en particulier), le déploiement du nouveau programme européen Horizon Europe et les Recherches à Risques (40M€).

2.2 Les créances diverses

Les variations des *créances diverses* impactent peu l'évolution de l'ensemble des créances (21M€ en 2024 contre 35M€ en 2023). Elles se traduisent par une évolution contrastée entre les différentes composantes de ce poste :

- Stabilité du montant des avances et acomptes versés sur commandes (5M€)
- Diminution des créances sur les autres débiteurs (-11M€)
- Diminution des charges constatées d'avance (-3M€)

2.3 Les créances de l'actif immobilisé

Les créances de l'actif immobilisé ont baissé de 28,53%. En effet, elles s'élèvent en 2024 à 9 M€ contre 13 M€ en 2023. Ce constat s'explique par une diminution des apports en numéraire versés au GIE Ganil.

3 Trésorerie

(en millions d'euros)	2023	2024
Bons du Trésor et bons de caisse à court terme	0	0
Autres valeurs mobilières	0	0
Valeurs mobilières de placement	0	0
Disponibilités	1 399	1 531
Total actif	1 399	1 531
Règlement en cours	0	0
Total passif	0	0
Trésorerie nette	1 399	1 531

La trésorerie nette de l'établissement au 31 décembre 2024 s'élève à 1 531 M€, soit une augmentation de 132 M€ par rapport à l'exercice 2023.

Cette hausse s'explique principalement par la hausse des avances versées par les clients publics (+242 M€ entre 2023 et 2024).

4 Fonds propres

(en millions d'euros)	2023	2024
Financement de l'actif par l'Etat	308	346
Ecart de réévaluation	0	0
Réserves	0	0
Report à nouveau	886	884
Situation nette	1 194	1 230
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	-13	-13
Provisions réglementées	0	0
Financement de l'actif par des tiers autres que l'Etat	223	219
Total fonds propres	1 403	1 436

Les fonds propres ont augmenté entre 2024 et 2023 (+33 M€).

Cette augmentation s'explique essentiellement par une subvention pour charge d'investissement pluriannuelle notifiée en 2024 pour 41 M€. Les financements nets de l'actif par l'Etat sont en augmentation (38 M€) du fait de cette subvention d'investissement.

4.1 La situation nette

(en millions d'euros)	2023	Augmentations	Diminutions	2024
Financement de l'actif par l'Etat :				
Financements non rattachés à un actif	13	46	1	57
Financements rattachés à un actif	295	19	25	289
Ecart de réévaluation	0	0	0	0
Réserves	0	0	0	0
Report à nouveau	886	-2	0	884
Situation nette	1 194	62	26	1 230

La situation nette s'établit à 1 230 M€ au 31 décembre 2024 contre 1 194 M€ au 31 décembre 2023.

Le principal poste concerné par cette évolution est le poste de *Financements non rattachés à un actif*, celui-ci étant en augmentation en 2024 à hauteur de 45 M€ (cf. *supra* Bilan). Il s'agit principalement de la subvention pour charge d'investissement attribué par le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche.

S'agissant des financements de l'Etat rattachés à un actif, les variations ne sont pas significatives.

4.2 Les financements externes de l'actif

- Les financements externes de l'actif provenant de l'Etat

(en millions d'euros)	Cumul au début de l'exercice	Augmentations		Diminutions							Cumul à la fin de l'exercice
		Financements reçus	Financements rattachés à l'actif financé	Reprise liée à l'amortissement de l'actif financé	Reprise liée à la dépréciation de l'actif financé	Reprise liée à la cession ou mise au rebut de l'actif financé	Rattachement à des actifs financés acquis sur exercices antérieurs	Correction des imputations des financements reçus au titre d'exercices antérieurs	Annulation ou réduction des financements reçus au titre d'exercices antérieurs	Diminution des financements liée à la cession ou mise au rebut de l'actif financé	
Financements non rattachés à un actif											
- Contrepartie des actifs mis à disposition des établissements	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- Financement des actifs mis à disposition des établissements	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- Contrepartie des actifs remis en pleine propriété	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- Financement des autres actifs :											
État	8	54	- 10	0	0	0	0	0	0	0	52
Agence nationale de la recherche (ANR) - IA	1	8	- 6	0	0	0	1	0	0	0	1
Autres	4	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4
TOTAL	13	62	- 16	0	0	0	1	0	0	0	57
Financements rattachés à un actif											
- Contrepartie des actifs mis à disposition des établissements	119	0	0	6	0	0	0	0	0	0	114
- Financement des actifs mis à disposition des établissements	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- Contrepartie des actifs remis en pleine propriété	14	0	0	-9	8	2	0	0	0	0	13
- Financement des autres actifs :											
État	46	0	10	6	0	0	0	0	0	0	49
Agence nationale de la recherche (ANR) - IA	115	0	7	10	0	0	1	0	0	0	112
Autres	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
- Financement des participations au capital des sociétés	1	1	0	0	1	0	0	0	0	0	1
TOTAL	295	1	17	13	9	2	1	0	0	0	289

Les financements externes de l'actif non rattachés provenant de l'Etat, qui sont constitués par les dotations en nature et en fonds propres accordés par l'Etat, s'élèvent à 57 M€ en 2024 contre 13 M€ en 2023. Cette hausse conséquente de 44 M€ s'explique principalement par l'attribution en 2024 d'une subvention pour charge d'investissement pluriannuelle de 41 M€.

Quant aux financements externes de l'actif rattachés provenant de l'Etat, leur évolution est moins significative (-6 M€).

- Les financements externes de l'actif provenant de tiers autres que l'Etat

(en millions d'euros)	Cumul au début de l'exercice	Augmentations		Diminutions							Cumul à la fin de l'exercice
		Financements reçus	Financements rattachés à l'actif financé	Reprise liée à l'amortissement de l'actif financé	Reprise liée à la dépréciation de l'actif financé	Reprise liée à la cession ou mise au rebut de l'actif financé	Rattachement à des actifs financés acquis sur exercices antérieurs	Correction des imputations des financements reçus au titre d'exercices antérieurs	Annulation ou réduction des financements reçus au titre d'exercices antérieurs	Diminution des financements liée à la cession ou mise au rebut de l'actif financé	
Financements non rattachés à un actif											
- Régions	1	24	-16	0	0	0	7	0	0	0	1
- Départements	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- Communes et groupements de Communes	1	2	-1	0	0	0	0	0	0	0	1
- Autres collectivités et établissements publics	1	5	-4	0	0	0	0	0	0	0	2
- Union Européenne	0	7	-3	0	0	0	2	0	0	0	2
- Autres organismes publics	0	2	-1	0	0	0	0	0	0	0	0
- Personnes morales privées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- Autres personnes dons et legs	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	3	39	-25	0	0	0	10	0	0	0	7
Financements rattachés à un actif											
- Régions	132	0	23	17	0	0	7	0	0	0	131
- Départements	22	0	0	2	0	0	0	0	0	0	21
- Communes et groupements de Communes	10	0	1	2	0	0	0	0	0	0	9
- Autres collectivités et établissements publics	26	0	4	5	0	0	0	0	0	0	25
- Union Européenne	21	0	4	5	0	0	2	0	0	0	19
- Autres organismes publics	7	0	2	1	0	0	0	0	0	0	7
- Personnes morales privées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- Financement des titres immobilisés (dons et legs)	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1
TOTAL	220	0	35	31	1	0	10	0	0	0	212

Les financements externes de l'actif non rattachés provenant de tiers autres que l'Etat s'élèvent à 7 M€ en 2024 contre 3 M€ en 2023. En effet, les rattachements de financements aux actifs (25 M€) sont compensés par les nouveaux financements obtenus notamment auprès des régions et des établissements publics (35 M€).

En outre, au 31 décembre 2024, les financements externes de l'actif non rattachés concernent exclusivement :

- soit des financements portant sur des immobilisations en cours ;
- soit des financements conditionnés à l'envoi d'une justification financière et/ou scientifique.

Par ailleurs, s'agissant des financements externes de l'actif rattachés provenant de tiers autres que l'Etat, ceux-ci ont, de façon inversement proportionnelle aux financements non rattachés, baissé de 8 M€.

5 Dépréciations et provisions

En 2024, les dépréciations de l'actif et les provisions pour risques et charges ont augmenté faiblement, respectivement :

- de +1M€, pour s'établir à 105 M€ pour les dépréciations de l'actif
- de +9M€ pour s'établir à 505 M€ pour les provisions pour risques et charges.

5.1 Les dépréciations des actifs

(en millions d'euros)	Dépréciations au début de l'exercice	Dotations	Reprises	Correction d'erreurs d'exercice antérieur	Dépréciations à la fin de l'exercice
Dépréciations des immobilisations	85	1	0	0	86
Dépréciations des stocks et en-cours	0	0	0	0	0
Dépréciations des comptes de tiers	19	5	5	0	19
Dépréciations des comptes financiers	0	0	0	0	0
Total des dépréciations	104	6	5	0	105

Les dépréciations des actifs concernent les immobilisations corporelles, les immobilisations financières et les comptes de tiers. Elles s'élèvent au total à 105 M€ en 2024.

- **Les dépréciations des immobilisations corporelles : 39 M€**

Aucune nouvelle dépréciation d'immobilisations corporelles n'a été constatée en 2024 par le CNRS.

- **Les dépréciations des participations financières de l'établissement : 47 M€**

L'augmentation, d'un montant de 1 M€, des dépréciations de titres de participation (46 M€ en 2023) s'explique par la recapitalisation de la SATT AST dont les fonds propres étaient inférieurs à la moitié du capital social. La valorisation complémentaire des titres s'est donc traduite par une dépréciation immédiate pour 1,42 M€.

En 2024, aucune dépréciation de créances rattachées aux participations détenues sur la société CNRS Innovation n'a été constatée.

- **Les dépréciations des comptes de tiers : 19 M€**

Le montant des dépréciations des comptes de tiers comptabilisé au 31 décembre 2024 s'élève à 18,8 M€ contre 18,7 M€ en 2023.

La persistance du dossier d'Hydroption dont la procédure collective a débuté à la fin de l'année 2021 et l'absence d'évolution de la situation expliquent le maintien des dépréciations à un tel niveau, le tout couplé à la dépréciation accrue de dossiers existants.

5.2 Les provisions pour risques et charges

(en millions d'euros)	Provisions au début de l'exercice	Dotations	Reprises	Correction d'erreurs d'exercice antérieur	Provisions à la fin de l'exercice
Provisions pour risques					
Provisions pour litiges	3	0	1	0	2
Provisions pour pertes de change	0	0	0	0	0
Provisions pour pertes sur contrat	0	0	0	0	0
Autres provisions pour risques	0	0	0	0	1
Provisions pour charges					
Provisions pour restructurations	0	0	0	0	0
Provisions pour impôts	0	0	0	0	0
Provisions pour gros entretien ou grandes révisions	0	0	0	0	0
Provisions pour remises en état	184	10	1	0	193
Provisions sociales (CET, condés payés)	295	5	4	0	296
Provisions pour intéressement des chercheurs	8	2	0	0	10
Provisions pour charges sociales	0	0	0	0	0
Provisions pour aide au retour de l'emploi	6	0	2	0	4
Total des provisions	497	17	8	0	505

Les provisions pour risques et charges ont légèrement progressé de 497 M€ en 2023 à 505 M€ en 2024.

- **Les provisions pour risques : 3 M€**

En 2024, les contentieux relatifs aux conditions d'exécution des prestations par des tiers n'ont pas connu d'évolution significative.

- **Les provisions pour charges : 502 M€ (493 M€ en 2023)**

Les *provisions pour charges* sont constituées des éléments suivants :

- **Les provisions relatives au compte épargne-temps (CET) : 245 M€ (249 M€ en 2023)**

Les dispositions relatives au CET sont régies par le décret n° 2009-1065 du 28 août 2009 et son arrêté d'application, lesquels instituent deux régimes différents :

- un régime pérenne applicable aux jours épargnés sur un CET ouvert au 31 décembre 2009 et au 31 décembre des années suivantes ;
- un régime spécifique dit « historique » applicable aux jours épargnés sur un CET au 31 décembre 2008.

- CET dit « historique » 2009 : 12 M€

Ce montant correspond à la valorisation des jours de congés épargnés et non monétisés déposés sur un CET. A ce titre, il a été recensé 26 337 jours de congés déposés sur un CET 2009, dont plus de 98% sont détenus par des agents de catégorie A. Le CET historique 2009, qui ne peut désormais plus être alimenté, connaît de ce fait une diminution par rapport à l'année 2023.

- CET pérenne : 233 M€

Ce montant correspond à la valorisation des jours de congés épargnés et non monétisés déposés sur un CET 2024.

Le CET connaît pour l'année 2024 une légère diminution par rapport à l'année 2023 (- 3 M€).

- **Les provisions pour congés payés : 51 M€ (46 M€ en 2023)**

Depuis 2018, il existe au CNRS deux catégories de provisions pour congés payés :

- la provision pour congés payés proprement dite, qui correspond à la valorisation des jours de congés au titre d'une année acquis par les agents, non pris à la clôture de l'exercice, non-inscrits sur un CET et reportables sur l'année suivante ;
- la provision pour dons de congés, qui est calculée sur la base du nombre de jours de congés payés donnés par les agents et constatés au 31 décembre de l'année.

- **Provision pour congés payés : 44 M€**

La provision pour congés payés est en augmentation en 2024 par rapport à l'année précédente (+4 M€). Le nombre de jours de congés pris en compte dans le calcul s'élève à 134 289 au titre de la provision de l'année 2024. Il concerne principalement les agents de catégorie A.

- **Provision pour dons de congés payés : 7 M€**

Le nombre de jours de congés donnés par les agents et constaté au 31 décembre 2024 s'élève à 13 148. Ce nombre correspond aux dons effectués en 2024 et au cours des années antérieures, diminué des dons consommés au cours de l'année 2024. La provision ne connaît pas d'évolution significative

- **La provision au titre de l'aide au retour à l'emploi (ARE) : 4 M€ (6 M€ en 2023)**

Depuis l'exercice 2020, le CNRS comptabilise une provision au titre de l'ARE des bénéficiaires des indemnités chômage, étant donné que son obligation vis-à-vis de ces bénéficiaires a pu être estimée de manière fiable à la clôture de cet exercice.

Cette provision a été évaluée à 4 M€ au titre de l'exercice 2024, contre 6 M€ en 2023, soit une diminution de 2 M€.

Il s'agit d'une sortie progressive du dispositif des agents jusqu'alors indemnisés, à la suite de l'expiration de leurs droits à indemnisation issus de l'ancienne convention de gestion conclue entre le CNRS et Pôle Emploi dans le cadre de l'ancien système d'auto-assurance de l'employeur public qu'était le CNRS.

- **Les provisions pour coûts de démantèlement : 193 M€ (184 M€ en 2023)**

Certains sites de recherche utilisés en partenariat avec des organismes français ou étrangers sont assortis d'engagements futurs pour financer le démantèlement d'équipements.

Au titre de l'exercice 2024, cinq sites font l'objet d'une provision : le GIE « *Grand Accélérateur National d'Ions Lourds* » (GANIL), l'« *European Synchrotron Radiation Facility* » (ESRF), l'observatoire Noema situé sur le Pic de Bure et la station de Pico Veleta en Andalousie, tous deux appartenant à l'*Institut de Radio-Astronomie Millimétrique* (IRAM), l'*Institut Laue Langevin* (ILL), et le *SYNCHROTRON SOLEIL*.

Pour 2024, la méthodologie de calcul des provisions pour coûts de démantèlement de l'ensemble de ces sociétés est la même.

Les provisions pour coûts de démantèlement ont connu une augmentation au titre de cet exercice par rapport à l'exercice 2023 (+ 9 M€).

- **La provision pour prime d'intéressement des chercheurs : 10 M€ (8 M€ en 2023)**

Cette provision augmente entre 2024 et 2023 (+2M€).

6 Dettes

(en millions d'euros)	2023	2024	Variation de l'exercice	Degré d'exigibilité du passif		
				Echéance à 1 an au plus	Echéance à plus d'1 an et 5 ans au plus	Echéance à plus de 5 ans
Dettes financières						
- Emprunts obligataires	0	0	0,00%		0	
- Emprunts souscrits auprès des établissements financiers	0	0	0,00%		0	
- Dettes financières et autres emprunts	13	8	-39,12%		8	
Total dettes financières	13	8	-39,12%	0	8	0,00
Dettes non financières						
- Dettes fournisseurs et comptes rattachés:						
- <i>Dettes fournisseurs</i>	10	8	-19,53%	8		
- <i>Factures fournisseurs non parvenues</i>	91	90	-1,73%	90		
- Dettes fiscales et sociales :			0,00%	0		
- <i>Dettes sociales - Personnel</i>	20	21	4,77%	21		
- <i>Dettes sociales - Organismes sociaux</i>	0	0	14,58%	0		
- <i>Dettes fiscales - TVA</i>	0	0	0,00%	0		
- <i>Autres dettes fiscales</i>	41	41	0,13%	41		
- <i>Autres charges à payer</i>	0	0	0,00%	0		
- <i>Opérations particulières avec l'Etat</i>	81	124	53,35%	124		
- Avances et acomptes reçus	1 606	1 849	15,08%		1 849	
- Dettes correspondant à des opérations pour comptes de tiers (dispositifs d'intervention)	0	0	0,00%	0		
- Autres dettes non financières:			0,00%			
- <i>Opérations en commun</i>	0	0	0,00%	0		
- <i>Comptes créditeurs divers</i>	27	33	22,76%	33		
- <i>Comptes transitoires</i>	98	77	-21,50%	77		
- <i>Produits constatés d'avance</i>	68	63	-7,33%	63		
Total dettes non financières	2 043	2 306	12,88%	457	1 849	0,00
Total dettes	2 056	2 314	12,55%	457	1 857	0,00

Le total des dettes est en augmentation en 2024 par rapport à 2023 (+258 M€).

Cette forte hausse s'explique essentiellement par celle du poste « *avances et acomptes reçus* », qui augmente de 15,08 % pour atteindre un montant de 1 849 M€.

Ces avances se rapportent aux contrats de recherche pour lesquels le fait générateur de l'émission des titres de recettes n'est pas encore intervenu au 31 décembre 2024.

L'augmentation susvisée résulte également, mais plus accessoirement, du poste « *Opérations particulières avec l'Etat* » qui concerne les encaissements réalisés par le CNRS pour le compte de tiers auprès de l'ANR et de l'Union européenne (+ 43 M€).

En revanche, les comptes relatifs aux encaissements pour compte propre (encaissements relatifs à des titres de recette à émettre ou à des avances versées par les clients) ont diminué de 21 M€ entre 2023 et 2024.

Enfin, les *dettes fournisseurs* sont en diminution en 2024 (-2 M€). Leur montant reste relativement faible (8 M€), ce qui illustre de délais maîtrisés dans le paiement des fournisseurs.

Note 4 – Compléments d'informations relatifs au compte de résultat

CHARGES (en millions d'euros)	2024	2023
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Achats	3	2
Consommation de marchandises et approvisionnements, réalisation de travaux et consommation directe de service par l'organisme au titre de son activité ainsi que les charges liées à la variation des stocks	587	564
Charges de personnel		
Salaires, traitements et rémunérations diverses	1 679	1 614
Charges sociales	1 085	1 057
Intéressement et participation	0	0
Autres charges de personnel	36	32
Autres charges de fonctionnement (dont pertes pour créances irrécouvrables)	411	375
Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions et valeur nette comptable des actifs cédés	233	267
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT	4 033	3 912
CHARGES D'INTERVENTION		
Dispositif d'intervention pour compte propre		
Transfert aux ménages	0	0
Transferts aux entreprises	85	81
Transferts aux collectivités territoriales	0	0
Transferts aux autres collectivités	0	0
Charges résultant de la mise en jeu de la garantie de l'organisme	0	0
Dotations aux provisions et dépréciations	0	0
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION	85	81
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT ET D'INTERVENTION	4 118	3 993
CHARGES FINANCIÈRES		
Charges d'intérêt	0	0
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	0	0
Pertes de change	0	0
Autres charges financières	0	0
Dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions financières et valeurs nettes comptables des immobilisations financières cédées	1	10
TOTAL CHARGES FINANCIÈRES	1	10
Impôt sur les sociétés	0	0
RESULTAT DE L'ACTIVITE (BENEFICE)	0	0
TOTAL CHARGES	4 120	4 003

PRODUITS (en millions d'euros)	2024	2023
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT		
Produits sans contrepartie directe (ou subventions et produits assimilés)		
Subventions pour charges de service public	2 943	2 952
Subventions de fonctionnement en provenance de l'Etat et des autres entités publiques	734	612
Subventions spécifiquement affectées au financement de certaines charges d'intervention en provenance de l'Etat et des autres entités publiques	140	90
Dons et legs	1	1
Produits de la fiscalité affectée	0	0
Produits avec contrepartie directe (ou produits directs d'activité)		
Ventes de biens ou prestations de services	186	172
Produits de cessions d'éléments d'actif	1	40
Autres produits de gestion	33	35
Production stockée et immobilisée	0	0
Produits perçus en vertu d'un contrat concourant à la réalisation d'un service public	0	0
Autres produits		
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions (produits de fonctionnement)	13	18
Reprises du financement rattaché à un actif	55	54
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT	4 105	3 971
PRODUITS FINANCIERS		
Produits des participations et des prêts	0	0
Produits nets sur cessions des immobilisations financières	0	10
Intérêts sur créances non immobilisées	0	0
Produits des valeurs mobilières de placement et de la trésorerie	0	0
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	0	0
Gains de change	0	0
Autres produits financiers	0	0
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions financières	1	8
TOTAL PRODUITS FINANCIERS	1	18
RESULTAT DE L'ACTIVITE (PERTE)	13	13
TOTAL PRODUITS	4 120	4 003

1 Evolution générale

1.1 Evolution générale des produits

- Le niveau des produits comptabilisés au cours de l'exercice 2024 augmente de 2,93 % (soit +117 M€).
- Hausse marquée des produits sans contrepartie directe (+164 M€) soit +4,48%
- Baisse des produits avec contrepartie directe (-26 M€) soit -10,77%

(en millions d'euros)	2023	2024	Variation en %
Produits sans contrepartie directe (ou subventions et produits assimilés)	3 654	3 817	4,48%
Subventions pour charges de service public	2 952	2 943	-0,30%
Subventions de fonctionnement en provenance de l'Etat et des autres entités publiques	530	651	22,74%
Subventions spécifiquement affectées au financement de certaines charges d'intervention en provenance de l'Etat et des autres entités publiques	90	140	56,54%
Dons et legs	1	1	0,00%
Produits de la fiscalité affectée	0	0	0,00%
Financements privés	15	31	110,74%
Autres subventions publiques privées	66	51	-22,42%
Produits avec contrepartie directe (ou produits directs d'activité)	246	220	-10,77%
Ventes de biens ou prestations de services:	172	186	8,24%
Produits de cessions d'éléments d'actif	40	1	-97,94%
Autres produits de gestion	35	33	-4,64%
Production stockée et immobilisée	0	0	0,00%
Autres financeurs publics hors France	0	0	0,00%
Autres produits	71	68	-4,60%
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions (produits de fonctionnement)	18	13	-25,29%
Reprises du financement rattaché à un actif	54	55	2,01%
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT	3 971	4 105	3,37%
Produits des participations et des prêts	0	0	0,00%
Produits nets sur cessions des immobilisations financières	10	0	-100,00%
Intérêts sur créances non immobilisées	0	0	0,00%
Produits des valeurs mobilières de placement et de la trésorerie	0	0	0,00%
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	0	0	0,00%
Gains de change	0	0	0,00%
Autres produits financiers	0	0	0,00%
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions financières	8	1	-82,23%
TOTAL PRODUITS FINANCIERS	18	1	-91,89%
TOTAL PRODUITS	3 990	4 107	2,93%

1.2 Evolution générale des charges

Les charges de l'année 2024 ont augmenté de 116 M€ par rapport à l'exercice 2023.
La hausse est deux fois moindre qu'en 2023 (+266 M€).

Elle est liée aux augmentations des consommations et achats de biens et de services (+23 M€), des charges de personnel (+96 M€) et des autres charges de fonctionnement (+36 M€).

L'impact du relèvement du seuil des immobilisations au 1er janvier 2024 a été évalué sur les 2 postes principaux de dépenses concernés, à savoir le compte 606300000 fournitures d'entretien et de petit équipement (40 M € à la balance générale 2024) et le compte 606700000 fournitures et matériel de recherche (131 M €).

Les impacts du relèvement du seuil des immobilisations sont de :

- Compte 606300000 : + 15 M €
- Compte 606700000 : + 32 M €

Après prise en compte de la déduction des amortissements en année pleine si ces opérations avaient été comptabilisées en immobilisations, l'impact réel sur le compte de résultat est de + 38 M € en charges.

Les charges calculées de fonctionnement (- 34 M€) sont en forte diminution entre 2023 et 2024 (du fait notamment de la hausse du seuil des immobilisations).

Par ailleurs, les charges financières ont également fortement baissé, passant de 10 M€ à 1 M€ entre 2023 et 2024 (diminution des dépréciations des actifs financiers liée à la faible recapitalisation des SATT).

(en millions d'euros)	2023	2024	Variation en %
Achats	2	3	7,13%
Consommation de marchandises et approvisionnements, réalisation de travaux et consommation directe de service par l'organisme au titre de son activité ainsi que les charges liées à la variation des stocks	564	587	4,13%
Charges de personnel	2 703	2 799	3,59%
Autres charges de fonctionnement	375	411	9,48%
Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions et valeur nette comptable des actifs cédés	267	233	-12,74%
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT	3 912	4 033	3,12%
Dispositif d'intervention pour compte propre	81	85	4,10%
Charges résultant de la mise en jeu de la garantie de l'organisme	0	0	0,00%
Dotations aux provisions et dépréciations	0	0	0,00%
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION	81	85	1,11%
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT ET D'INTERVENTION	3 993	4 118	3,14%
Charges d'intérêt	0	0	0,00%
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	0	0	0,00%
Pertes de change	0	0	0,00%
Autres charges financières	0	0	0,00%
Dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions financières et valeurs nettes comptables des immobilisations financières cédées	10	1	-85,54%
TOTAL CHARGES FINANCIERES	10	1	-85,54%
Impôt sur les sociétés	0	0	
TOTAL CHARGES	4 003	4 120	2,92%

2 Résultat de fonctionnement et d'intervention

Le résultat de fonctionnement et d'intervention est négatif en 2024. Il est de - 13 M€, au même niveau que celui de 2023.

2.1 Les produits de fonctionnement encaissables

Au 31 décembre 2024, les « produits de fonctionnement encaissables » s'élèvent à 4 037 M€, soit une augmentation de 3,51% (+137 M€) par rapport à 2023.

(en millions d'euros)	2023	2024	Variation en %
Produits sans contrepartie directe (ou subventions et produits assimilés)			
Subventions pour charges de service public	2 952	2 943	-0,30%
Subventions de fonctionnement en provenance de l'Etat et des autres entités publiques :	530	651	22,74%
Ministère de tutelle et autres ministères	12	24	91,93%
ANR IA	38	80	112,32%
ANR hors IA	229	251	9,71%
Autres opérateurs IA	3	9	197,93%
ANR préciput	17	16	-5,72%
Région	19	19	-0,67%
Département	1	1	-13,47%
Communes et groupements de communes	1	2	46,56%
Etablissements publics	38	51	33,26%
Commission européenne	164	185	12,79%
Autres financeurs publics hors France	7	13	74,64%
Subventions spécifiquement affectées au financement de certaines charges d'intervention en provenance de l'Etat et des autres entités publiques	90	140	56,54%
Dons et legs	1	1	-33,64%
Produits de la fiscalité affectée	0	0	0,00%
Financements privés	15	31	110,74%
Autres subventions publiques et privées	66	51	-22,42%
Total produits sans contrepartie directe	3 654	3 817	4,48%
Produits avec contrepartie directe (ou produits directs d'activité)			
Ventes de biens ou prestations de services:	172	186	8,24%
Ventes de livres	0	0	-1,51%
Etudes	4	3	-14,79%
Prestations des unités	28	31	13,30%
Recettes provenant des frais de participation de stages et de colloques	2	2	-5,87%
Contrats de recherche publics	58	56	-2,52%
Contrats de recherche privés	52	60	16,04%
Mise à disposition de personnel	8	9	13,89%
Autres produits annexes	20	23	15,71%
Produits de cessions d'éléments d'actif	40	1	-97,94%
Autres produits de gestion:	35	33	-4,64%
Redevances, concessions, brevets	27	25	-7,33%
Loyers	1	1	-1,68%
Produits spécifiques et mandats de gestion	0	0	0,00%
Autres	6	7	6,49%
Production stockée et immobilisée	0	0	0,00%
Produits perçus en vertu d'un contrat concourant à la réalisation d'un service public	0	0	0,00%
Total produits avec contrepartie directe	246	220	-10,77%
Total produits de fonctionnement encaissables	3 900	4 037	3,51%

- **Les produits sans contrepartie directe**

Les produits sans contrepartie directe augmentent de 164 M€ (+4.48%) en 2024 par rapport à l'exercice 2023. Cette hausse est due à l'augmentation des subventions de fonctionnement de l'Etat et de ses entités (+121 M€), des subventions spécifiques de charge d'intervention (+51 M€). Cette évolution est détaillée dans les différents postes décrits ci-dessous.

- **Subvention pour charges de service public**

Le financement du CNRS provient majoritairement de l'Etat via des subventions inscrites au programme 172 du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche comprenant la subvention globale pour charges de service public.

La SCSP connaît en 2024 une baisse de 0.3% par rapport à 2023 passant de 2 952 M€ à 2 943 M€. Toutefois, cette subvention conserve une part relativement équivalente dans l'ensemble des produits de fonctionnement encaissables du CNRS (80,8% en 2023 contre 77,1% en 2024).

La variation de la SCSP s'explique par différents éléments :

- Par une décision attributive initiale d'un montant supérieur en 2024 (2 992 M€ contre 2 952 M€ en 2023),
- Par deux décisions modificatives : un abondement au titre de l'Agence de programmes de 0,945 M€ et une diminution de 50,1 M€ au titre de la dernière échéance 2024.

- **Subventions de fonctionnement en provenance de l'Etat et des autres entités publiques**

Les subventions de fonctionnement en provenance de l'Etat et des autres entités publiques augmentent de plus de 121 M€ pour atteindre en 2024 un montant de 651 M€ (contre 530 M€ en 2023).

Il convient de noter que cette évolution concerne globalement l'ensemble des financeurs publics quelle que soit leur origine géographique (France ou Etranger) :

- Hausse des financements provenant des ministères et des financeurs publics français de 95 M€ (342 M€ en 2023 contre 437 M€ en 2024)
-
- Hausse des financements publics étrangers de 172 M€ en 2023 à 198 M€ en 2024 (+26 M€)

Pour les projets européens inclus dans le programme H2020, qui s'étalent de 2014 à 2023, la production de livrables finaux ou intermédiaires en 2023 et 2024 a entraîné la comptabilisation de titres de recette au cours de l'exercice 2024. Le programme Horizon Europe qui se substitue à H2020, a connu son réel envol depuis 2023 et s'établit comme le mode de financement courant de l'UE en 2024.

Concernant l'ANR, elle reste le premier financeur de l'établissement pour 284 M€ en 2023 à 348 M€ en 2024. Les multiples programmes d'Investissement d'Avenir (et particulièrement les PEPR) assurent des produits conséquents avec les projets classiques ainsi que les projets de Recherches à Risques dans le cadre de France 2030.

- **Subventions spécifiquement affectées au financement de certaines charges d'intervention en provenance de l'Etat et des autres entités publiques**

Le financement des charges d'intervention augmente de 57% (140 M€ en 2024 contre 90 M€ en 2023) du fait des projets de Jovence Ganil et Synchrotron Soleil inscrits en totalité en créances

- **Financements privés**

Les financements privés comptabilisés en 2024 relatifs à des subventions de recherche s'élèvent à 31.2 M€ (14.8 M€ en 2023), soit une hausse de 111%. Ces fonds correspondent à des conventions unilatérales entre les deux parties sans contrepartie directe pour le financeur. Seul le respect des conditions présentes dans la convention permettra à l'établissement de percevoir les fonds attendus (productions de livrables).

- Autres produits sans contrepartie directe

Le montant des dons et legs fluctue à la baisse entre les deux exercices (-34% de 1.1 M€ en 2023 à 0.8 M€ en 2024) et s'inscrit dans la même tendance que les autres subventions (-22.4%) qui s'établissent à 51 M€ contre 66 M€ en 2023. La proportion des autres subventions reste peu importante à l'échelle de l'ensemble des produits sans contrepartie directe.

- **Produits avec contrepartie directe (ou produits directs d'activité)**

Les produits avec contrepartie directe diminuent fortement (-27 M€ soit -11%) en 2024 par rapport à l'exercice 2023. Cette évolution est contrastée pour les principaux postes :

- Hausse importante des contrats de recherche privés (+16% à 60 M€ contre 52 M€ en 2023)
- Baisse légère des contrats de recherche publics (-2.52% à 56 M€ contre 58 M€ en 2023)
- Prestations des unités, études, colloques et autres produits annexes augmentent de +13.3% à 34 M€ contre 30 M€ en 2023
- Produits de cession d'éléments d'actifs en forte baisse (-39 M€ de 2023 à 2024) : la cession d'une partie du site de Meudon expliquait le montant exceptionnel des cessions en 2023.

- Ventes de biens ou prestations de services

Les contrats de recherche, que le financeur soit public (56 M€) ou privé (60 M€), voient leur part rester prépondérante dans la vente de biens et les prestations de services et se stabiliser autour de 63 %.

Par principe, ces contrats sont isolés des subventions de recherche car il existe une notion de contrepartie de la part de l'établissement envers le financeur. Ainsi, ces contrats sont généralement signés avec des industriels.

S'agissant des postes Etudes, prestations des unités, recettes provenant des frais de participation de stages et de colloques et mise à disposition de personnel, ils croissent entre 2023 et 2024 (41.9 M€ en 2023 et 46 M€ en 2024).

Les études et la mise à disposition de personnel connaissent une augmentation entre 2024 (12.4 M€) et 2023 (11.9 M€).

Les recettes provenant des frais de participation de stages et de colloques repartent à la baisse modestement (2,3 M€ en 2023 contre 2,1 M€ en 2024 et 8 M€ en 2019) alors que les prestations des unités (27,8 M€ en 2023 contre 31,4 M€ en 2024) sont en hausse de 13,3%.

- Produits de cessions d'éléments d'actif

Les produits de cessions d'éléments d'actif connaissent une réelle diminution de 39 M€ entre 2023 et 2024. Cette évolution s'explique par l'absence de cession de biens immobiliers d'un montant significatif en 2024.

- Autres produits de gestion

Les autres produits de gestion diminuent de 4,64% entre 2023 et 2024.

2.2 Charges de fonctionnement et d'intervention

Les charges de fonctionnement et d'intervention enregistrent une hausse de 125 M€. L'évolution des postes est la suivante :

- Consommation et approvisionnement : +23 M€
- Charges de personnel : +96 M€
- Autres charges de fonctionnement : +36 M€
- Charges calculées : -34 M€
- Dispositifs d'intervention : +4 M€

• Les achats et consommations de biens et de services de l'exercice

(en millions d'euros)	2023	2024	Variation en %
Achats	2	3	7,13%
Variation des stocks	0	0	0,00%
Achats incorporés aux ouvrages et produits	0	0	0,00%
Fournitures administratives	3	3	0,30%
Fournitures d'énergie	61	38	-37,57%
Fournitures d'entretien et de petit équipement	26	40	55,69%
Fournitures pour les laboratoires	119	133	11,67%
Autres fournitures	3	4	33,71%
Total achats et consommations de biens	215	221	3,04%
Locations et charges locatives	9	9	-1,53%
Travaux d'entretien et de réparation	68	76	11,86%
Etudes et recherches	34	35	4,22%
Documentation générale	25	26	2,36%
Déplacements, missions et réceptions	119	126	6,24%
Autres prestations de services	97	97	-0,26%
Total consommations de services	352	369	4,87%
Total achats et consommations de biens et services	567	590	4,18%

Les achats et les consommations de biens et services ont connu une hausse entre 2024 et 2023 de +23 M€ après une augmentation de +54 M€ entre 2023 et 2022.

Les postes qui ont connu les évolutions les plus significatives sont :

- fournitures d'énergie (- 23 M€) en raison du nouvel accord-cadre passé par la Direction des Achats de l'Etat, DAE (application de tarifs du coût du kilowatt heure 2024 nettement plus favorables à ceux de 2023)
- les frais de mission ont augmenté (+ 7M €) en raison de l'inflation sur le prix des nuitées et du transport et du fonctionnement amélioré de NOTILUS/ETAMINE
- les autres postes fournitures : l'augmentation s'explique par le relèvement du seuil de la comptabilisation des acquisitions des immobilisations de 1 000 € à 3 000 €, faisant mécaniquement augmenter les postes de charges.

• Les charges de personnel et fiscales

(en millions d'euros)	2023	2024	Variation en %
Traitements du personnel permanent administratif et technique	441	450	1,93%
Traitements du personnel permanent scientifique	586	594	1,32%
Primes et indemnités du personnel permanent	244	257	5,33%
Rémunérations du personnel non permanent	324	358	10,53%
Congés payés et indemnisation des jours CET	20	21	4,92%
Charges sociales URSSAF	258	272	5,52%
Pensions civiles	796	810	1,75%
Autres charges sociales	3	3	-11,02%
Autres charges de personnel	31	36	15,44%
Total charges de personnel	2 703	2 799	3,59%
Taxe sur les salaires	163	170	4,52%
Autres impôts, taxes et versements assimilés	36	38	4,33%
Total impôts, taxes et versements assimilés	201	208	4,48%
Total charges personnel et fiscales	2 903	3 007	3,65%

Les charges de personnel et fiscales s'élèvent à 3 007 M€ et représentent 73 % du montant total des charges du CNRS pour un effectif total de 35 080 agents⁶ (35 131 ETPT). Cette progression de la dépense de 3.65 % est due aux facteurs suivants :

- Recours accru à un personnel contractuel ;
- Mesures gouvernementales en faveur du pouvoir d'achat de juillet 2023 : année pleine en 2024 de la revalorisation du point d'indice de la fonction publique + 1,5 % au 1^{er} juillet 2023 et attribution de 5 points d'indice au 1^{er} janvier 2024 ;

⁶ Effectif rémunéré

- Mise en œuvre au sein de l'établissement de la prime d'attractivité pour les fonctions support à compter du 1^{er} juillet 2024 ;
- Poursuite de la valorisation du régime indemnitaire des chercheurs.

La composition de l'effectif et l'évolution des rémunérations

- **Détail de la population en effectifs**

PERSONNEL CNRS	2023	2024
PERSONNEL PERMANENT TECH & ADM	12 835	12 753
PERSONNEL PERMANENT SCIENTIFIQUE	11 007	10 936
VACATAIRES	37	24
CDI	204	259
CDD (ITA & Chercheur)	6 386	6 909
DOCTORANTS	3 446	3 720
PCRD (contrat européen)	247	254
APPRENTIS	148	204
MARINS	20	21
AUTRES REMUNERATIONS DIVERSES	NC	NC
TOTAL	34 330	35 080

L'effectif a été rapporté à une moyenne mensuelle de personnels rémunérés. Les populations de contractuels (CDD et CDI) et de doctorants continuent de croître au contraire du nombre de personnel permanent qui continue de baisser très légèrement aussi bien pour les ITA que pour les chercheurs.

Rappel (comme année précédente) : les gratifications de stage ne constituent pas des charges de personnel. En effet, aux termes de l'article L. 242-4-1 du code de la sécurité sociale, rendu applicable aux étudiants en stages dans les organismes publics par le f du 2° de l'article L. 412-8 du même code, cette gratification n'est pas considérée comme une rémunération dès lorsqu'elle n'excède pas 12,5% du plafond de la sécurité sociale. Elle entraîne à ce titre une franchise de cotisations et de contributions sociales et constitue, de fait, pour l'établissement une charge de fonctionnement.

- **Détail de la population en masse financière**

(en millions d'euros)	2023	2024
PERSONNEL CNRS		
Traitements du personnel permanent administratif et technique	441	450
Traitements du personnel permanent scientifique (hors marins et vacataires)	585	593
VACATAIRES	NS	NS
CDI	11	14
CDD (ITA & Chercheur)	202	228
DOCTORANTS	80	87
PCRD (contrat européen)	9	9
APPRENTIS	3	4
MARINS	1	1
AUTRES REMUNERATIONS DIVERSES	23	15
TOTAL	1 355	1 401

Les rémunérations des personnels du CNRS pour l'année 2024 ont progressé de 3,39 %. Cette augmentation s'explique par les mesures gouvernementales du 1^{er} juillet 2023 (revalorisation du point d'indice de 1,5%, attribution de 5 points d'indice au 1^{er} janvier 2024) qui ont eu un impact sur une année pleine, également par la mise en place de la prime d'attractivité pour les fonctions support à compter du 1^{er} juillet 2024. Durant cette année, on constate une continuité dans l'augmentation au recours à la population contractuelle (CDI, CDD et doctorants). Par ailleurs, la baisse de la rubrique « autres rémunérations diverses » s'explique par la non-reconduction en 2024 du versement de la prime de pouvoir d'achat exceptionnelle (5,5 M €).

- **Les primes et indemnités**

(en millions d'euros)	2023	2024
Primes et indemnités diverses		
RIFSEEP	98	109
RIPEC	60	69
Indemnité compensatrice hausse CSG	11	11
GIPA	6	NS
indemnisation CET	20	21
indemnisation chômage	10	6
ISFIC	NS	-
PEDR	6	3
Primes et indemnités diverses (dont SFT, remboursement transport, indemnité de résidence)	51	58
Total	262	277

La valorisation des régimes indemnitaires des personnels administratifs et techniques s'est poursuivie avec une augmentation de 11,43 % au cours de l'année 2024 correspondant à la mise en œuvre pour les fonctions support d'une nouvelle composante d'IFSE (prime d'attractivité). Dans le cadre de la loi du 24 décembre 2020 de programmation de la recherche, cette tendance s'observe également pour la population des personnels enseignants chercheurs avec une augmentation de 16,33 % du RIPEC versé en 2024.

Il est à noter au cours de cette année 2024, une légère augmentation des indemnisations de jours CET (+ 1 M€), une baisse conséquente des indemnisations d'allocation de retour à l'emploi (-43,25 %) qui se poursuit et l'absence de versement de la GIPA suite à une décision gouvernementale.

- Les charges sociales

(en millions d'euros)	2023	2024
Nature des cotisations		
Charges sociales URSSAF	258	272
Pensions Civiles (PC)	796	810
Autres charges sociales	3	3
Autres charges de personnel	31	36
Total	1 088	1 121

L'augmentation des charges sociales URSSAF de + 5,52 % découle de la hausse significative des diverses populations contractuelles.

- Les impôts et taxes

(en millions d'euros)	2023	2024
IMPOTS ET TAXES		
TAXE SUR LES SALAIRES	165	170
VERSEMENT TRANSPORT	29	30
Contribution FIPHP	NS	NS
Cotisation FNAL	7	7
Autres taxes	NS	1
Total	201	208

En corrélation avec la progression tendancielle de la masse salariale, la taxe sur les salaires a connu une progression de + 3,42 % (pour rappel, le rapport d'assujettissement est inchangé pour 2024 avec un taux à 96 %).

En y incluant les taxes assises sur la rémunération, les charges de personnel s'élèvent donc au total à 3 007 M€.

- Les charges diverses de gestion courante

(en millions d'euros)	2023	2024	Variation en %
Dispositif d'intervention pour compte propre	81	85	4,10%
Charges résultant de la mise en jeu de la garantie de l'organisme	0	0	0,00%
Dotations aux provisions et dépréciations	0	0	0,00%
Total charges d'intervention	81	85	4,10%
Participations financières aux budgets des organismes	81	114	40,34%
Participations à des programmes de recherche	10	8	-18,84%
Total charges liées aux participations	91	122	34,16%
Charges liées à la propriété intellectuelle	18	16	-8,48%
Pertes sur créances irrécouvrables	0	1	100%
Autres charges de gestion courante	65	63	-3,10%
Total autres charges spécifiques	83	80	-3,28%
Total charges spécifiques	256	287	12,40%

Les charges diverses de gestion courante connaissent en 2024 une hausse de 12,40% par rapport à l'exercice 2023.

Concernant les charges liées aux participations, les participations financières aux budgets des organismes ont augmenté de +33 M€ entre 2023 et 2024 et celles se rapportant à des programmes de recherche ont diminué de 2 M€.

De même, les charges liées à la propriété intellectuelle ont diminué de -2M€.

Le tableau ci-dessous présente le détail des principaux organismes bénéficiaires des participations financières du CNRS et des dispositifs d'intervention, ainsi que la répartition des participations à des programmes de recherche.

PARTICIPATIONS FINANCIERES DANS UN DISPOSITIF D'INTERVENTION POUR COMPTE PROPRE ⁷		
	2023	2024
ILL	20	17
ESRF	14	15
EGO	5	7
IRAM	9	9
ESS	16	17
XFEL	1	4
FAIR	7	6
CTA	3	1
SKAO	6	6
TOTAL	81	82

AUTRES PARTICIPATIONS FINANCIERES		
	2023	2024
CERBM	1	1
CFHTC (Canada Dfrance Hawai Telescopie Corporation)	3	3
CNRS Editions	1	1
Consortium ECORD-IO DP(European Cosortium for Ocean Research Drilling	3	3
GENCI	6	6
Synchrotron SOLEIL	46	67
GANIL	7	8
Thalès	3	3
TOTAL	71	92

- **Les dotations aux amortissements et provisions et la valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés**

Le poste *Dotations aux amortissements et aux provisions et valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés* a enregistré une baisse de 34 M€ entre 2024 et 2023.

⁷ Hors dispositif d'intervention pour compte propre des recherches à risque.

3 Résultat financier

(en millions d'euros)	2023	2024	Variation en %
Charges d'intérêt	0	0	0,00%
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	0	0	0,00%
Pertes de change	0	0	0,00%
Autres charges financières	0	0	0,00%
Dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions financières et valeurs nettes comptables des immobilisations financières cédées	10	1	-85,54%
Total charges financières	10	1	-85,54%
Produits des participations et des prêts	0	0	0,00%
Produits nets sur cessions des immobilisations financières	10	0	-100,00%
Intérêts sur créances non immobilisées	0	0	0,00%
Produits des valeurs mobilières de placement et de la trésorerie	0	0	0,00%
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	0	0	0,00%
Gains de change	0	0	0,00%
Autres produits financiers	0	0	0,00%
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions financières	8	1	-82,23%
Total produits financiers	18	1	-91,89%
Résultat financier	8	0	-100%

Le *résultat financier* de l'exercice 2024 est nul.

Des opérations ont été constatées pour 1M€ s'agissant des charges et produits calculés, à savoir au poste *dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions financières et valeurs nettes comptables des immobilisations financières* (1 M€ en 2024) et au poste *reprises sur amortissements, dépréciations et provisions financières* (1 M€ en 2024).

Ces mouvements sur ces deux postes sont dus aux opérations comptabilisées dans le cadre de la participation du CNRS à l'augmentations du capital de la SATT AST (Aquitaine Science Transfert).

4 Les engagements reçus

Le CNRS n'a aucun engagement hors-bilan reçu. En effet, dès lors qu'il applique systématiquement la méthode à l'avancement pour comptabiliser ses produits et ses créances à l'égard des tiers, l'ensemble de ses engagements sont mécaniquement pris en compte au bilan et au compte de résultat.

5 Les engagements donnés

- **Les engagements à long terme sur les « Très Grandes Infrastructures de Recherche » (TGIR) (en millions d'euros)**

TGIR	Engagement investissement	Engagement fonctionnement	TOTAL	Dont engagements financés en 2025	
				Investissement	Fonctionnement
FAIR	9,426	-	9,426	3,430	-
ESS	14,242	38,380	52,622	3,121	12,191
Upgrade LHC	23,024		23,024	12,681	
ESRF	-	41,968	41,968	-	13,578
IRAM	8,554	25,097	33,651	3,260	8,182
GENCI	-	6,100	6,100	-	6,100
GANIL- SPIRAL 2	6,875	16,854	23,729	4,708	19,050
CTA	15,390	0,517	15,907	8,585	0,517
ILL	-	49,473	49,473	-	16,489
XFEL	-	14,901	14,901	-	4,883
EGO/Virgo	-	12,185	12,185	-	6,594
SOLEIL	194,953	131,351	326,304	15,661	44,355
SKAO	6,749	-	6,749	6,749	-
PIP II DUNE	9,915		9,915	7,824	
TOTAL	289,129	336,826	625,954	66,018	131,939

Les Très Grandes Infrastructures de Recherche, de par leur nature et la dimension de l'investissement qu'elles représentent, font l'objet de prévisions d'engagements pluriannuels qui portent sur des programmes de construction, de jouvence ou encore des projets à venir (résultant notamment de la feuille de route européenne ESFRI).

Les cas énumérés ci-dessous représentent les engagements les plus significatifs, qu'il s'agisse de constructions ou de jouvences :

- *FAIR (Facility for Antiproton and Ion Research)* : construction d'un accélérateur d'ions lourds, de protons et d'antiprotons ; les dépenses relatives à ce projet ont débuté à compter de l'exercice 2020.

- *ESS (European Spallation Source)* : source de neutrons produits par un accélérateur linéaire de protons sur une cible de spallation, la contribution française à la construction d'ESS s'élève à environ 8% et est prévue majoritairement par un financement direct et non pas par le versement d'une subvention. Les travaux financés directement par le CNRS ont démarré en 2016 et se poursuivront encore au-delà de l'exercice 2024.

- *LHC* : il s'agit de « l'upgrade » du grand collisionneur d'Hadron (LHC : Large Hadron Collider), basé au CERN. L'upgrade prendra fin en 2027.

- *CTA* : projet européen de réseau de télescopes Cherenkov de nouvelle génération en astronomie gamma à très hautes énergies.

- *SPIRAL 2 (Système de Production d'Ions Radioactifs en Ligne de 2^{ème} génération)* : l'exploitation de l'accélérateur de particules linéaires qui a été mis en service en 2019 au sein du GIE GANIL, à la suite de sa mise en service, se poursuivra au-delà de cet exercice.

-ESRF (*Installation Européenne de Rayonnement Synchrotron*) : poursuite du programme « d'upgrade » avec le début de l'upgrade phase II au moyen duquel environ un tiers des lignes de lumière seront remplacées ou totalement reconstruites tandis que l'anneau de stockage sera reconstruit pour augmenter la brillance de la source.

- ILL (*Institut Max von Laue – Paul Langevin*) : source de neutrons à haut flux, démarrage du premier réacteur en 1971. Le financement à moyen terme correspond aux coûts de fonctionnement de la TGIR (renforcement de la protection physique et assurance nucléaire inclus) et aux travaux de jouvence.

- SOLEIL (*Source Optimisée de Lumière d'Energie Intermédiaire du LURE*) : source de rayonnement synchrotron, dont l'exploitation a débuté en 2008. Le financement à moyen terme inclut les dépenses de fonctionnement de la TGIR.

-EGO (*European Gravitational Observatory*) : interféromètre géant destiné à observer des ondes gravitationnelles, consortium de droit privé italien créé en 2000. Le financement à moyen terme est dédié à l'exploitation et à la maintenance de l'interféromètre. L'investissement à long terme porte sur la construction de l'interféromètre Advanced Virgo plus (2023-2026).

-PIP II Dune :

- Proton-Improvement Plan 2 (PIP-II) : il s'agit d'un nouvel accélérateur de protons pour la production du faisceau de neutrinos
 - Deep Underground Neutrino Experiment (DUNE) : il s'agit d'un très grand détecteur lointain, ainsi qu'un ensemble de petits détecteurs pour caractériser le faisceau de neutrinos avant leur périple.

Enfin, il convient de mentionner également que :

- Deux sociétés n'ont pas fait l'objet d'une évaluation de leurs coûts de démantèlement : il s'agit de la société Canada-France-Hawaï Telescope (CFHT) située dans l'archipel d'Hawaï et du consortium European Gravitational Observatory (EGO) situé à Cascina en Italie.
- Un accord conclu entre les trois principaux associés de la société IRAM prévoit que les indemnités de licenciement du personnel en cas de fin d'activité de la société incombent à cette dernière ; toutefois, si cet accord, qui prend fin le 31 décembre 2034, n'était pas renouvelé, les associés verseraient ces indemnités, soit 4,2 M€ compte tenu des dernières estimations opérées par la société.

• Les engagements recensés au niveau des délégations régionales au titre des opérations d'immobilisations, des programmes de recherche et des contrats de services

(en millions d'euros)	2025	2026	2027 et suivants	Total
Autres engagements	7	1	3	11
Autres immobilisations	30	13	3	46
Contrats de service	7	3	5	16
Opérations immobilières	4	13	16	32
Total	48	31	27	105

Les engagements susvisés s'entendent de tous les contrats conclus par le CNRS avec des tiers et dont les montants correspondent à des prestations qui n'ont pas encore été exécutées par ces mêmes tiers.

Il convient de noter au titre des opérations immobilières :

- La réalisation de l'opération PLATINUM pour le laboratoire LAAS de la délégation Occitanie Ouest
- La Construction du Bâtiment MEUST de la Côte d'Azur
- De nouvelles dépenses à réaliser concernant le projet I2BC de la délégation Ile de France Sud Gif –sur Yvette
- Diverses prestations de maintenance et de sécurité de la délégation Ile de France Sud Gif –sur Yvette
- La réalisation de l'opération NOUVEAU CEFE de la délégation Occitanie Est

Pour ce qui concerne les autres immobilisations, il convient de souligner les immobilisations suivantes :

- La réalisation de l'opération CPER OCCITEM de la délégation Occitanie Ouest
- La réalisation de l'opération Extension CC VIL 3 la délégation Rhône Auvergne
- Divers marchés d'acquisition de microscopes pour la délégation Alsace
- Diverses acquisitions de matériel pour la délégation Ile de France Sud Gif –sur Yvette
- Divers marchés de fournitures d'équipements pour la délégation Provence et Corse
- L'acquisition de supports composites pour le laboratoire LAPP de la délégation Alpes
- L'acquisition d'un Microscope MESO3D pour l'UMR8006 de la délégation Ile de France Meudon

Pour ce qui concerne les contrats de service, il convient de souligner les prestations suivantes :

- Le bail DSI pour la délégation Occitanie Ouest
- Divers marchés de nettoyage et de gardiennage pour la délégation Occitanie Est

- **Les engagements au bénéfice du personnel**

Aucun engagement ne pèse dans ce domaine sur le CNRS.

- **Les engagements de crédit-bail**

Les engagements de crédit-bail du CNRS s'élèvent à 4 710 €.

6 Les événements postérieurs à la clôture de l'exercice

Il n'existe aucun événement marquant postérieur à la clôture de l'exercice 2024.

LES ETATS DE SYNTHESE REGLEMENTAIRES SUR LES COMPTES 2024

Pour l'exercice 2024, le compte financier est constitué des principaux documents relatifs à la comptabilité générale prévus par l'arrêté du 10 janvier 2014 pris en application de l'article 214 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.

Les documents suivants sont présentés au CNRS sous la forme d'un livre annexé au présent fascicule :

- La balance définitive des comptes ;
- La balance des comptes des valeurs inactives.

Les états de développement des soldes des comptes de classe 2 et de classe 4 ne sont, en revanche, pas inclus dans les cadres.

Par ailleurs, les tableaux budgétaires applicables aux établissements publics à caractère scientifique et technologique prévus, à compter de l'exercice 2016, au chapitre II de l'arrêté du 18 décembre 2015 sont présentés dans un fascicule distinct.

Du fait de leur volume, et pour faciliter leur consultation, ces états financiers sont accessibles sur l'Intranet de la DCIF du CNRS.

3EME PARTIE – LES COMPTES CONSOLIDES

I - LE BILAN CONSOLIDE

ACTIF (en millions d'€uros)	Référé nce annexe	2023	2024		
			Valeurs brutes	Amort. & dépréciations	Net
Immobilisations incorporelles	Note 3.1	62	242	(182)	60
Immobilisations corporelles	Note 3.2	1 392	5 515	(4 111)	1 404
Immobilisations financières	Note 3.3	13	62	(51)	11
Titres mis en équivalence		0	0		0
ACTIF IMMOBILISE		1 467	5 819	(4 344)	1 475
Stocks et en-cours	Note 3.4	2	3	(1)	2
Créances clients et comptes rattachés	Note 3.5	156	173	(19)	154
Autres créances	Note 3.6	7	6	0	6
Créances diverses	Note 3.7	1 222	1 380	(1)	1 379
Créances d'exploitation		1 385	1 559	(20)	1 539
Impôts différés actifs	Note 3.11	0	0		0
Disponibilités	Note 3.8	1 456	1 612	0	1 612
ACTIF CIRCULANT		2 843	3 174	(21)	3 153
TOTAL GENERAL		4 310	8 993	(4 365)	4 628

PASSIF (en millions d'€uros)	Référé nce annexe	2023	2024	
Financement de l'actif par l'Etat		308		346
Financement de l'actif par des tiers		343		342
Réserves consolidées		1 048		1 043
Réserves de conversion		1		1
Résultat part du groupe		(20)		2
Total Fonds Propres	Note 3.9	1 680		1 734
Intérêts minoritaires	Note 3.9	3		3
Provisions pour risques et charges	Note 3.10	500		508
Emprunts et dettes financières	Note 3.12	14		8
Fournisseurs et comptes rattachés	Note 3.13	1 718		1 962
Autres dettes et comptes de régularisation	Note 3.14	395		413
Dettes d'exploitation		2 127		2 383
PASSIF A COURT TERME		2 630		2 894
TOTAL GENERAL		4 310		4 628

II - LE COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

(en millions d'€uros)	Référence annexe	2023	2024
Subventions de fonctionnement en provenance de l'Etat et autres entités publiques		3 600	3 716
Produits sans contrepartie directe		3 600	3 716
Chiffre d'affaires		175	190
Autres produits d'exploitation		169	178
Produits avec contrepartie directe		344	368
Subventions d'investissement virées au résultat		75	70
Produits d'exploitation		4 019	4 154
Achats consommés		(229)	(232)
Charges de personnel	Note 4.1	(2 756)	(2 856)
Autres charges de fonctionnement	Note 4.2	(497)	(515)
Impôts et taxes	Note 4.3	(204)	(212)
Dotations nettes aux provisions et dépréciations	Note 4.4	(271)	(250)
Charges de fonctionnement		(3 957)	(4 065)
Dispositif d'intervention pour compte propre		(81)	(85)
Charges d'intervention		(81)	(85)
Charges d'exploitation		(4 038)	(4 150)
RESULTAT D'EXPLOITATION		(19)	4
Résultat financier	Note 4.5	(2)	(2)
RESULTAT AVANT IMPOT DES SOCIETES INTEGREES		(21)	2
Impôts sur le résultat	Note 4.6	1	0
RESULTAT NET DES SOCIETES INTEGREES		(20)	2
Résultat des sociétés mises en équivalence		0	0
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE		(20)	2
Intérêts minoritaires		0	0
RESULTAT NET - PART DU GROUPE		(20)	2

III - LE TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

(en millions d'€uros)	2023	2024
OPERATIONS D'EXPLOITATION		
Résultat net total des entités consolidées	(20)	2
	0	0
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'exploitation	160	177
Variation du BFR	139	74
FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DE L'EXPLOITATION	279	253
OPERATIONS D'INVESTISSEMENT		
Acquisition d'immobilisations	(273)	(223)
Cession d'immobilisations	50	3
FLUX DE TRESORERIE AFFECTE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT	(223)	(220)
OPERATIONS DE FINANCEMENT		
Financements reçus de l'Etat	17	63
Diminution de capital des filiales -part des minoritaires		
Financement reçus de tiers	55	67
Variation nette des emprunts et dettes financières	(5)	(6)
FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DES OPERATIONS DE FINANCEMENT	67	124
Variation de trésorerie	123	157
Trésorerie d'ouverture	1 333	1 456
Trésorerie de clôture	1 456	1 613
<u>Variation de la période</u>	<u>123</u>	<u>157</u>

IV - DES COMPTES SOCIAUX AUX COMPTES CONSOLIDES

1 Le bilan

ACTIF (en millions d'€uros)	Comptes sociaux CNRS 2024	Comptes consolidés 2024	Impact consolidation
Immobilisations incorporelles	22	60	38
Immobilisations corporelles	1 171	1 404	233
Immobilisations financières	13	11	(2)
ACTIF IMMOBILISE	1 206	1 475	269
<u>Stocks et en-cours</u>	<u>1</u>	<u>2</u>	<u>1</u>
Créances clients et comptes rattachés	149	154	5
Autres créances	5	6	1
Créances diverses	1 363	1 379	16
<u>Créances d'exploitation</u>	<u>1 517</u>	<u>1 539</u>	<u>22</u>
Impôts différés actif	0	0	0
Disponibilités	1 531	1 612	81
ACTIF CIRCULANT	3 049	3 153	104
TOTAL GENERAL	4 255	4 628	373

PASSIF (en millions d'€uros)	Comptes sociaux CNRS 2024	Comptes consolidés 2024	Impact consolidation
Financement de l'actif par l'Etat	346	346	0
Financement de l'actif par des tiers	219	342	123
Réserves	884	1 043	159
Réserves de conversion groupe	0	1	1
Résultat de l'exercice	(13)	2	15
Total Fonds Propres	1 436	1 734	298
<u>Intérêts hors groupe</u>	<u>0</u>	<u>3</u>	<u>3</u>
<u>Provisions pour risques et charges</u>	<u>506</u>	<u>508</u>	<u>2</u>
Emprunts et dettes financières	8	8	0
Fournisseurs et comptes rattachés	1 947	1 962	15
Autres dettes et comptes de régularisation	358	413	55
<u>Dettes d'exploitation</u>	<u>2 313</u>	<u>2 383</u>	<u>70</u>
PASSIF A COURT TERME	2 819	2 894	75
TOTAL GENERAL	4 255	4 628	373

2 Le compte de résultat

	Comptes sociaux CNRS	Comptes consolidés	Impact consolidation
(en millions d'euros)	2024	2024	
Subventions de fonctionnement en provenance de l'Etat et autres entités publiques	3 676	3 716	40
Produits sans contrepartie directe	3 676	3 716	40
Chiffre d'affaires	186	190	4
Autres produits d'exploitation	187	178	-9
Produits avec contrepartie directe	373	368	-5
Subventions d'investissement virées au résultat	56	70	14
Produits d'exploitation	4 105	4 154	49
Achats consommés	(221)	(232)	-11
Charges de personnel	(2 799)	(2 856)	-57
Autres charges de fonctionnement	(586)	(515)	71
Impôts et taxes	(208)	(212)	-4
Dotations nettes aux provisions et dépréciations	(219)	(250)	-31
Charges de fonctionnement	(4 033)	(4 065)	(32)
Dispositif d'intervention pour compte propre	(85)	(85)	0
Charges d'intervention	(85)	(85)	0
Charges d'exploitation	(4 118)	(4 150)	(32)
RESULTAT D'EXPLOITATION	(13)	4	17
Résultat financier		(2)	-2
RESULTAT AVANT IMPOT DES SOCIETES INTEGREES	(13)	2	15
Impôts sur le résultat	0	0	0
RESULTAT NET DES SOCIETES INTEGREES	(13)	2	15
Résultat des sociétés mises en équivalence	0	0	0
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE	(13)	2	15
Intérêts minoritaires	0	0	0
RESULTAT NET - PART DU GROUPE	(13)	2	15

3 Le tableau des flux de trésorerie

(en millions d'€uros)	Comptes sociaux CNRS 2024	Comptes consolidés 2024	Impact consolidation
OPERATIONS D'EXPLOITATION			
Résultat net total des entités consolidées	(13)	2	15
		0	
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'exploitation	164	177	13
Variation du BFR	80	74	(6)
FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DE L'EXPLOITATION	231	253	22
OPERATIONS D'INVESTISSEMENT			
Acquisition d'immobilisations	(201)	(223)	(22)
Cession d'immobilisations	5	3	(2)
FLUX DE TRESORERIE AFFECTE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT	(196)	(220)	(24)
OPERATIONS DE FINANCEMENT			
Financements reçus de l'Etat	63	63	0
Diminution de capital des filiales -part des minoritaires			
Financement reçus de tiers	39	67	28
Variation nette des emprunts et dettes financières	(5)	(6)	(1)
FLUX DE TRESORERIE PROVENANT DES OPERATIONS DE FINANCEMENT	97	124	27
Variation de trésorerie	132	157	25
Trésorerie d'ouverture	1 399	1 456	57
Trésorerie de clôture	1 531	1 613	82
<u>Variation de la période</u>	<u>132</u>	<u>157</u>	<u>25</u>

V - ANNEXES COMPTES CONSOLIDES

NOTE 1 – Informations relatives aux principes comptables

1 Faits caractéristiques de l'exercice 2024

L'exercice 2024 s'est traduit par un déficit comptable de 13 M€ qui s'explique notamment par :

- L'évolution générale des charges plus faible en 2024 (+2,92%) qu'en 2023 (+7,11%), notamment les charges de personnel (+3,59% en 2024 contre +5% en 2023).
- L'ensemble des provisions pour risques et charges comptabilisées par l'établissement qui a connu une progression légère (+1,82%).
- La subvention pour charges de service public a diminué de -50 M€ par rapport à l'attribution initiale prévue en 2024.
- L'évolution générale des produits de fonctionnement qui a été de +3,37% en 2024 contre +4,41% en 2023.

Par ailleurs, dans les faits marquants impactant les comptes du CNRS pour 2024, on note :

- Les fonds propres du CNRS qui ont augmenté de façon notable de + 33 M€ du fait de l'attribution par l'Etat d'une subvention pour charge d'investissement pluriannuelle de 41 M€.
- Dans le cadre du plan France 2030, l'établissement a déployé le nouveau programme dit « recherche à risque et à impact » (RI)². Une première tranche de 38 M € a été déployée sur 2024 pour 12 programmes.
- A compter du 1er janvier 2024, sur décision du conseil d'administration, le seuil de comptabilisation des immobilisations a été porté de 1 000 € à 3 000 €.

2 Principes comptables

Les comptes consolidés du groupe CNRS sont établis selon la réglementation comptable française, et plus particulièrement l'Instruction BOFIP-GCP-24-0013 du 7/05/2024 relative à l'élaboration des comptes consolidés par les organismes publics.

3 Méthodes de consolidation

1.3.1 La consolidation par intégration globale, proportionnelle ou mise en équivalence

Les entités dans lesquelles le groupe CNRS exerce un **contrôle exclusif** de fait ou de droit sont consolidées par **intégration globale**.

Ainsi, les sociétés **CNRS Editions**, **CNRS Innovation** et **CNRS @ CREATE** ont été consolidées selon cette méthode.

La notion de contrôle s'entend comme « *le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entité afin d'obtenir les avantages de ses activités* ». Les états financiers des sociétés contrôlées sont consolidés dès que le contrôle devient effectif et jusqu'à ce que le contrôle cesse.

L'intégration globale consiste :

- à intégrer dans les comptes du groupe les éléments des comptes des entités consolidées (après retraitements éventuels) ;
- à présenter distinctement au passif du bilan, sur la ligne « intérêts minoritaires », la part des tiers dans les fonds propres des filiales en dehors des fonds propres revenant au groupe CNRS.

Les entités dans lesquelles le groupe CNRS exerce un **contrôle conjoint** de fait ou de droit sont consolidées par **intégration proportionnelle**. Le contrôle conjoint s'entend par « *le partage du contrôle entre un nombre limité d'actionnaires dans le cadre d'un accord contractuel, prévoyant l'exercice du contrôle commun sur l'activité économique de la société et indiquant sa réalisation à travers des décisions à prendre conjointement* ».

La méthode de l'intégration proportionnelle consiste à retenir les actifs, passifs, les produits et les charges des entités à la quote-part de la participation détenue par le Groupe dans le capital de ces dernières.

Ainsi, les sociétés **Synchrotron SOLEIL, GANIL, EGO, IRAM, CFHTC et CERBM** ont été consolidées selon cette méthode. En revanche, la société Thémis, bien que détenue à 100% par le CNRS au 31 décembre 2024, est exclue du périmètre de consolidation, le CNRS n'ayant aucun contrôle sur cette société pour lesquelles les décisions sont prises par un administrateur judiciaire.

Les entités dans lesquelles un groupe exerce une **influence notable** sur la gestion et la politique financière sont **mises en équivalence** ; l'influence notable étant présumée lorsque plus de 20% des droits de vote sont détenus. La mise en équivalence consiste à retenir l'actif net et le résultat net d'une société au prorata de la participation détenue par l'entité mère dans le capital, ainsi que l'écart d'acquisition y afférant le cas échéant.

Il n'y a pas de société mise en équivalence dans le périmètre de consolidation de l'exercice 2024.

En outre, à la suite de la délibération du conseil d'administration du CNRS du 23 octobre 2017, est considérée comme non significative toute entité remplissant les deux conditions cumulatives suivantes :

- elle est placée sous influence notable, au sens de l'article L.233-17-2 du code de commerce, de l'entité mère ;
- les fonds propres de l'entité représentent, à la date de clôture de l'exercice précédent, moins de 5 % du montant total des fonds propres du groupe consolidé, ceux de l'entité inclus.

1.3.2 Les retraitements de consolidation

1.3.2.1. Les retraitements d'homogénéisation

Les comptes individuels des entités intégrées dans le périmètre de consolidation font l'objet de retraitements d'homogénéité afin de respecter les mêmes règles et méthodes comptables au sein du groupe CNRS.

1.3.2.2. Les retraitements de consolidation

Toutes les transactions, ainsi que les actifs et passifs réciproques significatifs entre les entités consolidées par *intégration globale* sont éliminés. Il en est de même pour les résultats internes au groupe (dividendes, plus-values, etc.).

1.3.2.3. La date de clôture

Toutes les entités appartenant au périmètre de consolidation clôturent leurs exercices sociaux au 31 décembre.

1.3.3 Les méthodes comptables

1.3.3.1. Les financements de l'Etat

Les *financements de l'Etat* sont constitués par les dotations et affectations de l'Etat ainsi que par les dons et legs en capital.

1.3.3.2. Les immobilisations incorporelles

Les *immobilisations incorporelles* sont évaluées à leur coût d'acquisition. Le groupe inscrit à l'actif de son bilan les dépenses directement liées à la protection juridique initiale des brevets. Ces frais de dépôts des brevets sont amortis selon la durée de la protection juridique dont ils bénéficient. Cette durée est principalement de 20 ans. Néanmoins, pour les brevets européens et les brevets « *Patent Cooperation Treaty* », cette durée varie entre 18 mois et 5 ans.

L'amortissement des immobilisations incorporelles est calculé suivant le mode linéaire, en fonction de la durée d'utilisation et à compter de la date de mise en service.

La durée d'amortissement des logiciels est de 5 ans.

1.3.3.3. Les immobilisations corporelles

Les *immobilisations corporelles* sont valorisées au coût historique d'acquisition, hors charges financières et frais d'administration. L'amortissement des immobilisations corporelles est calculé suivant le mode linéaire, en fonction de la durée d'utilisation du bien.

En outre, les immobilisations corporelles enregistrées à l'actif immobilisé du groupe CNRS s'entendent de celles dont les entités ont le contrôle, au sens de la norme n° 6 du RNEP applicable au groupe CNRS.

1.3.3.4. Actifs et passifs de démantèlement

En application de l'instruction comptable commune du 03/12/2024 et en conformité à la norme 6 relative aux immobilisations corporelles, le CNRS a opté pour la 3ème modalité de comptabilisation d'une provision de coût de démantèlement et de remise en état de sites. Lorsque la dégradation est progressive, une provision pour charges est constatée au compte 1581 au fur et à mesure de la dégradation, pour les coûts encourus à la date de clôture de l'exercice.

Il s'agit des coûts de démantèlement pour les Très Grandes Infrastructures de Recherche (TGIR) au titre desquels des provisions sont évaluées pour l'Institut Laue Langevin (ILL), pour l'European Synchrotron Radiation Facility (ESRF), pour le Grand Accélérateur National d'Ions Lourds (GANIL), pour l'Institut de Radio-Astronomie Millimétrique (IRAM) et pour le Synchrotron Soleil ; en ce qui concerne plus particulièrement ILL et GANIL, qui sont des installations nucléaires de base (INB) soumises au contrôle de l'autorité de sûreté nucléaire, la méthode de mise à jour de la provision consiste à appliquer chaque année un coefficient d'actualisation des coûts initialement évalués conformément aux textes réglementaires applicables aux INB

1.3.3.5. Les contrats de location financement

Les contrats de location financement ne sont pas retraités en raison de leur caractère non significatif. Le CNRS constate les loyers en charges d'exploitation et n'active pas le bien qui fait l'objet de la location.

1.3.3.6. Les immobilisations financières

Les *titres de participation* sont comptabilisés pour leur coût d'acquisition ou leur coût de revient. Des dépréciations sont constatées lorsque la quote-part de fonds propres détenue ou l'estimation par rapport à la valeur d'usage devient inférieure au coût d'acquisition.

1.3.3.7. Les stocks et en-cours

Les stocks de produits intermédiaires et de produits finis sont évalués à leur coût moyen pondéré établi à partir de leur coût d'achat (à l'exclusion des frais généraux et des charges financières). Lorsque la valeur réelle est inférieure à la valeur constatée dans les comptes, il est constitué une provision à hauteur de la différence.

1.3.3.8. Les créances clients et comptes rattachés

Les *créances clients* sont évaluées à leur valeur nominale. Une dépréciation est constituée pour tenir compte des risques de non recouvrement. Cette provision est évaluée sur la base d'une analyse individuelle compte client par compte client.

1.3.3.9. Les provisions pour risques

Des *provisions pour risques* sont comptabilisées lorsque, à la clôture de l'exercice, il existe une obligation du groupe à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers. Ces provisions sont estimées selon leur nature en tenant compte des hypothèses les plus probables.

1.3.3.10. Les indemnités pour départ à la retraite

Conformément à la possibilité offerte par l'Instruction BOFIP-GCP-24-0013 du 7/05/2024, le groupe CNRS ne constate pas de provision pour indemnités pour départ à la retraite dans ses comptes consolidés. Ces engagements ne sont pas significatifs au 31 décembre 2024.

1.3.3.11. Les impôts

Les activités conduites dans le cadre des missions du service public de l'enseignement supérieur et de la recherche, principales activités du groupe, ne sont pas soumises à l'impôt sur les bénéfices.

Pour les opérations non liées à l'activité de recherche et qui ne sont pas exonérées d'impôt sur les bénéfices, les impôts différés sont calculés en tenant compte des différences temporaires entre les valeurs comptables et fiscales des actifs et passifs au bilan, ainsi que des déficits fiscaux. La détermination des impôts différés prend en compte les retraitements apportés aux comptes sociaux en application des règles de consolidation. Les taux d'impôts retenus pour calculer les impôts différés à la clôture sont ceux résultant des textes fiscaux en vigueur et qui seront applicables lorsque la différence future se réalisera.

Les actifs d'impôt nets des passifs d'impôt font l'objet d'une dépréciation lorsque leur utilisation future est peu probable.

1.3.3.12. La subvention pour charges de service public

La *subvention pour charge de service public* (SCSP) représente le principal lien financier entre l'Etat et les opérateurs publics. Elle couvre l'ensemble des besoins de financement des établissements sans faire de distinction entre la partie relative aux investissements et celle concernant le fonctionnement.

1.3.3.14. Les subventions d'investissement

Les subventions d'investissement sont comptabilisées en comptes de fonds propres. Ces subventions sont rapportées au résultat, au même rythme que les amortissements des immobilisations qu'elles permettent de financer.

1.3.3.15. La comptabilisation des produits selon l'instruction DGFIP du 20 novembre 2013 pour les subventions reçues et suivant la méthode à l'avancement pour les contrats de recherche

Depuis le 1er janvier 2014, le groupe applique l'instruction DGFIP du 20 novembre 2013 (BOFiP-GCP n° 13-0022 du 5 décembre 2013) relative aux modalités de comptabilisation des subventions reçues, selon lesquelles les subventions de fonctionnement doivent être comptabilisées dans des subdivisions du compte 74.

En application de cette instruction, les subventions se définissent comme des produits issus d'opérations sans contrepartie directe d'une valeur équivalente attendue par le financeur.

Elles visent diverses situations, telles que :

- les projets financés par l'Agence Nationale de la Recherche ;
- les opérations financées par l'Union européenne ;
- les contrats de collaboration de recherche avec des organismes divers (personnes morales de droit privé ou public) ;
- les subventions de fonctionnement versées par des tiers (ministères, collectivités territoriales, fonds FEDER, etc.) pour des opérations qui s'exécutent au-delà de l'exercice comptable.

Au CNRS, les subventions de fonctionnement se rapportent le plus souvent à des opérations pluriannuelles réalisées dans le cadre de contrats de recherche. Le financeur peut être une personne publique ou privée.

Le traitement comptable des subventions diffère selon les conditions d'octroi de l'acte attributif. En effet, les droits liés à la subvention sont constatés dès lors que les conditions présentes dans l'acte attributif sont réalisées. Lorsque l'attribution de la subvention est conditionnée à la réalisation effective des dépenses, les droits de l'établissement sont constatés à la date de la production périodique de justificatifs financiers et/ou scientifiques adressés au financeur (financements relatifs à des projets de recherche pluriannuels provenant notamment de l'Union européenne ou au titre des investissements d'avenir), pour un montant correspondant au pourcentage des dépenses subventionnées.

A l'inverse, les opérations pluriannuelles avec contrepartie directe d'une valeur équivalente attendue par le financeur constituent des prestations de services comptabilisées à la date de réalisation de la prestation.

4 Evènements post-clôture

Néant.

NOTE 2 – Périmètre de consolidation

Au 31 décembre 2024, le périmètre de consolidation se présente de la façon suivante :

ENTITES FRANCAISES				2024			2023		
Nom de la filiale	Sigle	Nature juridique	SIRET	% d'intérêt	% de contrôle	Méthode de consolidation (*)	Taux d'intérêt	Taux de contrôle	Méthode de consolidation (*)
CNRS		Entité Mère		100,00 %	100,00 %	IG	100,00 %	100,00 %	IG
Centre Européen de Recherche en Biologie et en Médecine	CERBM	GIE	38111246500020	33,00 %	33,00 %	IP	33,00 %	33,00 %	IP
CNRS Editions	CNRS Editions	SA	33431702100023	99,99 %	99,99 %	IG	99,99 %	99,99 %	IG
CNRS Innovation	CNRS Innovation	SA	38846115400030	90,00 %	90,00 %	IG	90,00 %	90,00 %	IG
Grand Accélérateur d'Ions Lourds	GANIL	GIE	18008901303498	50,00 %	50,00 %	IP	50,00 %	50,00 %	IP
Institut de Radio Astronomie Millimétrique	IRAM	Société civile	31650123800026	47,00 %	47,00 %	IP	47,00 %	47,00 %	IP
Synchrotron SOLEIL	SOLEIL	Société civile	43968490300016	72,00 %	72,00 %	IP	72,00 %	72,00 %	IP

ENTITES ETRANGERES			2024			2023		
Nom de la filiale	Sigle	Nature juridique	% d'intérêt	% de contrôle	Méthode de consolidation (*)	Taux d'intérêt	Taux de contrôle	Méthode de consolidation (*)
Observatoire Européen Gravitationnel	EGO	Consortium	50,00 %	50,00 %	IP	50,00 %	50,00 %	IP
Canada France Hawai Telescope Corporation	CFHTC	Société à but non lucratif	40,00 %	40,00 %	IP	40,00 %	40,00 %	IP
CNRS @ CREATE	CNRSCREATE	Société à but non lucratif	100,00 %	100,00 %	IG	100,00 %	100,00 %	IG

NOTE 3 – Compléments d'informations relatifs au bilan

1 Immobilisations incorporelles

(en millions d'euros)	Ouverture	Acquisitions	Dotations	Cessions	Reclassements	Clôture
Immobilisations incorporelles en cours	5	5			(6)	4
Concessions, brevets & droits similaires	201	4		(4)	6	207
Autres immobilisations incorporelles	32	1		(2)		31
VALEURS BRUTES	238	10		(6)	0	242
Amt/Dép. conc, brevets & dts similaires	(147)		(10)	4		(153)
Amt/Dép. autres immos incorp.	(29)		(2)	2		(29)
AMORTISSEMENTS	(176)	0	(12)	6	0	(182)
Immobilisations incorporelles en cours	5	5	0	0	(6)	4
Concessions, brevets & droits similaires	54	4	(10)	0	6	54
Autres immobilisations incorporelles	3	1	(2)	0	0	2
VALEURS NETTES	62	10	(12)	0	0	60

Le tableau de variation des immobilisations incorporelles retrace notamment les acquisitions de logiciels, les opérations liées aux brevets et celles relatives aux systèmes d'information. Aucune évolution significative n'est constatée entre 2023 et 2024.

2 Immobilisations corporelles

(en millions d'€uros)	Ouverture	Acquisitions	Dotations	Cessions	Reclassements	Clôture
Terrains	64	1				65
Agencements sur terrains	9					9
Constructions	1 471	27		(1)	4	1 501
Installations tech, matériel & outillage	3 260	107		(121)	63	3 309
Autres immobilisations corporelles	524	30		(40)		514
Immobilisations corporelles en cours	89	70			(67)	92
Avances et acomptes s/immo. corp.	24	1				25
VALEURS BRUTES	5 441	236		(162)	0	5 515
Dépréciations des terrains	(10)		(1)			(11)
Amt/Dép. Agencements sur terrains	(4)					(4)
Amt/Dép. constructions	(839)		(44)	1	1	(881)
Amt/Dép. install tech, matériel & outil.	(2 777)		(148)	121	4	(2 800)
Amt/Dép. autres immobilisations corp.	(419)		(36)	39	1	(415)
AMORTISSEMENTS	(4 049)	0	(229)	161	6	(4 111)
Terrains	54	1	(1)	0	0	54
Agencements sur terrains	5	0	0	0	0	5
Constructions	632	27	(44)	0	5	620
Installations tech, matériel & outillage	483	107	(148)	0	67	509
Autres immobilisations corporelles	105	30	(36)	(1)	1	99
Immobilisations corporelles en cours	89	70	0	0	(67)	92
Avances et acomptes s/immo. corp.	24	1	0	0	0	25
VALEURS NETTES	1 392	236	(229)	(1)	6	1 404

Les immobilisations corporelles s'élèvent en 2024 à 5 515 M€ en valeur brute (contre 5 441 M€ en 2023).

Le poids de la filiale SOLEIL dans les immobilisations corporelles en valeurs nettes du Groupe est de 9%. Il représente :

- 5,12% des constructions (soit 32 M€) ;
- 16,31% des installations techniques (soit 83 M€) ;
- 3,01% des autres immobilisations corporelles (soit 3 M€).

3 Immobilisations financières

(en millions d'€uros)	Ouverture	Acquisitions	Dotations	Cessions	Variations des cours de change	Reclassements	Clôture
Titres des sociétés non consolidées	48	1			0	0	49
Autres titres immobilisés	9			(2)	0		7
Prêts	5				0		5
VALEURS BRUTES	62	1		(2)	0	0	62
Dépréciations des titres	(46)		(1)	0	0		(47)
Dép. des titres immobilisés - courant	(3)			0	0		(3)
DEPRECIATION	(49)	0	(1)	0	0	0	(51)
VALEURS NETTES	13	1	(1)	(2)	0	0	11

Le tableau ci-dessous présente les valeurs brutes des principaux titres des sociétés non consolidées :

Société détenue <i>En millions d'euros</i>	Montant	Société détentrice
ANR IEED PIVERT	0,5	CNRS
SATT Lyon Saint Etienne	5,4	CNRS
SATT Midi pyrénées	1,4	CNRS
SATT Conectus Alsace	6,6	CNRS
SATT SUD EST	4,2	CNRS
SATT axlr	0,7	CNRS
SATT Grand Est	1,6	CNRS
SATT Aquitaine	6,8	CNRS
SATT LUTECH	7,0	CNRS
SATT Nord Lille	2,0	CNRS
SATT Ouest valo	4,8	CNRS
SATT Linksium	3,1	CNRS
SATT ERGANE0	2,6	CNRS
SATT Paris Saclay	1,5	CNRS
Greenerwave	0,3	CNRS Innovation
IONX	0,2	CNRS Innovation
DAUMET	0,3	CNRS Innovation
	49,0	

4 Stocks et en-cours

Les ouvrages de CNRS Editions et les produits finis du CNRS constituent l'essentiel du stock du Groupe.

5 Clients et comptes rattachés

(en millions d'euros)	2023	2024
Créances clients et comptes rattachés	175	173
Dépréciations	(19)	(19)
VALEURS NETTES	156	154

Les créances clients du Groupe sont issues presque exclusivement des comptes sociaux du CNRS. En effet, les créances clients des autres entités consolidées représentent seulement 8 M€ (brut).

6 Autres créances

(en millions d'euros)	2023	2024
Avances et acomptes versés	7	6
VALEURS NETTES	7	6

7 Créances diverses

(en millions d'euros)	2023	2024
Autres créances diverses (valeur brute)	1 223	1 380
Dépréciations	(1)	(1)
VALEURS NETTES	1 222	1 379

L'augmentation des autres créances diverses est essentiellement due à celle des produits à recevoir de l'entité mère CNRS. Ces derniers correspondent aux créances de l'établissement qui n'ont pas encore donné lieu à émission de factures au 31 décembre 2024. Elles s'élèvent à 1 193 M€ en 2024 contre 1 040 M€ en 2023, soit une hausse de 15%.

Cette évolution est principalement justifiée par les divers investissements d'avenir mis en œuvre en 2024 (PEPR en particulier) le déploiement du nouveau programme européen Horizon Europe et les Recherches à Risques.

8 Trésorerie et équivalents de trésorerie

(en millions d'euros)	2023	2024
Valeurs mobilières de placement	19	19
Dépréciations	0	0
Valeurs nettes des valeurs mobilières	19	19
Banque	1 437	1 593
Caisse		
Disponibilités	1 437	1 593
Concours bancaires courants	0	0
TOTAL	1 456	1 612

Les principales entités contributives aux valeurs mobilières de placement sont les entités CNRS Innovation pour 9 M€, GANIL pour 7 M€, CERBM pour 2 M€ et CFHT pour 1 M€.

Les principales entités contributives à la banque sont le CNRS pour 1 531 M€ et SOLEIL pour 36 M€.

Le montant des valeurs mobilières et des disponibilités a augmenté de 11% en 2024.

L'analyse de cette augmentation est donnée par le tableau des flux de trésorerie présenté en partie III page 3 ci-avant.

9 Fonds propres du Groupe

Le tableau de variation des fonds propres du Groupe se présente ainsi :

		Financement de l'actif par l'Etat	Financement de l'actif par des tiers	Ecart de conversion	Réserves consolidées	Résultat de l'exercice	Fonds propres part du groupe	Intérêts minoritaires
Situation au	31/12/2022	320	343	1	999	83	1 746	3
Affectation résultat					83	(83)	0	
Ecart de conversion							0	
Corrections sur exercices antérieurs					(45)		(45)	
Remboursement des minoritaires								
Autres variations		(12)			11		(1)	
Résultat de l'exercice						(20)	(20)	
Situation au	31/12/2023	308	343	1	1 048	(20)	1 680	3
Affectation résultat					(20)	20	0	
Ecart de conversion							0	
Corrections sur exercices antérieurs							0	
Remboursement des minoritaires							0	
Financements reçus		63	50				113	
Reprise au résultat des financements reçus		(25)	(45)				(70)	
Autres variations			(6)		15		9	
Résultat de l'exercice						2	2	
Situation au	31/12/2024	346	342	1	1 043	2	1 734	3

Les financements de l'actif par l'Etat, constitué par les dotations et affectations de l'Etat et les dons et legs en capital, s'élève à 346 millions d'euros au 31 décembre 2024 (contre 308 millions d'euros en 2023).

10 Provisions

	Ouverture	Dotations de l'exercice	Reprise (prov. utilisée)	Autres mouvements	Clôture
(en millions d'euros)					
Contentieux juridiques	5	1	(2)	0	4
Provisions pour risques	5	1	(2)	0	4
CET	250		(4)		246
Congés payés	46	5			51
Démantèlement	184	10	(2)		192
Provisions pour aides au retour à l'emploi	6		(2)		4
Autres charges	9	2			11
Provisions pour charges	495	17	(8)	0	504
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	500	18	(10)	0	508

Les provisions pour risques et charges concernent principalement le CNRS pour 506 M€. L'analyse de leur composition et de leurs variations est la suivante :

- **Les provisions pour risques : 3 M€**

En 2024, les contentieux relatifs aux conditions d'exécution des prestations par des tiers n'ont pas connu d'évolution significative.

- **Les provisions pour charges : 502 M€ (493 M€ en 2023)**

Les *provisions pour charges* sont constituées des éléments suivants :

- **Les provisions relatives au compte épargne-temps (CET) : 245 M€ (249 M€ en 2023)**

Les dispositions relatives au CET sont régies par le décret n° 2009-1065 du 28 août 2009 et son arrêté d'application, lesquels instituent deux régimes différents :

- un régime pérenne applicable aux jours épargnés sur un CET ouvert au 31 décembre 2009 et au 31 décembre des années suivantes ;
- un régime spécifique dit « historique » applicable aux jours épargnés sur un CET au 31 décembre 2008.

- CET dit « historique » 2009 : 12 M€

Ce montant correspond à la valorisation des jours de congés épargnés et non monétisés déposés sur un CET. A ce titre, il a été recensé 26 337 jours de congés déposés sur un CET 2009, dont plus de 98% sont détenus par des agents de catégorie A. Le CET historique 2009, qui ne peut désormais plus être alimenté, connaît de ce fait une diminution par rapport à l'année 2023.

- CET pérenne : 233 M€

Ce montant correspond à la valorisation des jours de congés épargnés et non monétisés déposés sur un CET 2024. Le CET connaît pour l'année 2024 une légère diminution par rapport à l'année 2023 (- 3 M€).

- **Les provisions pour congés payés : 51 M€ (46 M€ en 2023)**

Depuis 2018, il existe au CNRS deux catégories de provisions pour congés payés :

- la provision pour congés payés proprement dite, qui correspond à la valorisation des jours de congés au titre d'une année acquis par les agents, non pris à la clôture de l'exercice, non-inscrits sur un CET et reportables sur l'année suivante ;
- la provision pour dons de congés, qui est calculée sur la base du nombre de jours de congés payés donnés par les agents et constatés au 31 décembre de l'année.

- Provision pour congés payés : 44 M€

La provision pour congés payés est en augmentation en 2024 par rapport à l'année précédente (+4 M€). Le nombre de jours de congés pris en compte dans le calcul s'élève à 134 289 au titre de la provision de l'année 2024. Il concerne principalement les agents de catégorie A.

- Provision pour dons de congés payés : 7 M€

Le nombre de jours de congés donnés par les agents et constaté au 31 décembre 2024 s'élève à 13 148. Ce nombre correspond aux dons effectués en 2024 et au cours des années antérieures, diminué des dons consommés au cours de l'année 2024. La provision ne connaît pas d'évolution significative

- **La provision au titre de l'aide au retour à l'emploi (ARE) : 4 M€ (6 M€ en 2023)**

Depuis l'exercice 2020, le CNRS comptabilise une provision au titre de l'ARE des bénéficiaires des indemnités chômage, étant donné que son obligation vis-à-vis de ces bénéficiaires a pu être estimée de manière fiable à la clôture de cet exercice.

Cette provision a été évaluée à 4 M€ au titre de l'exercice 2024, contre 6 M€ en 2023, soit une diminution de 2 M€.

Il s'agit d'une sortie progressive du dispositif des agents jusqu'alors indemnisés, à la suite de l'expiration de leurs droits à indemnisation issus de l'ancienne convention de gestion conclue entre le CNRS et Pôle Emploi dans le cadre de l'ancien système d'auto-assurance de l'employeur public qu'était le CNRS.

▪ **Les provisions pour coûts de démantèlement : 193 M€ (184 M€ en 2023)**

Certains sites de recherche utilisés en partenariat avec des organismes français ou étrangers sont assortis d'engagements futurs pour financer le démantèlement d'équipements.

Au titre de l'exercice 2024, cinq sites font l'objet d'une provision : le GIE « *Grand Accélérateur National d'Ions Lourds* » (GANIL), l'« *European Synchrotron Radiation Facility* » (ESRF), l'observatoire Noema situé sur le Pic de Bure et la station de Pico Veleta en Andalousie, tous deux appartenant à l'*Institut de Radio-Astronomie Millimétrique* (IRAM), l'*Institut Laue Langevin* (ILL), et le *SYNCHROTRON SOLEIL*.

Pour 2024, la méthodologie de calcul des provisions pour coûts de démantèlement de l'ensemble de ces sociétés est la même.

Les provisions pour coûts de démantèlement ont connu une augmentation au titre de cet exercice par rapport à l'exercice 2023 (+ 9 M€).

▪ **La provision pour prime d'intéressement des chercheurs : 10 M€ (8 M€ en 2023)**

Cette provision augmente entre 2024 et 2023 (+2M€).

11 Impôts différés

Les actifs et passifs d'impôt différé figurant au bilan consolidé sont les suivants :

(en millions d'euros)	2023	2024
Actifs d'impôts différés		
Passifs d'impôt différé	(8)	(8)
SOLDE NET DES IMPOTS DIFFERES	(8)	(8)

Leur décomposition par nature est la suivante :

(en millions d'euros)	2023	2024
Neutralisation de moins-values sur cessions internes d'immobilisations	(8)	(8)
SOLDE NET DES IMPOTS DIFFERES	(8)	(8)

12 Emprunts et dettes financières

L'endettement financier du groupe se décompose comme suit :

(en millions d'euros)	2023	2024	<1an	>1an
Dettes financières diverses	14	8	0	8
Concours bancaires courants	0	0	0	0
TOTAL	14	8	0	8

Le CNRS est le principal contributeur aux dettes financières diverses du groupe (8 M€).

13 Fournisseurs, avances et acomptes reçus

(en millions d'euros)	2023	2024	<1an	>1an
Fournisseurs et comptes rattachés	109	111	111	0
Avances et acomptes reçus	1 609	1 851	1 851	0
TOTAL	1 718	1 962	1 962	0

La répartition des dettes fournisseurs entre les entités du groupe se présente ainsi :

- CNRS pour 97 M€ ;
- SOLEIL pour 3 M€ ;
- CERBM pour 3 M€ ;
- GANIL pour 3 M€.

Les avances et acomptes reçus proviennent essentiellement de l'entité mère CNRS (1 849 M€ au 31/12/2024 contre 1 606 M€ au 31/12/2023). Ces avances se rapportent aux contrats de recherche pour lesquels le fait générateur de l'émission des titres de recettes n'est pas encore intervenu au 31 décembre 2024.

14 Autres dettes et comptes de régularisation

(en millions d'euros)	2023	2024	<1an	>1an
Dettes fiscales et sociales	163	198	198	0
Passifs d'impôt différé	8	8		8
Dettes sur immobilisations	1	1	1	0
Comptes courants filiales	6	6	6	0
Produits constatés d'avance	81	78	78	0
Autres dettes	136	122	122	0
TOTAL	395	413	405	8

Les autres dettes et comptes de régularisation concernent principalement le CNRS pour un montant de 360 M€.

NOTE 4 – Compléments d'informations relatifs au compte de résultat

1 Charges de personnel

(en millions d'euros)	2023	2024
Rémunérations du personnel	1 651	1 718
Charges sociales	1 105	1 138
TOTAL	2 756	2 856

Les charges de personnel de groupe se répartissent ainsi :

- CNRS : 2 799 M€ ;
- CNRS Editions : 1 M€ ;
- CNRS Innovation : 7 M€ ;
- EGO : 3 M€ ;
- IRAM : 5 M€ ;
- CFHT : 2 M€ ;
- CERBM : 5 M€ ;
- SOLEIL : 29 M€ ;
- CNRS @ CREATE : 4 M€

Les charges de personnel représentent 69 % des charges d'exploitation du Groupe et connaissent, à méthode comptable constante, une augmentation de 100 M€ sur l'exercice 2024 principalement sur le CNRS (2 799 M€ en 2024 contre 2 703 M€ en 2023). Cette augmentation s'explique par :

- le recours accru à un personnel contractuel ;
- les mesures gouvernementales en faveur du pouvoir d'achat de juillet 2023 : année pleine en 2024 de la revalorisation du point d'indice de la fonction publique + 1,5 % au 1er juillet 2023 et attribution de 5 points d'indice au 1er janvier 2024 ;
- la mise en œuvre de la prime d'attractivité pour les fonctions support à compter du 1er juillet 2024 ;
- la poursuite de la valorisation du régime indemnitaire des chercheurs

2 Autres charges de fonctionnement

(en millions d'euros)	2023	2024
Sous-traitance générale	59	61
Location, entretien, assurances	78	86
Honoraires et prestations extérieures	42	36
Transports, déplacements et réceptions	124	131
Autres achats et charges externes	19	21
Autres charges	175	180
TOTAL	497	515

3 Impôts et taxes

(en millions d'euros)	2023	2024
Impôts et taxes sur rémunérations	200	207
Autres impôts et taxes	4	5
TOTAL	204	212

4 Dotations nettes aux amortissements et provisions

(en millions d'euros)	2023	2024
Dotations aux amortissements	232	241
Dotations aux provisions	57	24
Reprises de provisions	(18)	(15)
DOTATIONS NETTES AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS	271	250

Les dotations aux amortissements les plus significatives concernent les entités CNRS pour 210 M€ et SOLEIL pour 19 M€.

Le poste « dotations aux provisions » est constitué essentiellement par le CNRS pour 22 M€, soit :

- dotations pour dépréciations des créances pour 5 M€ ;
- dotations aux provisions pour risques et charges pour 17 M€.

Le poste « reprises de provisions » est constitué principalement par le CNRS pour 13 M€ :

- reprises sur dépréciation des créances de 5 M€ ;
- reprises sur provisions pour risques et charges de 8 M€ ;

5 Résultat financier

(en millions d'euros)	2023	2024
Autres produits financiers	2	2
Reprises provisions financières		
Plus-value de consolidation		
Plus-value sur cessions d'immobilisations financières	5	0
Produits financiers	7	2
Autres charges financières	(2)	(2)
Dotation aux provisions financières	(7)	(2)
Charges financières	(9)	(4)
RESULTAT FINANCIER	(2)	(2)

6 Impôt sur les bénéfices

(en millions d'euros)	2023	2024
Impôt exigible	0	0
Impôt différé	1	0
TOTAL	1	0

NOTE 5 – Informations complémentaires

1 Les engagements reçus

Le groupe n'a aucun engagement hors bilan reçu. En effet, dès lors qu'il applique systématiquement la méthode à l'avancement pour comptabiliser ses produits et ses créances à l'égard des tiers, l'ensemble de ses engagements sont mécaniquement pris en compte au bilan et au compte de résultat.

2 Les engagements donnés

- Les engagements à long terme sur les « Très Grandes Infrastructures de Recherche » (TGIR) (en millions d'euros)

TGIR	Engagement investissement	Engagement fonctionnement	TOTAL	Dont engagements financés en 2025	
				Investissement	Fonctionnement
FAIR	9,426	-	9,426	3,430	-
ESS	14,242	38,380	52,622	3,121	12,191
Upgrade LHC	23,024		23,024	12,681	
ESRF	-	41,968	41,968	-	13,578
IRAM	8,554	25,097	33,651	3,260	8,182
GENCI	-	6,100	6,100	-	6,100
GANIL- SPIRAL 2	6,875	16,854	23,729	4,708	19,050
CTA	15,390	0,517	15,907	8,585	0,517
ILL	-	49,473	49,473	-	16,489
XFEL	-	14,901	14,901	-	4,883
EGO/Virgo	-	12,185	12,185	-	6,594
SOLEIL	194,953	131,351	326,304	15,661	44,355
SKAO	6,749	-	6,749	6,749	-
PIP II DUNE	9,915		9,915	7,824	
TOTAL	289,129	336,826	625,954	66,018	131,939

Les Très Grandes Infrastructures de Recherche, de par leur nature et la dimension de l'investissement qu'elles représentent, font l'objet de prévisions d'engagements pluriannuels qui portent sur des programmes de construction, de jouvence ou encore des projets à venir (résultant notamment de la feuille de route européenne ESFRI).

Les cas énumérés ci-dessous représentent les engagements les plus significatifs, qu'il s'agisse de constructions ou de jouvences :

- FAIR (Facility for Antiproton and Ion Research) : construction d'un accélérateur d'ions lourds, de protons et d'antiprotons ; les dépenses relatives à ce projet ont débuté à compter de l'exercice 2020.

- ESS (European Spallation Source) : source de neutrons produits par un accélérateur linéaire de protons sur une cible de spallation, la contribution française à la construction d'ESS s'élève à environ 8% et est prévue majoritairement par un financement direct et non pas par le versement d'une subvention. Les travaux financés directement par le CNRS ont démarré en 2016 et se poursuivront encore au-delà de l'exercice 2024.

- LHC : il s'agit de « l'upgrade » du grand collisionneur d'Hadron (LHC : Large Hadron Collider), basé au CERN. L'upgrade prendra fin en 2027.

-CTA : projet européen de réseau de télescopes Cherenkov de nouvelle génération en astronomie gamma à très hautes énergies.

-SPIRAL 2 (Système de Production d'Ions Radioactifs en Ligne de 2^{ème} génération) : l'exploitation de l'accélérateur de particules linéaires qui a été mis en service en 2019 au sein du GIE GANIL, à la suite de sa mise en service, se poursuivra au-delà de cet exercice.

-ESRF (Installation Européenne de Rayonnement Synchrotron) : poursuite du programme « d'upgrade » avec le début de l'upgrade phase II au moyen duquel environ un tiers des lignes de lumière seront remplacées ou totalement reconstruites tandis que l'anneau de stockage sera reconstruit pour augmenter la brillance de la source.

- ILL (Institut Max von Laue – Paul Langevin) : source de neutrons à haut flux, démarrage du premier réacteur en 1971. Le financement à moyen terme correspond aux coûts de fonctionnement de la TGIR (renforcement de la protection physique et assurance nucléaire inclus) et aux travaux de jouvence.

- SOLEIL (Source Optimisée de Lumière d'Energie Intermédiaire du LURE) : source de rayonnement synchrotron, dont l'exploitation a débuté en 2008. Le financement à moyen terme inclut les dépenses de fonctionnement de la TGIR.

-EGO (European Gravitational Observatory) : interféromètre géant destiné à observer des ondes gravitationnelles, consortium de droit privé italien créé en 2000. Le financement à moyen terme est dédié à l'exploitation et à la maintenance de l'interféromètre. L'investissement à long terme porte sur la construction de l'interféromètre Advanced Virgo plus (2023-2026).

-PIP II Dune :

- Proton-Improvement Plan 2 (PIP-II) : il s'agit d'un nouvel accélérateur de protons pour la production du faisceau de neutrinos
- Deep Underground Neutrino Experiment (DUNE) : il s'agit d'un très grand détecteur lointain, ainsi qu'un ensemble de petits détecteurs pour caractériser le faisceau de neutrinos avant leur périple.

Enfin, il convient de mentionner également que :

- Deux sociétés n'ont pas fait l'objet d'une évaluation de leurs coûts de démantèlement : il s'agit de la société Canada-France-Hawaï Telescope (CFHT) située dans l'archipel d'Hawaï et du consortium European Gravitational Observatory (EGO) situé à Cascina en Italie.
- Un accord conclu entre les trois principaux associés de la société IRAM prévoit que les indemnités de licenciement du personnel en cas de fin d'activité de la société incombent à cette dernière ; toutefois, si cet accord, qui prend fin le 31 décembre 2034, n'était pas renouvelé, les associés verseraient ces indemnités, soit 4,2 M€ compte tenu des dernières estimations opérées par la société.

• **Les engagements recensés au niveau des délégations régionales au titre des opérations d'immobilisations, des programmes de recherche et des contrats de services**

(en millions d'euros)	2025	2026	2027 et suivants	Total
Autres engagements	7	1	3	11
Autres immobilisations	30	13	3	46
Contrats de service	7	3	5	16
Opérations immobilières	4	13	16	32
Total	48	31	27	105

Les engagements susvisés s'entendent de tous les contrats conclus par le CNRS avec des tiers et dont les montants correspondent à des prestations qui n'ont pas encore été exécutées par ces mêmes tiers.

Il convient de noter au titre des opérations immobilières :

- La réalisation de l'opération PLATINUM pour le laboratoire LAAS de la délégation Occitanie Ouest
- La Construction du Bâtiment MEUST de la Côte d'Azur
- De nouvelles dépenses à réaliser concernant le projet I2BC de la délégation Ile de France Sud Gif –

- sur Yvette
- Diverses prestations de maintenance et de sécurité de la délégation Ile de France Sud Gif –sur Yvette
- La réalisation de l'opération NOUVEAU CEFE de la délégation Occitanie Est

Pour ce qui concerne les autres immobilisations, il convient de souligner les immobilisations suivantes :

- La réalisation de l'opération CPER OCCITEM de la délégation Occitanie Ouest
- La réalisation de l'opération Extension CC VIL 3 la délégation Rhône Auvergne
- Divers marchés d'acquisition de microscopes pour la délégation Alsace
- Diverses acquisitions de matériel pour la délégation Ile de France Sud Gif –sur Yvette
- Divers marchés de fournitures d'équipements pour la délégation Provence et Corse
- L'acquisition de supports composites pour le laboratoire LAPP de la délégation Alpes
- L'acquisition d'un Microscope MESO3D pour l'UMR8006 de la délégation Ile de France Meudon

Pour ce qui concerne les contrats de service, il convient de souligner les prestations suivantes :

- Le bail DSI pour la délégation Occitanie Ouest
- Divers marchés de nettoyage et de gardiennage pour la délégation Occitanie Est

3 Effectifs

EFFECTIFS	2023	2024
CNRS	34 330	35 080
CNRS Editions	12	13
CNRS Innovation	88	94
CNRS @ CREATE	43	49
Total Intégration globale	34 473	35 236
Synchrotron Soleil	345	353
GANIL	230	240
EGO	62	63
IRAM	123	125
CFHTC	45	41
CERBM	299	293
Total Intégration proportionnelle	1 104	1 115
TOTAL GROUPE	35 577	36 351



CNRS

*Direction des Comptes et de
l'Information Financière*

3, rue Michel-Ange
75794 Paris Cedex 16

+ 33 1 44 96 40 00

www.cnrs.fr | [X](#) | [LinkedIn](#) | [YouTube](#)